

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Philippe MACHENAUD-JACQUIER
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 164
N° 52

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 30
no Tiunu 2015

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° 697 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 671 du 1er février 2015 modifiant l'arrêté n° 661 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche	5859
Arrêté n° 698 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 672 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 662 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	5860
Arrêté n° 699 du 17 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 673 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 663 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du second degré public	5860
Arrêté n° 700 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 674 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 664 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré public	5861
Arrêté n° 701 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 675 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 665 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel du second degré public	5862
Arrêté n° 702 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 676 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 666 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement du second degré public	5863
Arrêté n° 703 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 678 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission mixte locale pour les maîtres du premier degré de l'enseignement privé	5864
Arrêté n° 704 du 17 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 679 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative mixte locale du second degré de l'enseignement privé	5864
Arrêté n° HC 26 IDV du 23 juin 2015 portant agrément de M. Garry William Couden, grade "agent" de la spécialité "sécurité publique" du cadre d'emploi "exécution" de la fonction publique communale	5865
Arrêté n° HC 27 IDV du 23 juin 2015 portant agrément de M. Manutahi Haines Rodolphe Teriitaumihau, grade "agent" de la spécialité "sécurité publique" du cadre d'emploi "exécution" de la fonction publique communale	5866

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 793 CM du 22 juin 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre domaine Outumaoro cadastrée commune de Punaauia, section H n° 492 d'une superficie de 480 mètres carrés et d'une emprise à détacher de la terre domaine Outumaoro, lot C, cadastrée commune de Punaauia, d'une superficie de 2 436 mètres carrés au profit de l'université de la Polynésie française	5867
--	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Présidence

Arrêté n° 408 PR du 19 juin 2015 portant autorisation de modifier la durée maximale de conservation de certaines denrées alimentaires animales ou d'origine animale par l'établissement "SAS Charcuterie du Pacifique" sis à Mahina	5868
Arrêté n° 410 PR du 22 juin 2015 portant nomination, à titre exceptionnel, de M. Jean-François Dubos au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui	5868
Arrêté n° 411 PR du 22 juin 2015 portant nomination de Mme Irène Monique Aimata Degage épouse Robert au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui	5869
Arrêté n° 412 PR du 22 juin 2015 portant nomination de Mme Clotilde Puairau épouse Virmaux au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui	5869
Arrêté n° 413 PR du 22 juin 2015 portant nomination de M. Michel Pierre Paillé au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui	5870
Arrêté n° 414 PR du 22 juin 2015 portant nomination de M. Daniel Roger Vicente au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui	5870
Arrêté n° 415 PR du 22 juin 2015 portant nomination de M. Valentin Teupoorautoaiahuroa Temaiana au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui	5870
Arrêté n° 417 PR du 23 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 245 PR du 20 avril 2015 portant nomination des membres de la commission consultative de la perliculture	5871
Arrêté n° 418 PR du 23 juin 2015 portant nomination de Mme Lise Lefait, conseiller des services administratifs principal, en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier	5871

Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique

Arrêté n° 5037 MTF/DGRH du 23 juin 2015 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015	5872
--	------

Ministère de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique

Arrêté n° 4975 MEI/DAE du 22 juin 2015 portant extension des enregistrements de 70 marques françaises	5873
Arrêté n° 4976 MEI/DAE du 22 juin 2015 portant reconnaissance de 201 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle	5881
Arrêté n° 4977 MEI/DAE du 22 juin 2015 portant extension des prorogations de 7 dépôts portant sur l'enregistrement de 37 dessins et modèles français	5885
Arrêté n° 4978 MEI du 22 juin 2015 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Rima Here ...	5885
Décision n° 5021 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94520223	5887
Décision n° 5022 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95557586	5888

Décision n° 5023 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3341044 et n° 344743. 5889

Arrêté n° 5024 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant extension des renouvellements de 53 marques françaises. 5890

Arrêté n° 5025 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant extension de 13 dépôts portant sur l'enregistrement de 61 dessins et modèles français. 5899

**Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine**

Arrêté n° 5014 MLV/DAF du 23 juin 2015 portant affectation de plusieurs équipements agricoles au profit du service du développement rural. 5920

**Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs**

Arrêté n° 4958 MET/SAU du 19 juin 2015 portant modification de la définition des lots 1 et 2 du lotissement Hitira'a Mahana sis à Mahina. 5921

Arrêté n° 4959 MET du 19 juin 2015 autorisant le navire Aremiti 1 à desservir certaines îles des Tuamotu et des Marquises afin d'effectuer des transports scolaires en juin et août 2015. 5921

Arrêté n° 4960 MET du 19 juin 2015 portant autorisation d'empiètement d'une superficie d'environ 59 mètres carrés, sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, à Tiarei au PK 26,500, côté mer, au profit de M. et Mme Léonard et Vahineura Tetuanui. 5922

Arrêté n° 4961 MET du 19 juin 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'entreprise Rose Moeava. 5922

Arrêté n° 4974 MET du 22 juin 2015 autorisant le navire Cobia II à desservir certains atolls des Tuamotu afin d'effectuer des transports scolaires en juin et août 2015. 5925

Arrêté n° 5035 MET du 23 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres. 5925

Arrêté n° 5036 MET du 23 juin 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement. 5925

EXTRAITS

Arrêté n° 4962 MET du 19 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. 5928

Arrêté n° 4963 MET du 19 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Paneparahurahu (10) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Katiu dans la commune de Makemo, archipel des Tuamotu. 5928

Arrêté n° 4965 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Anoha ou Anoa (plan 58) nécessaire aux travaux de canalisation de la rivière et de reconstruction du pont Vaiatu dans la commune de Paea. 5928

Arrêté n° 4966 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles N44, N45 et N369 (plan 114) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia, pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia. 5928

Arrêté n° 4967 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teputanui (plan 10) nécessaire à la construction et la mise aux normes de l'aérodrome de Takume, dans l'archipel des Tuamotu. 5928

Arrêté n° 4968 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre Matiti 2 et Matiti 4 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takaroa, dans l'archipel des Tuamotu. 5928

Arrêté n° 4969 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi, dans l'archipel des Tuamotu	5928
Arrêté n° 4970 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Toketoke (plan 4), Tahoro (plan 12), Temaufarega (plan 17) et Temaufarega (plan 19) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Katiu dans la commune de Makemo, archipel des Tuamotu	5928
Arrêté n° 4971 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès dans l'archipel des Australes	5928
Arrêté n° 4972 MET du 22 juin 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes.	5928
 Ministère de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement	
Arrêté n° 4949 MCE/ENV du 19 juin 2015 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 15-12 ENV/IC, sise dans la commune de Punaauia et dans le cadre de la demande d'autorisation ICPE de 1re classe formulée par le SIGFA, relative à l'installation et l'exploitation d'une fourrière et d'un incinérateur de cadavres d'animaux de compagnie	5929

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	5930
Annonces diverses	5931
Annonces marchés publics	5933



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 697 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 671 du 1er février 2015 modifiant l'arrêté n° 661 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'Etat ;

Vu l'arrêté du 8 février 2010 portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'éducation nationale aux vice-recteurs des îles Wallis et Futuna, de Mayotte, de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française en matière de recrutement et de gestion de certains personnels titulaires et stagiaires du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté n° 203 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 671 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 661 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints administratifs relevant du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 671 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
4. Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
5. M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat ;
6. Mme Mireille Bufard, agent comptable du lycée professionnel de Faaa ;
7. M. Thierry Vincent, proviseur du lycée professionnel de Mahina.

b) Membres suppléants :

1. Mme Raphaëlle Couturier, gestionnaire du lycée professionnel de Mahina ;
2. Mme Marcella Nguyen, gestionnaire du collège de Paea ;
3. M. Jean-Philippe Pealat, directeur des systèmes d'information du vice-rectorat ;
4. M. Adil Abounaidane, chef du département infrastructures et applications nationales du vice-rectorat ;
5. Mme Amandine Hautenauve, gestionnaire du collège de Papara ;
6. M. Nicolas Canales, conseiller juridique au vice-rectorat ;
7. Mme Wendy Harea, principale adjointe du collège de Mahina.

Art. 2.— Le reste sans changement.

Art. 3.— Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 698 du 17 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 672 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 662 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 18 juin 1986 portant création des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des ingénieurs et des personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret du 13 décembre 2001 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé de l'enseignement supérieur aux recteurs d'académies en matière de recrutement et de gestion des ingénieurs et des personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale et au sein de certains établissements publics et institutions relevant des ministres chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté n° 205 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 662 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu l'arrêté n° 672 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 662 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des adjoints techniques de recherche et formation relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 672 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) *Membres titulaires :*

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
4. Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
5. M. Thierry Vincent, proviseur du lycée professionnel de Mahina ;
6. Mme Wendy Harea, principale adjointe du collège de Mahina ;
7. M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat.

b) *Membres suppléants :*

1. Mme Raphaëlle Couturier, gestionnaire du lycée professionnel de Mahina ;
2. Mme Marcella Nguyen, gestionnaire du collège de Paea ;
3. M. Jean-Philippe Pealat, directeur des systèmes d'information du vice-rectorat ;
4. M. Adil Abounaidane, chef du département infrastructures et applications nationales du vice-rectorat ;
5. Mme Amandine Hautenauve, gestionnaire du collège de Papara ;
6. M. Nicolas Canales, conseiller juridique au vice-rectorat ;
7. Mme Mireille Bufard, agent comptable du lycée professionnel de Fa'aa.

Art. 2.— Le reste sans changement.

Art. 3.— Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 699 du 17 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 673 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 663 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 60-403 du 22 avril 1960 modifié portant statut particulier des chargés d'enseignement de l'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 80-627 du 4 août 1980 relatif au statut particulier des professeurs d'éducation physique et sportive ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale modifié, ensemble le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 modifié relatif aux conditions et modalités de recours au vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique d'Etat ;

Vu l'arrêté n° 204 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 663 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du second degré public ;

Vu l'arrêté n° 673 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 663 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs d'éducation physique et sportive et des chargés d'enseignement d'éducation physique et sportive du second degré public,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 673 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat, doyen ;
4. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

1. Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
2. Mme Marie-Christine Guillots, proviseure adjointe du lycée technique hôtelier ;
3. M. Jean-Philippe Pealat, directeur des systèmes d'information du vice-rectorat ;
4. M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.

Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 700 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 674 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 664 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 263-2 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 72-580 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale modifié, ensemble le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 85-899 du 21 août 1985 modifié relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion du personnel relevant du ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté n° 201 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 664 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré public ;

Vu l'arrêté n° 674 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 664 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs agrégés de l'enseignement du second degré public,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 674 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
4. M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat, doyen ;
5. Mme Yvette Tommasini, IA-IPR histoire-géographie au vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

1. M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;
2. M. Charles Dubois, IA-IPR sciences et techniques industrielles au vice-rectorat ;
3. M. Alain Haussaire, IA-IPR économie-gestion au vice-rectorat ;
4. Mme Marie-Paule Clery, proviseure adjointe du lycée Paul-Gauguin ;
5. Mme Malika Akhebbil, proviseure adjointe du lycée de Taiarapu.

Art. 2.— Le reste sans changement.

Art. 3.— Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 701 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 675 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 665 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie, inspecteur pédagogique régional,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-1189 du 6 novembre 1992 modifié relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale modifié, ensemble le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2014-SG 202 du 15 septembre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 665 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel du second degré public ;

Vu l'arrêté n° 675 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 665 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire locale des professeurs de lycée professionnel du second degré public,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 675 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
4. Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
5. M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat, doyen ;
6. M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;
7. Mme Yvette Tommasini, IA-IPR histoire-géographie au vice-rectorat ;
8. M. Charles Dubois, IA-IPR sciences et techniques industrielles au vice-rectorat ;
9. M. Alain Haussaire, IA - IPR économie et gestion au vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

1. M. Thierry Vincent, proviseur du lycée professionnel de Mahina ;
2. M. Nicolas Canales, conseiller juridique du vice-rectorat ;
3. Mme Fabienne Beltzung, proviseure adjointe du lycée polyvalent de Taaone ;
4. M. Alain Thomas, proviseur du lycée de Taravao ;
5. M. Jacques Gros, principal du collège de Arue ;
6. Mme Malika Akhebbil, proviseure adjointe du lycée de Taiarapu ;

7. Mme Wendy Harea, principale adjointe du collège de Mahina ;
8. Mme Marie-Christine Guillots, proviseure adjointe du lycée technique hôtelier ;
9. Mme Patricia Lamaud, principale adjointe du collège du Papara.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 702 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 676 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 666 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement du second degré public.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son article R. 263-2 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 72-581 du 4 juillet 1972 modifié relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 84-914 du 10 octobre 1984 modifié relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2014-299 du 6 mars 2014 portant diverses mesures de déconcentration pour la gestion de certains personnels enseignants du second degré mis à disposition de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2014-1177 du 14 octobre 2014 relatif aux commissions administratives paritaires de certains personnels enseignants relevant du ministre chargé de l'éducation nationale et notamment son article 4 ;

Vu l'arrêté n° 372 du 16 octobre 2014 portant création de la commission administrative paritaire locale des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 666 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement du second degré public ;

Vu l'arrêté n° 676 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 666 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission administrative paritaire des professeurs certifiés et des adjoints d'enseignement du second degré public,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 676 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat ;
4. Mme Florence Chin, chargée de mission RH du vice-rectorat ;
5. M. Jacques Gros, principal du collège de Arue ;
6. M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat ;
7. M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;
8. Mme Yvette Tommasini, IA-IPR histoire-géographie au vice-rectorat ;
9. M. Charles Dubois, IA-IPR sciences et techniques industrielles au vice-rectorat ;
10. M. Alain Haussaire, IA - IPR économie et gestion au vice-rectorat ;
11. M. Jean-Paul Charrier, principal du collège de Tipaerui ;
12. Mme Jean-Yves Breard, principal adjoint du collège du Taaone ;
13. Mme Mireille Bufard, agent comptable du lycée professionnel de Faaa ;
14. M. Thierry Vincent, proviseur du lycée professionnel de Mahina ;
15. M. Yves Rotureau, principal du collège de Taunua ;
16. Mme Marie-Paule Clery, proviseure adjointe du lycée Paul-Gauguin ;
17. M. Julien Fontaine, directeur adjoint des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat ;
18. Mme Amandine Hautenauve, gestionnaire du collège de Papara ;
19. Mme Fabienne Beltzung, proviseure adjointe du lycée polyvalent de Taaone.

b) Membres suppléants :

1. Mme Raphaëlle Couturier, gestionnaire du lycée professionnel de Mahina ;
2. M. Arnaud Le-Petit, secrétaire général adjoint, directeur des affaires financières, des examens et concours du vice-rectorat ;
3. M. Jean-Philippe Pealat, directeur des systèmes d'information du vice-rectorat ;
4. M. Adil Abounaidane, directeur du département infrastructure et applications nationales du vice-rectorat ;
5. M. Nicolas Canales, conseiller juridique du vice-rectorat ;
6. M. Jean-Pierre Martin, principal adjoint du collège de Arue ;
7. Mme Wendy Harea, principale adjointe du collège de Mahina ;
8. M. Claude Tambuzzo, principal du collège de Mahina ;
9. Mme Patricia Lamaud, principale adjointe du collège de Papara ;
10. Mme Marcella Nguyen, gestionnaire du collège de Paea ;
11. Mme Malika Akhebbil, proviseure adjointe du lycée polyvalent de Taravao ;

12. M. Patrick Mattei, ingénieur d'étude au vice-rectorat ;
13. M. Denis Solia, principal du collège Henri-Hiro ;
14. M. Alain Thomas, proviseur adjoint du lycée polyvalent de Taravao ;
15. M. Patrice Rattier, proviseur adjoint du lycée professionnel de Mahina ;
16. M. Bruno Lamoureux, ingénieur d'étude à la DGEE ;
17. M. Pascal Delesmont, principal du collège de Papara ;
18. M. Guillaume Froeschel, principal du collège de Taaone ;
19. M. Franck Deswarte, ingénieur d'étude au vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 703 du 17 juin 2015 modifiant l'arrêté n° 678 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale pour les maîtres du premier degré de l'enseignement privé.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son chapitre IV du titre Ier de son livre 9 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu le décret n° 2013-1231 du 23 décembre 2013 relatif aux commissions consultatives mixtes des maîtres des établissements privés sous contrat et relevant du ministre de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 374 du 23 octobre 2014 portant création de la commission consultative mixte locale du premier degré de l'enseignement privé de Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale pour les maîtres du premier degré de l'enseignement privé ;

Vu l'arrêté n° 678 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 668 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale pour les maîtres du premier degré de l'enseignement privé,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 678 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) *Membres titulaires :*

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

b) *Membres suppléants :*

1. M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat, doyen ;
2. M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;
3. Mme Yvette Tommasini, IA-IPR histoire-géographie au vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° 704 du 17 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 679 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale du second degré de l'enseignement privé.

Le vice-recteur de Polynésie française, inspecteur d'académie - inspecteur pédagogique régional de l'éducation nationale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le code de l'éducation, notamment son chapitre IV du titre Ier de son livre 9 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu le décret n° 2013-1231 du 23 décembre 2013 relatif aux commissions consultatives mixtes des maîtres des établissements privés sous contrat et relevant du ministre de l'éducation nationale ;

Vu le décret n° 2009-920 du 28 juillet 2009 modifiant les dispositions réglementaires du chapitre IV du titre Ier du livre IX du code de l'éducation et portant extension de ces dispositions à la Nouvelle-Calédonie et à la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 375 du 23 octobre 2014 portant création de la commission consultative mixte locale du second degré ;

Vu le procès-verbal de dépouillement en date du 8 décembre 2014 ;

Vu l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale du second degré de l'enseignement privé ;

Vu l'arrêté n° 679 du 25 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 669 du 1er février 2015 portant nomination des membres de la commission consultative mixte locale du second degré de l'enseignement privé,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 679 du 25 mars 2015 sont remplacées comme suit :

A) Représentants de l'administration

a) Membres titulaires :

1. M. Jean-Louis Baglan, vice-recteur ;
2. M. Christian Climent-Pons, secrétaire général du vice-rectorat ;
3. Mme Géraldine Tarde, secrétaire générale adjointe, directrice des ressources humaines du vice-rectorat.

b) Membres suppléants :

1. M. Claude Volant, IA-IPR - EPS au vice-rectorat, doyen ;
2. M. Eric Sigward, IA-IPR mathématiques au vice-rectorat ;
3. Mme Yvette Tommasini, IA-IPR histoire-géographie au vice-rectorat.

Art. 2. — Le reste sans changement.

Art. 3. — Le secrétaire général du vice-rectorat de la Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 juin 2015.
Jean-Louis BAGLAN.

ARRETE n° HC 26 IDV du 23 juin 2015 portant agrément de M. Garry William Couden, grade "agent" de la spécialité "sécurité publique" du cadre d'emploi "Exécution" de la fonction publique communale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2014-61 du 30 juin 2014 portant nomination de M. Garry William Couden en qualité de fonctionnaire stagiaire dans le cadre d'emploi "Exécution" à compter du 1er juillet 2014 ;

Vu la lettre n° 2014-1015-DRH/sPA du 29 juillet 2014 du maire de la commune de Papara formulant la demande d'agrément de M. Garry William Couden, agent de sécurité publique au sein du service de la police municipale de Papara ;

Vu la décision d'agrément n° 199 MC 15 du 11 juin 2015 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er. — M. Garry William Couden, né le 1er janvier 1985 à Papeete, agent de sécurité publique au sein du service de la police municipale de Papara, grade "agent" de la spécialité "sécurité publique" du cadre d'emploi "Exécution" de la fonction publique communale, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2. — Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Papara sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à :

- M. Garry William Counen, par les soins du maire ;
- M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,
Christophe LOTIGIE.*

ARRETE n° HC 27 IDV du 23 juin 2015 portant agrément de M. Manutahi Haines Rodolphe Teriitaumihau, grade "agent" de la spécialité "sécurité publique" du cadre d'emploi "Exécution" de la fonction publique communale.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 5 octobre 2007 modifiée portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs notamment l'article 72 ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 96-609 du 16 juillet 1996 portant dispositions diverses à l'outre-mer et modifiant notamment le régime communal de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure et notamment les articles 138, 139 et 140 ;

Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2014-60 du 30 juin 2014 portant nomination de M. Manutahi Haines Rodolphe Teriitaumihau en qualité de fonctionnaire stagiaire dans le cadre d'emploi "Exécution" à compter du 1er juillet 2014 ;

Vu la lettre n° 2014-1015 DRH/SPA du 29 juillet 2014 du maire de la commune de Papara formulant la demande d'agrément de M. Manutahi Haines Rodolphe Teriitaumihau, agent de sécurité publique au sein du service de la police municipale de Papara ;

Vu la décision d'agrément n° 199 MC 15 du 11 juin 2015 du procureur de la République ;

Sur proposition du chef de la subdivision des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,

Arrête :

Article 1er.— M. Manutahi Haines Rodolphe Teriitaumihau, né le 27 novembre 1988 à Papeete, agent de sécurité publique au sein du service de la police municipale de Papara, grade "agent" de la spécialité "sécurité publique" du cadre d'emploi "Exécution" de la fonction publique communale, est agréé à compter de la date du présent arrêté.

Art. 2.— Le secrétaire général du haut-commissariat, le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent et le maire de la commune de Papara sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française et notifié à :

- M. Manutahi Haines Rodolphe Teriitaumihau, par les soins du maire ;
- M. le colonel, commandant de la gendarmerie pour la Polynésie française.

Art. 3.— Conformément aux dispositions de l'article R. 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de trois mois à compter de la date de sa notification.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.

Pour le haut-commissaire
et par délégation :

*Le chef des subdivisions administratives
des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent,
Christophe LOTIGIE.*

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 793 CM du 22 juin 2015 portant affectation de la parcelle dépendant de la terre domaine Outumaoro cadastrée commune de Punaauia, section H n° 492 d'une superficie de 480 mètres carrés et d'une emprise à détacher de la terre domaine Outumaoro, lot C, cadastrée commune de Punaauia, d'une superficie de 2 436 mètres carrés au profit de l'université de la Polynésie française.

NOR : DAF1520324AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 300 MTS du 20 mars 2015 du ministère du travail et du dialogue social, de l'emploi, de la formation professionnelle, de la recherche et de la condition féminine ;

Vu la note n° 2655 SG/CM du 6 mai 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 17 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sont affectées au profit de l'université de la Polynésie française (Etat) les parcelles cadastrées commune de Punaauia ci-après désignées, et les constructions y édifiées, telles qu'elles figurent sur le plan dressé en mai 2015 par le cabinet études et topographie Topo Pacifique détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine :

- la parcelle dépendant de la terre domaine Outumaoro, cadastrée section H n° 492, d'une superficie de 480 mètres carrés ;

- une emprise à détacher de la terre domaine Outumaoro, lot C, d'une superficie de 2 436 mètres carrés.

Art. 2. — Cette affectation est destinée à la gestion, l'entretien et l'exploitation de la maison des étudiants et de la maison internationale, dans le cadre de l'opération d'extension de la cité universitaire.

Art. 3. — La valeur comptable des parcelles affectées hors constructions, représentant une superficie totale de 2 916 mètres carrés, est estimée à *dix millions cent neuf mille sept cent soixante-douze francs CFP* (10 109 772 F CFP), soit 3 467 F CFP le mètre carré.

La valeur vénale des parcelles affectées hors constructions est estimée à *cinquante-huit millions trois cent vingt mille francs CFP* (58 320 000 F CFP), soit 20 000 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — L'université de la Polynésie française, conformément aux dispositions des articles 16, 19 et 23 de la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, sans autre formalité que le respect de la destination des lieux, à l'exception des conventions de bail.

Art. 6. — En cas de changement de destination des lieux, la Polynésie française recouvrera la jouissance des parcelles affectées, et les constructions y édifiées. L'affectataire ne peut se prévaloir d'aucune indemnité.

Art. 7. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 8. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de

l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'université de la Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 408 PR du 19 juin 2015 portant autorisation de modifier la durée maximale de conservation de certaines denrées alimentaires animales ou d'origine animale par l'établissement "SAS Charcuterie du Pacifique", sis à Mahina.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1119 CM du 9 octobre 2006 modifié relatif aux durées maximales de conservation de certaines denrées alimentaires animales ou d'origine animale ;

Vu l'avis favorable du Centre d'hygiène et de salubrité publique n° 1841 MSR/DSP/CHSP en date du 5 juin 2015 ;

Vu les demandes de l'intéressé et les pièces complémentaires enregistrées entre le 9 mai 2011 et le 23 décembre 2013,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 6 de l'arrêté du 9 octobre 2006 susvisé, le directeur de l'établissement "SAS Charcuterie du Pacifique", sis à Mahina, est autorisé à modifier, sous sa responsabilité, conformément aux demandes et pièces complémentaires susvisées, les durées de conservation des denrées ou type de denrées qui figurent à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2.— La durée de conservation de chaque denrée ou type de denrée est fixée sous la responsabilité du directeur de l'établissement. Elle ne peut excéder, pour le mode de conditionnement mentionné, la durée figurant à l'annexe du présent arrêté. La température de conservation des denrées est comprise entre 0 et + 4 °C.

Art. 3.— Le plan d'autocontrôle microbiologique comportera régulièrement une vérification des critères microbiologiques réglementaires à date limite de consommation (DLC).

Art. 4.— Lorsqu'il est constaté que les conditions réglementaires d'attribution de la présente autorisation ne sont plus respectées, l'autorisation peut être, après mise en demeure restée sans effet, suspendue ou retirée partiellement ou en totalité conformément à l'article 6 de l'arrêté du 9 octobre 2006 susvisé.

Art. 5.— Le ministre de la santé et de la recherche est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la santé
et de la recherche,*
Patrick HOWELL.

ANNEXE

Désignation	Durée de conservation maximum à compter de Jo. (Jo = dernière étape de fabrication)	Type de conditionnement
Saucisseries cuites, en boyau non consommable, tranchées	21 jours	Sous-vide
Jambons de Paris et épaule cuite cubé	14 jours	Sous-vide
Saucisseries crues	17 jours	Sous atmosphère modifié
Jambons cuits de porc ou de volaille, tranchés	21 jours	Sous-vide
Jambons secs et saucissons secs, tranchés	21 jours	Sous-vide
Epaules cuites tranchées	21 jours	Sous-vide
Préparations de viandes de porc marinées	15 jours	Sous atmosphère modifié
Préparations de viandes de volaille marinées	14 jours	Sous atmosphère modifié
Préparations de viandes de volaille marinées (pièces entières)	14 jours	Sous-vide
Préparations de viandes de bœuf décongelée, marinées	14 jours	Sous atmosphère modifié
Produits étuvés ou étuvés et fumés (lardons et poitrines)	35 jours	Sous-vide
Produits étuvés ou étuvés et fumés (lardons et poitrines)	35 jours	Sous atmosphère modifié
PaLETTE tranchée	35 jours	Sous-vide
Saucisse de Strasbourg	21 jours	Sous atmosphère modifié

ARRETE n° 410 PR du 22 juin 2015 portant nomination, à titre exceptionnel, de M. Jean-François Dubos au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui.

Le Président de la Polynésie française, chevalier de la Légion d'honneur, grand maître de l'ordre de Tahiti Nui,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu la délibération n° 96-81 APF du 5 juin 1996 rectifiée portant institution de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 660 CM du 24 juin 1996 modifié portant statut de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que la présente nomination est faite en conformité des lois et règlements en vigueur ;

Vu l'avis du conseil de l'ordre de Tahiti Nui ;

Considérant le parcours exceptionnel de l'intéressé dans le domaine de la communication et de la presse écrite,

Arrête :

Article 1er. — M. Jean-François Dubos est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Art. 2. — Le secrétaire général du gouvernement, chancelier de l'ordre de Tahiti Nui, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 411 PR du 22 juin 2015 portant nomination de Mme Irène Monique Aimata Degage épouse Robert au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui.

Le Président de la Polynésie française, chevalier de la Légion d'honneur, grand maître de l'ordre de Tahiti Nui,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu la délibération n° 96-81 APF du 5 juin 1996 rectifiée portant institution de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 660 CM du 24 juin 1996 modifié portant statut de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que la présente nomination est faite en conformité des lois et règlements en vigueur ;

Vu l'avis du conseil de l'ordre de Tahiti Nui ;

Considérant le parcours exceptionnel de l'intéressée, son implication dans les activités sociales en faveur des personnes démunies et l'exemplarité de la carrière de l'intéressée,

Arrête :

Article 1er. — Mme Irène Monique Aimata Degage épouse Robert, retraitée, responsable de l'épicerie sociale et vestingie de la Croix-Rouge de Raiatea, est nommée chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Art. 2. — Le secrétaire général du gouvernement, chancelier de l'ordre de Tahiti Nui, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 412 PR du 22 juin 2015 portant nomination de Mme Clotilde Puairau épouse Virmaux au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui.

Le Président de la Polynésie française, chevalier de la Légion d'honneur, grand maître de l'ordre de Tahiti Nui,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu la délibération n° 96-81 APF du 5 juin 1996 rectifiée portant institution de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 660 CM du 24 juin 1996 modifié portant statut de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que la présente nomination est faite en conformité des lois et règlements en vigueur ;

Vu l'avis du conseil de l'ordre de Tahiti Nui ;

Considérant le parcours exceptionnel de l'intéressée dans le milieu social, juridique, son dévouement en faveur des personnes démunies et l'exemplarité de la carrière de l'intéressée,

Arrête :

Article 1er. — Mme Clotilde Puairau épouse Virmaux, chef d'entreprise, est nommée chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Art. 2. — Le secrétaire général du gouvernement, chancelier de l'ordre de Tahiti Nui, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 413 PR du 22 juin 2015 portant nomination de M. Michel Pierre Paillé au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui.

Le Président de la Polynésie française, chevalier de la Légion d'honneur, grand maître de l'ordre de Tahiti Nui,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu la délibération n° 96-81 APF du 5 juin 1996 rectifiée portant institution de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 660 CM du 24 juin 1996 modifié portant statut de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que la présente nomination est faite en conformité des lois et règlements en vigueur ;

Vu l'avis du conseil de l'ordre de Tahiti Nui ;

Considérant le parcours exceptionnel de l'intéressé, son implication dans le domaine du sport et l'exemplarité de la carrière de l'intéressé,

Arrête :

Article 1er. — M. Michel Pierre Paillé est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Art. 2. — Le secrétaire général du gouvernement, chancelier de l'ordre de Tahiti Nui, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 414 PR du 22 juin 2015 portant nomination de M. Daniel Roger Vicente au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui.

Le Président de la Polynésie française, chevalier de la Légion d'honneur, grand maître de l'ordre de Tahiti Nui,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu la délibération n° 96-81 APF du 5 juin 1996 rectifiée portant institution de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 660 CM du 24 juin 1996 modifié portant statut de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que la présente nomination est faite en conformité des lois et règlements en vigueur ;

Vu l'avis du conseil de l'ordre de Tahiti Nui ;

Considérant le parcours exceptionnel de l'intéressé, son travail accompli dans le domaine du sport local et national, notamment en matière d'enseignement, d'encadrement et de promotion des activités physiques et sportives,

Arrête :

Article 1er. — M. Daniel Roger Vicente, professeur d'éducation physique et sportive, est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Art. 2. — Le secrétaire général du gouvernement, chancelier de l'ordre de Tahiti Nui, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 415 PR du 22 juin 2015 portant nomination de M. Valentin Teupoorautoaiahuroa Temaiana au grade de chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui.

Le Président de la Polynésie française, chevalier de la Légion d'honneur, grand maître de l'ordre de Tahiti Nui,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies ;

Vu la délibération n° 96-81 APF du 5 juin 1996 rectifiée portant institution de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu l'arrêté n° 660 CM du 24 juin 1996 modifié portant statut de l'ordre de Tahiti Nui ;

Vu la déclaration du conseil de l'ordre portant que la présente nomination est faite en conformité des lois et règlements en vigueur ;

Vu l'avis du conseil de l'ordre de Tahiti Nui ;

Considérant l'exemplarité de la carrière de l'intéressé et son travail accompli dans les domaines de la culture et de l'enseignement de l'art de la percussion,

Arrête :

Article 1er.— M. Valentin Teupoorautoaiahuoroa Temaiana est nommé chevalier dans l'ordre de Tahiti Nui, pour prendre date à la remise réglementaire de l'insigne.

Art. 2.— Le secrétaire général du gouvernement, chancelier de l'ordre de Tahiti Nui, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Edouard FRITCH.

ARRETE n° 417 PR du 23 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 245 PR du 20 avril 2015 portant nomination des membres de la commission consultative de la perliculture.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2002-51 APF du 27 mars 2002 réglementant les activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de perles de culture de Tahiti ;

Vu l'arrêté n° 375 CM du 1er avril 2015 fixant les règles de fonctionnement de la commission consultative de la perliculture ;

Vu la lettre du 27 janvier 2015 du GIE Poe O Rikitea ;

Vu le courriel du 28 janvier 2015 du GIE Poe Rava Nui ;

Vu la lettre du 2 février 2015 du GIE Poe O Tahiti Nui ;

Vu la lettre du 9 février 2015 du syndicat des petits et moyens perliculteurs de Polynésie française ;

Vu la lettre du 12 février 2015 du syndicat professionnel des producteurs de perles (SPPP) ;

Vu l'arrêté n° 245 PR du 20 avril 2015 portant nomination des membres de la commission consultative de la perliculture ;

Vu le remaniement ministériel,

Arrête :

Article 1er.— Les premier et cinquième tirets de l'article 1er de l'arrêté n° 245 PR du 20 avril 2015 susvisé sont remplacés ainsi qu'il suit :

- “- M. Teva Rohfritsch, ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, *président*, ou son représentant ;
- Mme Miri Tatarata, représentant la direction de l'environnement, et Mme Fanny Martre, sa suppléante.”

Art. 2.— Le quatrième tiret de l'article 2 de l'arrêté n° 245 PR du 20 avril 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- “- M. Georges Mataoa, représentant le syndicat des petits et moyens perliculteurs de Polynésie française, et M. Augustin Mata, son suppléant.”

Art. 3.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue
et de la politique numérique,
Teva ROHFRITSCH.*

ARRETE n° 418 PR du 23 juin 2015 portant nomination de Mme Lise Lefait, conseiller des services administratifs principal, en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2000-132 APF du 9 novembre 2000 fixant les principes de la déconcentration de l'administration de la Polynésie française, et spécialement les dispositions de son article 9 ;

Vu la délibération n° 2001-72 APF du 5 juillet 2001 portant création des circonscriptions des îles Tuamotu et Gambier, des îles Sous-le-Vent, des îles Marquises et des îles Australes ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 7 janvier 2002 modifié portant organisation de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu l'arrêté n° 4198 VP/DGRH du 26 mai 2015 mettant fin par anticipation à la disponibilité de Mme Lise Lefait, conseiller des services administratifs principal 3e échelon, puis constatant la réintégration et affectation de l'intéressée à la circonscription des îles Tuamotu et Gambier ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article 1er.— Mme Lise Lefait, conseiller des services administratifs principal, est nommée en qualité de secrétaire général de la circonscription des îles Tuamotu et Gambier à compter du 1er juillet 2015.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.
Edouard FRITCH.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 5037 MTF/DGRH du 23 juin 2015 portant nomination des membres du jury de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-249 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 293 CM du 17 mars 1997 modifié relatif à l'examen professionnel d'accès au cadre d'emplois des auxiliaires de soins principaux de 2e classe de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3527 VP/DGRH du 4 mai 2015 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'auxiliaire de soins principal de 2e classe du cadre d'emplois des auxiliaires de soins de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2015,

Arrête :

Article 1er.— Sont nommées membres du jury de l'examen professionnel susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- M. Bernard Chimin, représentant le directeur des ressources humaines, *président* ;
- Mme Anne Flore Lequeux épouse Hotellier, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- Mme Otime Teura, représentant le directeur de la santé ;
- Mme Rosalie Teroiatea épouse Alavoine, personne qualifiée dans le domaine du recrutement ;
- Mme Suzanne Teroiatea, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des auxiliaires de soins.

Art. 2.— Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
des ressources humaines,*
Bruno LONJON.

**MINISTÈRE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE,
DE L'ÉCONOMIE BLEUE
ET DE LA POLITIQUE NUMÉRIQUE**

**ARRETE n° 4975 MEI/DAE du 22 juin 2015 portant
extension des enregistrements de 70 marques françaises.**

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle" ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-25 du 20 juin 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4094205 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-26 du 27 juin 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4096331 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-31 du 1er août 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4103892 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-33 du 14 août 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4107739 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-34 du 22 août 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4109758 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-38 du 19 septembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4113453, n° 4114475 et n° 4114519 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-43 du 24 octobre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4121745 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-45 du 7 novembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4126582 et n° 4126585 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-46 du 14 novembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4127156 et n° 4128611 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-49 du 5 décembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4132984, n° 4133220, n° 4133347, n° 4133686, n° 4133832, n° 4133847, n° 4133856 et n° 4133865 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-50 du 12 décembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4134157, n° 4134218, n° 4134527, n° 4134577 et n° 4134941 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-51 du 19 décembre 2014 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4136608, n° 4137334 et n° 4137337 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2014-52 du 26 décembre 2014 volume 1 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4138217 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-2 du 9 janvier 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4143021, n° 4143059, n° 4143235, n° 4143250 et n° 4143275 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-3 du 16 janvier 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4143752, n° 4143769, n° 4144443 et n° 4144444 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-5 du 30 janvier 2015 volume 1 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 32 NS du 24 juillet 2014, page 2588 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4096205 et n° 4096331 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 46 NS du 8 septembre 2014, page 3718 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4103892, n° 4107739 et n° 4109758 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 54 NS du 16 octobre 2014, page 3886 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4113453, n° 4114475 et n° 4114519 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 62 NS du 20 novembre 2014, page 4818 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4121745 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 1 NS du 8 janvier 2014, page 2 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4126582, n° 4126585, n° 4127156 et n° 4128611 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 2 NS du 15 janvier 2014, page 197 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension des marques n° 4132984, n° 4133220, n° 4133347, n° 4133686, n° 4133832, n° 4133847, n° 4133856, n° 4133865, n° 4134157, n° 4134218, n° 4134527, n° 4134577 et n° 4134941 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 4 NS du 29 janvier 2015, page 110 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extensions des marques n° 4136608, n° 4137334, n° 4137337 et n° 4138217 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 20 NS du 14 mai 2015, page 732 ayant publié la demande d'enregistrement et la demande d'extension de la marque n° 4143275 ;

Vu le *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) n° 7 NS du 19 février 2015, page 178 ayant publié les demandes d'enregistrement et les demandes d'extension de toutes les autres marques objet du présent arrêté d'extension ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-18 du 30 avril 2015 volume 2 ayant publié l'enregistrement des marques objet du présent arrêté d'extension,

Arrête :

Article 1er.— Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI et les JOPF susvisés, et listés dans les 2 annexes au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2.— Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

30 Juin 2015

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

5875

ANNEXE N°1 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES ENREGISTREMENTS DE 70 MARQUES FRANÇAISES							
41 extensions effectuées sans modification par rapport aux demandes publiées							
Numéro de la marque (n° INPI)	Date dépôt demande d'extension	Deposant	Mandataire ou destinataire de la correspondance	Classes de produits et de services	Références BOPI publication demande d'extension	Références BOPI Enregistrement de la marque	Références JOPF publication demande d'extension
4113453	6 AOÛT 2014	M. ALAGY SERGE	JALIS	36, 38.	BOPI 2014-38 du 19/09/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 54 NS du 16/10/2014 page 3886
4114475	30 AOÛT 2014	Mlle Sandrine CHATON	Mlle Sandrine CHATON	16, 20, 21, 24, 25, 28.	BOPI 2014-38 du 19/09/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 54 NS du 16/10/2014 page 3886
4114519	30 AOÛT 2014	Mme. Anne-Catherine Thiriet	Mme. Anne-Catherine THIRIET	35, 38, 41.	BOPI 2014-38 du 19/09/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 54 NS du 16/10/2014 page 3886
4134527	18 NOVEMBRE 2014	ETABLISSEMENTS DULONG FRERES ET FILS	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	33	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 2 NS du 15/01/2015 page 197
4134577	18 NOVEMBRE 2014	LACHETEAU	LES GRANDS CHAIS DE FRANCE	33	BOPI 2014-50 du 12/12/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 2 NS du 15/01/2015 page 197
4137334	27 NOVEMBRE 2014	ANTENNE REUNION TELEVISION	NOVAGRAAF FRANCE	35, 38, 41.	BOPI 2014-51 du 19/12/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 4 NS du 29/01/2015 page 110
4137337	27 NOVEMBRE 2014	ANTENNE REUNION TELEVISION	NOVAGRAAF FRANCE	35, 38, 41.	BOPI 2014-51 du 19/12/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 4 NS du 29/01/2015 page 110
4138217	1er DÉCEMBRE 2014	Dealonme	Dealonme	35	BOPI 2014-52 du 26/12/2014	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 4 NS du 29/01/2015 page 110
4143021	18 DÉCEMBRE 2014	LABORATOIRES FORTE PHARMA	SCHMIT CHRETIEN	3, 5, 10.	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4143059	18 DÉCEMBRE 2014	Association QUALITEL	ERNEST GUTMANN-YVES PLASSERAUD	6, 9, 16, 19, 35, 36, 37, 41, 42	BOPI 2015-02 du 09/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4144443	24 DÉCEMBRE 2014	Observatoire de l'Immatériel	M. Jérémie FENICHEL	9, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 45.	BOPI 2015-03 du 16/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4144444	24 DÉCEMBRE 2014	Observatoire de l'Immatériel	M. Jérémie FENICHEL	9, 16, 35, 36, 38, 39, 41, 42, 45.	BOPI 2015-03 du 16/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4145907	5 JANVIER 2015	Syndicat des Copropriétaires du Centre Commercial LA MAISON VILLACOUBLAY	CEGIS	35, 36.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4145927	5 JANVIER 2015	M. Jean-françois sutera	M. Francis GERICOT	43	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146031	5 JANVIER 2015	HAULOTTE GROUP	CABINET LAVOIX	7, 12.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146189	6 JANVIER 2015	IMMOLIAISON	Mme. Lea LACOUR	35, 36.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146220	6 JANVIER 2015	Mme. INGRID MEDER	Mme. Ingrid MEDER	11, 20.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146260	29 DÉCEMBRE 2014	Lorient Agglomération	Lorient Agglomération	16, 35, 39.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146272	6 JANVIER 2015	WIKO	MARKPLUS INTERNATIONAL	9, 35, 38.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146356	6 JANVIER 2015	Meetic	PROMARK	35, 38, 45.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146500	7 JANVIER 2015	Mme. Victoire BARBAT du CLOSEL	Mme. Victoire BARBAT du CLOSEL	21, 25, 28.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146561	7 JANVIER 2015	NRJ GROUP	IPSILON BREMA-LOYER	9, 16, 28, 35, 38, 41.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146849	8 JANVIER 2015	GROUPE MULLIEZ-FLORY - GMF	IPSILON BREMA-LOYER	10, 12, 24, 25, 44.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146873	8 JANVIER 2015	ID'QUATION DEVELOPPEMENT	ID'QUATION DEVELOPPEMENT	35, 41, 45.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146882	8 JANVIER 2015	ID'QUATION DEVELOPPEMENT	ID'QUATION DEVELOPPEMENT	35, 41, 45.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146905	8 JANVIER 2015	ID'QUATION DEVELOPPEMENT	ID'QUATION DEVELOPPEMENT	35, 41, 45.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146907	8 JANVIER 2015	Mme. LAURE BONNIN	Mme. Laure BONNIN	30, 43.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4146940	8 JANVIER 2015	GUERLAIN SOCIETE ANONYME	GUERLAIN	3	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147020	9 JANVIER 2015	McDonald's International Property Company	DLA Piper UK LLP	30	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147029	9 JANVIER 2015	McDonald's International Property Company	DLA Piper UK LLP	30	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147075	9 JANVIER 2015	Marriage Frères	Wilson & Berthelot	30	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147108	9 JANVIER 2015	SANTE DOMICILE TOURAINE	L'Air Liquide Société Anonyme pour l'Etude et l'Exploitation des Procédés Georges Claude	5, 10, 12, 35, 41, 44.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147117	9 JANVIER 2015	SANTE DOMICILE TOURAINE	L'Air Liquide Société Anonyme pour l'Etude et l'Exploitation des Procédés Georges Claude	5, 10, 12, 35, 41, 44.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147119	9 JANVIER 2015	SANTE DOMICILE TOURAINE	L'Air Liquide Société Anonyme pour l'Etude et l'Exploitation des Procédés Georges Claude	5, 10, 12, 35, 41, 44.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147121	9 JANVIER 2015	SANTE DOMICILE TOURAINE	L'Air Liquide Société Anonyme pour l'Etude et l'Exploitation des Procédés Georges Claude	5, 10, 12, 35, 41, 44.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147166	9 JANVIER 2015	MATTEL FRANCE	CABINET PASCALE LAMBERT ET ASSOCIES	25, 28, 41.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147174	9 JANVIER 2015	BRICO DEPOT	CABINET PLASSERAUD	35	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147202	9 JANVIER 2015	BIOFARMA	BIOFARMA	5	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178
4147218	9 JANVIER 2015	SOCIETE HOSPITALIERE D'ASSURANCES MUTUELLES	CABINET GERMAIN & MAUREAU	36, 41, 44.	BOPI 2015-05 du 30/01/2015	BOPI 2015-18 du 30/04/2015	JOPF n° 7 NS du 19/02/2015 page 178

**ANNEXE n°2 A L'ARRETE PORTANT EXTENSION
DES ENREGISTREMENTS DE 70 MARQUES FRANCAISES
29 marques étendues avec modification**

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°32 NS du 24/07/2014 – p 2588
- et au BOPI n°2014-25 du 20/06/2014 (vol.1)

No National : 14 4 094 205

Dépôt du : 28 MAI 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

ALDES AERAULIQUE, Société par Actions Simplifiée, 20
boulevard Joliot-Curie, 69200 VENISSIEUX.

No SIREN : 956 506 828.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet GERMAIN & MAUREAU, 12 rue Boileau, 69006 LYON.

OPTIFLEX

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 6, 19.

BOPI de publication antérieure : 14/25

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°32 NS du 24/07/2014 – p 2588
- et au BOPI n°2014-26 du 27/06/2014 (vol.1)

No National : 14 4 096 331

Dépôt du : 30 MAI 2014

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

ACTIV SANTE, SA, 26-28 rue Marius Aufan, 92300
LEVALLOISPERRET.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ACTIV SANTE, M. MERABTI BELAID, 26-28 rue Marius Aufan,
92300 LEVALLOIS-PERRET.

ActivDocSnap

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 44.

BOPI de publication antérieure : 14/26

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-31 du 01/08/2014 (vol.1)

No National : 14 4 103 892

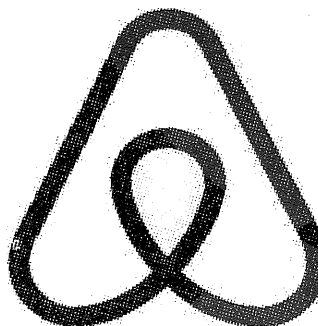
Dépôt du : 8 JUILLET 2014

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Airbnb, Inc., Société régie sous les lois de l'Etat du Delaware,
888 Brannan Street, 4th Floor, San Francisco, CALIFORNIA,
94103, Etats-Unis d'Amérique.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Gilbey Legal, 43 Boulevard Haussmann, 75009 PARIS.



LOGO

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 35, 36, 38, 39, 42, 43.

Priorité : Etats-Unis d'Amérique, le 8 JANVIER 2014, sous le No
SN 86/160,387

BOPI de publication antérieure : 14/31

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-33 du 14/08/2014 (vol.1)

No National : 14 4 107 739

Dépôt du : 24 JUILLET 2014

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

TF1 PUBLICITE, Société par actions simplifiée à associé unique,
1 Quai du Point du Jour, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

No SIREN : 311 473 383.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

INLEX IP EXPERTISE, 5, rue Feydeau, 75002 PARIS.

BRUSHING

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 38, 41.

Priorité : MONACO, le 18 MARS 2014, sous le No PV32184

BOPI de publication antérieure : 14/33

**Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées**

- au JOPF n°46 NS du 08/09/2014 – p 3718
- et au BOPI n°2014-34 du 22/08/2014 (vol.1)

No National : 14 4 109 758

Dépôt du : 1er AOÛT 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. VOGEL Louis, 30 avenue d'Iéna, 75116 PARIS.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LYNDE & ASSOCIES, M. HECKEL Antoine, 5 rue Murillo, 75008
PARIS.

FONDS VOGEL

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/34

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°62 NS du 20/11/2014 – p 4818
- et au BOPI n°2014-43 du 24/10/2014 (vol.1)

No National : 14 4 121 745

Dépôt du : 30 SEPTEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE.

Monsieur GAREGNANI Denis, TAHITI, BP 50069, 98716 PIRAE.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

MANAKEL, M. GAREGNANI DENIS, TAHITI, BP 50069, 98716 PIRAE.

MANAKELMASSAGES

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 44.

BOPI de publication antérieure : 14/43

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 – p 2
- et au BOPI n°2014-45 du 07/11/2014 (vol.1)

No National : 14 4 126 582

Dépôt du : 16 OCTOBRE 2014

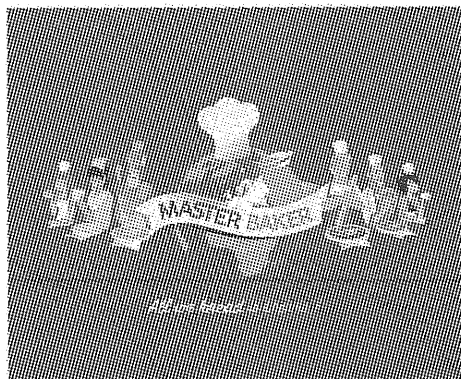
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

LESAFFRE ET COMPAGNIE, Société anonyme, 41 rue Etienne Marcel, 75001 PARIS.

No SIREN : 316 055 672.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET LAVOIX, 62 rue de Bonnel, 69448 LYON CEDEX 03.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 28, 41.

BOPI de publication antérieure : 14/45

No National : 14 4 126 585

Dépôt du : 16 OCTOBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

JPG Opteamisons, SARL, 42 Rue des Mousses, 13008 MARSEILLE.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

OMNIPAT MDM, Mme BISMUTH Patricia, 13 Rue Roux de Brignoles, 13006 MARSEILLE.



Marque déposée en couleurs.

Description de la marque : rouge vert blanc noir

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 29, 30, 32, 35.

BOPI de publication antérieure : 14/45

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°1 NS du 08/01/2015 – p 2
- et au BOPI n°2014-46 du 14/11/2014 (vol.1)

No National : 14 4 127 156

Dépôt du : 17 OCTOBRE 2014

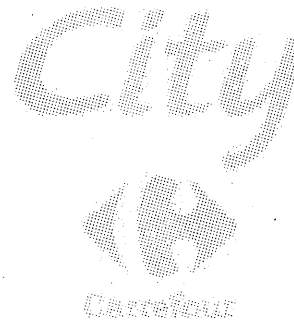
à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

CARREFOUR, société anonyme, 33 Avenue Emile Zola, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT.

No SIREN : 652 014 051.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, 122 RUE EDOUARD VAILLANT, 92593 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.



Marque déposée en couleurs.

Description de la marque : PANTONE 382 C.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 35.

BOPI de publication antérieure : 14/46

No National : 14 4 128 611

Dépôt du : 24 OCTOBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

ASSNET ASSISTANCE, Société à Responsabilité Limitée, ZA DES FONDERIES, 7 Rue FÉLIX DEPAUL, 35250 CHEVAIGNÉ.

No SIREN : 424 397 909.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

FIDAL, Mme MOURRIERAS Claire, 2 rue de la Mabilais, CS 24227, 35042 RENNES CEDEX.

ASSNET ASSISTANCE

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 36, 37, 40.
BOPI de publication antérieure : 14/46

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°2 NS du 15/01/2015 – p 197
- et au BOPI n°2014-49 du 05/12/2014 (vol.1)

No National : 14 4 132 984

Dépôt du : 12 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

RESIDE ETUDES INVESTISSEMENT, Société Anonyme, 42
Avenue George V, 75008 PARIS.

No SIREN : 420 628 844.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

LEGI-MARK, 102 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

RESIDENCES ETUDIANTES DE FRANCE - REF

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 36, 38, 41, 42, 43, 44.

BOPI de publication antérieure : 14/49

No National : 14 4 133 220

Dépôt du : 13 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Mle YANNI-DOMINGO Indira, 14 Rue Henri Frenay, 67200
STRASBOURG.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mle YANNI-DOMINGO Indira, 14 Rue Henri Frenay, 67200
STRASBOURG.

Indira Events

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 35, 41, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/49

No National : 14 4 133 347

Dépôt du : 13 NOVEMBRE 2014

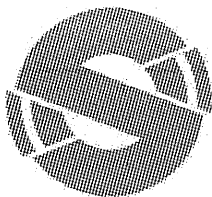
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SCUTUM, Société anonyme, 14 Rue Magellan, 75008 PARIS.

No SIREN : 342 631 934.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, 122 Rue
Edouard Vaillant, 92593 LEVALLOIS-PERRET CEDEX.



FRANCE INCENDIE

Marque déposée en couleurs.

Description de la marque : Rouge : 0/100/100/25

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 37, 41, 42, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/49

No National : 14 4 133 686

Dépôt du : 14 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Cardif Assurance Vie, société anonyme à conseil
d'administration, 1 boulevard Haussmann, 75009 PARIS.

No SIREN : 732 028 154.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Wilson & Berthelot, 22 rue Bergère, 75009 PARIS.

CARDIF BIEN-ETRE

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 36, 44.

BOPI de publication antérieure : 14/49

No National : 14 4 133 832

Dépôt du : 14 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

VACALIANS GROUP, société par actions simplifiée, 9 avenue
Hoche, 75008 PARIS.

No SIREN : 752 470 609.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BREV&SUD, M. RHEIN Alain, 55 avenue Clément Ader,
34170 CASTELNAU LE LEZ.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 39, 43, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/49

No National : 14 4 133 847

Dépôt du : 14 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

VACALIANS GROUP, société par actions simplifiée, 9 avenue
Hoche, 75008 PARIS.

No SIREN : 752 470 609.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BREV&SUD, M. RHEIN Alain, 55 avenue Clément Ader,
34170 CASTELNAU LE LEZ.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 39, 43, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/49

No National : 14 4 133 856

Dépôt du : 14 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

VACALIANS GROUP, société par actions simplifiée, 9 avenue
Hoche, 75008 PARIS.

No SIREN : 752 470 609.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BREV&SUD, M. RHEIN Alain, 55 avenue Clément Ader,
34170 CASTELNAU LE LEZ.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 39, 43, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/49

No National : 14 4 133 865

Dépôt du : 14 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

VACALIANS GROUP, société par actions simplifiée, 9 avenue Hoche, 75008 PARIS.

No SIREN : 752 470 609.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BREV&SUD, M. RHEIN Alain, 55 avenue Clément Ader, 34170 CASTELNAU LE LEZ.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 9, 16, 35, 36, 39, 43, 45.

BOPI de publication antérieure : 14/49

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°2 NS du 15/01/2015 – p 197
- et au BOPI n°2014-50 du 12/12/2014 (vol.1)

No National : 14 4 134 157

Dépôt du : 17 NOVEMBRE 2014

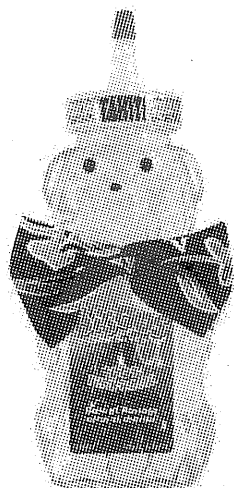
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Mme TOOMARU TETAUTIARE, punavai, BP 1555, 98703 PUNAAUIA, TAHITI.

M. TOOMARU NICK, punavai, BP 1555, 98703 PUNAAUIA, TAHITI.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme TOOMARU TETAUTIARE, punavai, BP 1555, 98703 PUNAAUIA, TAHITI.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 3, 5, 14.

BOPI de publication antérieure : 14/50

No National : 14 4 134 218

Dépôt du : 17 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

Mme TOOMARU TETAUTIARE, punavai, BP 1555, 98703 PUNAAUIA TAHITI.

M. TOOMARU NICK, punavai, BP 1555, 98703 PUNAAUIA TAHITI.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme TOOMARU TETAUTIARE, punavai, BP 1555, 98703 PUNAAUIA TAHITI.

Belle & Slim

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 3, 5, 14.

BOPI de publication antérieure : 14/50

No National : 14 4 134 941

Dépôt du : 19 NOVEMBRE 2014

à : I.N.P.I. - ÎLE DE FRANCE

Dometude, SARL Unipersonnelle, 43 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

No SIREN : 803 724 699.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Dometude, 43 avenue de Friedland, 75008 PARIS.

DOMETUDE

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 35, 36, 37, 41, 43.

BOPI de publication antérieure : 14/50

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°4 NS du 29/01/2015 – p 110
- et au BOPI n°2014-51 du 19/12/2014 (vol.1)

No National : 14 4 136 608

Dépôt du : 25 NOVEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

M. gioello loic, chez mlle HELMER anne laure, 61 rue de la liberté, 38140 RIVES.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

M. gioello loic, chez mlle Helmer anne-laure, 61 rue de la liberté, 38140 RIVES.

jereparemonpc, jereparemonpc

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 35, 41, 42.

BOPI de publication antérieure : 14/51

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°7 NS du 19/02/2015 – p 178
- et au BOPI n°2015-02 du 09/01/2015 (vol.1)

No National : 14 4 143 235

Dépôt du : 19 DÉCEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOFIMIC, Société par actions simplifiée, Zone de Saint-Léonard Sud, 56450 THEIX.

No SIREN : 384 837 290.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ARTLEX II, Mme LE FUSTEC Muriel, 2 place de la Bourse, 44000 NANTES.

MICHARD

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 1, 2, 3, 4, 5, 8, 16, 18, 20, 21, 22, 25, 28, 29, 30, 31, 39.

BOPI de publication antérieure : 15/02

No National : 14 4 143 250

Dépôt du : 19 DÉCEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOFIMIC, Société par actions simplifiée, Zone de Saint-Léonard Sud, 56450 THEIX.

No SIREN : 384 837 290.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ARTLEX II, Mme LE FUSTEC Muriel, 2 place de la Bourse, 44000 NANTES.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 1, 2, 3, 4, 5, 8, 16, 18, 20, 21, 22, 25, 28, 29, 30, 31, 39.

BOPI de publication antérieure : 15/02

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°20 NS du 14/05/2015 – p 732
- et au BOPI n°2015-02 du 09/01/2015 (vol.1)
- et au BOPI n°2015-07 du 13/02/2015 (vol.1 – errata)

No National : 14 4 143 275

Dépôt du : 19 DÉCEMBRE 2014

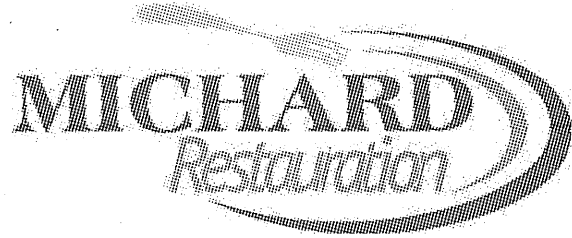
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SOFIMIC, Société par actions simplifiée, Zone de Saint-Léonard Sud, 56450 THEIX.

No SIREN : 384 837 290.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ARTLEX II, Mme LE FUSTEC Muriel, 2 place de la Bourse, 44000 NANTES.



Marque déposée en couleurs.

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 29, 30, 39.

BOPI de publication antérieure : 15/02

Extensions effectuées avec modification par rapport aux demandes publiées

- au JOPF n°7 NS du 19/02/2015 – p 178
- et au BOPI n°2015-03 du 16/01/2015 (vol.1)

No National : 14 4 143 752

Dépôt du : 19 DÉCEMBRE 2014

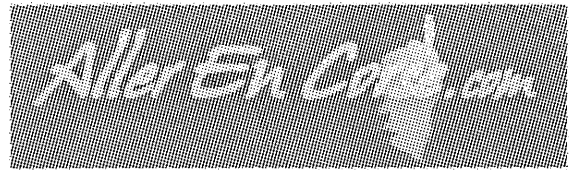
à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

CORSERESA, Société par actions simplifiée, Résidence Tenerella les Hameaux de Porticcio, Grosseto-Prugna, BP 3, 20166 PORTICCIO.

No SIREN : 423 606 250.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ALAIN BENSOUSSAN, SELAS, M. DEPARTEMENT MARQUE, 58 Boulevard Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS.



Marque déposée en couleurs.

Description de la marque : Code couleur du bleu de 009ce4 à 009ce4 Code Couleur de la corse de f5ecd2 à dfc575 Code Couleur de allerencorse ffffff à dfe0e2

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 35, 39, 41, 43.

BOPI de publication antérieure : 15/03

No National : 14 4 143 769

Dépôt du : 22 DÉCEMBRE 2014

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

PERNOD RICARD, Société Anonyme, 12 Place des Etats-Unis, 75016 PARIS.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

PERNOD RICARD – Group IP Hub, Mme WILMANN-COURTEAU Eve-Marie, 23 rue de l'Amiral d'Estaing, 75116 PARIS.



Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 33, 35, 41, 43.
BOPI de publication antérieure : 15/03

Extensions effectuées avec modification par rapport aux
demandes publiées

- au JOPF n°7 NS du 19/02/2015 – p 178
- et au BOPI n°2015-05 du 30/01/2015 (vol.1)

No National : 15 4 145 843

Dépôt du : 5 JANVIER 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

SUNCOO Groupe, SAS, 22 avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

OMNIPAT MDM, Mme BISMUTH Patricia, 13 Rue Roux de
Brignoles, 13006 MARSEILLE.

SUNCOO

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 3, 4, 9, 14, 16, 18, 24, 25.

BOPI de publication antérieure : 15/05

No National : 15 4 145 968

Dépôt du : 5 JANVIER 2015

à : 92 INPI - DÉPÔT ÉLECTRONIQUE

COSTA CROCIERE SPA, Société de droit Italien, Piazza
Piccapietra, 48, 16121 GENES, Italie.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, 158 Rue de l'Université, 75007
PARIS.

CROISIÈRE DE LA GENEALOGIE

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits ou services : 12, 16, 35, 39, 41, 43.

BOPI de publication antérieure : 15/05

ARRETE n° 4976 MEI/DAE du 22 juin 2015 portant reconnaissance de 201 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue
et de la politique numérique, chargé de la promotion des
investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004
modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie
française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004
complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié
portant nomination du vice-président et des ministres du
gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs
fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux
attributions du ministre de la relance économique, de
l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la
promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant
création, organisation et fonctionnement du service
administratif dénommé "direction générale des affaires
économiques" ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant
délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du
service dénommé "direction générale des affaires
économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable
en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée
portant modification de la 2e partie du code de la propriété
intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété
industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la
procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en
application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du
6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la
propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété
industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés
par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au
sens de LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013
modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont
reconnus par la Polynésie française, où ils produisent
strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires
économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui
sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 201 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE
DELIVRES PAR L'INPI

Nom du titulaire/déposant du titre	Titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement par l'INPI	Date de dépôt de la demande auprès INPI	Numéro du BOPI
PAPETERIES SILL	DESSIN & MODELE	053737	27/07/2005	2005-20
AIR CARAIBES	MARQUE	3344456	21/02/2005	2005-31
AIR CARAIBES	MARQUE	3344457	21/02/2005	2005-31
AIR CARAIBES	MARQUE	3344458	21/02/2005	2005-31
AIR CARAIBES	MARQUE	3344459	21/02/2005	2005-31
AIR CARAIBES	MARQUE	3344460	21/02/2005	2005-31
ART & FENETRES	MARQUE	3344954	22/02/2005	2005-32
AURILIS GROUP	MARQUE	1349605	31/10/1985	2006-10
AURILIS GROUP	MARQUE	1379131	31/10/1985	2006-15
BCBG MAX AZRIA GROUP	MARQUE	1311637	05/06/1985	2005-21
BISCOTTE PASQUIER	MARQUE	1317327	18/07/1985	2006-11
BORDEAUX VINS SELECTIONS	MARQUE	3336600	17/01/2005	2005-26
BRASSERIE DE TAHITI	MARQUE	95558630	13/02/1995	2005-27
BRIOCHE PASQUIER CERQUEUX	MARQUE	1398615	30/07/1985	2005-29
BYD COMPANY LIMITED	MARQUE	3528167	02/10/2007	2008-10
CABINET PLASSERAUD	MARQUE	1631322	15/10/1990	2010-26
CABINET PLASSERAUD	MARQUE	3208371	06/02/2003	2012-48
CABINET PLASSERAUD	MARQUE	3208370	06/02/2003	2012-48
CABINET PLASSERAUD	MARQUE	93455895	18/02/1993	2012-48
CABINET PLASSERAUD	MARQUE	93489503	26/10/1993	2013-29
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	MARQUE	3363032	03/06/2005	2005-44
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	MARQUE	3394569	29/11/2005	2006-21
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	MARQUE	3394568	29/11/2005	2006-21
CASINO GUICHARD PERRACHON	MARQUE	1327932	23/10/1985	2006-15
CASINO GUICHARD PERRACHON	MARQUE	1330476	06/11/1985	2006-15
CASINO GUICHARD PERRACHON	MARQUE	1336911	28/11/1985	2006-15
CASINO GUICHARD PERRACHON	MARQUE	3372692	27/07/2005	2005-52
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES	MARQUE	3372859	27/07/2005	2006-09
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES	MARQUE	95584436	10/08/1995	2006-25
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES	MARQUE	3400207	27/12/2005	2006-22
CHADOG DIFFUSION	MARQUE	3348761	24/03/2005	2005-34
CHAMPAGNE DE CASTELLANE	MARQUE	1337707	24/06/1985	2005-45
CM-CIC BAIL	MARQUE	3383100	30/09/2005	2006-09
CM-CIC BAIL	MARQUE	3383096	30/09/2005	2006-09
CMV MEDIFORCE	MARQUE	3352710	13/04/2005	2005-37
COGEDIS FIDEOR	MARQUE	3166881	31/05/2002	2012-22
COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN	MARQUE	1300095	18/02/1985	2005-23
COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN	MARQUE	95558646	14/02/1995	2006-36
COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN	MARQUE	95560458	24/02/1995	2005-47
COMPAGNIE POUR LE HAUT COMMERCE	MARQUE	3365489	16/06/2005	2005-46
CREALINE	MARQUE	3363592	30/05/2005	2005-45
CREALINE	MARQUE	3363591	30/05/2005	2005-45
CREALINE	MARQUE	3363590	30/05/2005	2005-45
CREALINE	MARQUE	3363589	30/05/2005	2005-45
DIAGER LEADER	MARQUE	1312782	14/06/1985	2006-10
DIAXONHIT	MARQUE	3363575	07/06/2005	2005-45
DISNEY ENTERPRISES, INC.,	MARQUE	1264929	12/03/1984	2014-04
DOMAINES LISTEL	MARQUE	1392017	07/08/1985	2006-22
DORMEUIL FRERES	MARQUE	1321420	29/08/1985	2006-17
E.T.I. SOUND SYSTEMS, INC	MARQUE	3357520	04/05/2005	2005-40
EMVCo,LLC	MARQUE	3369953	11/07/2005	2006-02
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	1616094	08/03/1990	2010-11
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	3995665	03/04/2013	2013-30
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	1702837	24/10/1991	2011-32
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	3980487	04/02/2013	2013-22
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	1616093	08/03/1990	2010-11
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	3178468	06/08/2002	2012-17
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	3919703	11/05/2012	2012-36
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	3757495	30/07/2010	2010-51
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	1710365	29/11/1991	2011-32
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	1568196	27/12/1989	2010-03
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	3939913	08/08/2012	2012-48
ENTREMONT ALLIANCE	MARQUE	3919704	11/05/2012	2012-36
ETABLISSEMENT Français DU SANG	MARQUE	3759265	06/08/2010	2010-51
ETABLISSEMENT Français DU SANG	MARQUE	3730802	16/04/2010	2010-38
ETABLISSEMENT Français DU SANG	MARQUE	3759264	06/08/2010	2010-51

ETABLISSEMENT Français DU SANG	MARQUE	3776281	21/10/2010	2011-13
ETABLISSEMENT Français DU SANG	MARQUE	4036779	02/10/2013	2014-20
ETABLISSEMENT Français DU SANG	MARQUE	4036780	02/10/2013	2014-20
ETABLISSEMENT Français DU SANG	MARQUE	4036778	02/10/2013	2014-47
FILAE	MARQUE	3374799	08/08/2005	2011-27
FLORETTE HOLDING	MARQUE	3380716	19/09/2005	2006-41
FLORETTE HOLDING	MARQUE	3380719	19/09/2005	2006-08
FLORETTE MACON	MARQUE	3376790	19/08/2005	2006-04
FROMAGERIE RENARD GILLARD	MARQUE	1267996	27/09/1983	2013-40
FROMAGERIE RENARD GILLARD	MARQUE	1543872	31/07/1989	2009-32
FROMAGERIE RENARD GILLARD	MARQUE	1547144	21/08/1989	2009-35
FROMAGERIE RENARD GILLARD	MARQUE	3243100	28/08/2003	2013-38
FROMAGERIE RENARD GILLARD	MARQUE	3622052	12/01/2009	2009-25
GALEO	MARQUE	3360453	17/05/2005	2005-45
GAMBRO LUNDIA AB	MARQUE	3376992	22/08/2005	2006-04
GARDENIAL SARL	MARQUE	4053105	09/12/2013	2014-14
GIORGIO BEVERLY HILLS, INC	MARQUE	1364016	18/07/1986	2007-18
GIORGIO BEVERLY HILLS, INC	MARQUE	1315816	12/07/1985	2006-01
GIORGIO BEVERLY HILLS, INC	MARQUE	1364015	18/07/1986	2007-18
GIORGIO BEVERLY HILLS, INC	MARQUE	1232486	07/04/1983	2013-10
GOSCINNY épouse des Cubes du Chatenet Anne SEMPE Jean-Jacques	MARQUE	3356530	29/04/2005	2005-40
GOSCINNY épouse des Cubes du Chatenet Anne SEMPE Jean-Jacques	MARQUE	3356533	29/04/2005	2005-40
GROUPE CANAL +	MARQUE	1331538	19/11/1985	2006-43
HEIDSIECK & CO MONOPOLE	MARQUE	95576259	16/06/1995	2006-14
HEWITT ASSOCIATES LLC	MARQUE	1311346	03/06/1985	2005-47
HOLDHAM	MARQUE	3163404	07/05/2002	2012-30
HUGO BOSS TRADE MARK MANAGEMENT GmbH & Co. KG	MARQUE	3266764	09/01/2004	2013-47
HUGO BOSS TRADE MARK MANAGEMENT GmbH & Co. KG	MARQUE	1334468	11/12/1985	2006-39
HUGO BOSS TRADE MARK MANAGEMENT GmbH & Co. KG	MARQUE	96612675	26/02/1996	2007-06
HUMEAU BEAIPREAU SAS	MARQUE	3335887	20/01/2005	2005-25
HUMEAU BEAIPREAU SAS	MARQUE	1329272	02/05/1985	2005-43
HUMEAU BEAIPREAU SAS	MARQUE	3335879	20/01/2005	2005-25
IDEM PAPERS SA	MARQUE	95578068	28/06/1995	2006-01
INTERVET INTERNATIONAL B.V.	MARQUE	95586155	30/08/1995	2005-39
IROKO PHARMACEUTICALS LLC	MARQUE	1326994	16/10/1985	2006-37
JAFRA HOLDING COMPANY B.V.	MARQUE	1319032	01/08/1985	2006-13
KRATON POLYMERS RESARCH B.V.	MARQUE	1300949	01/03/1985	2005-26
LABORATOIRES PRODENE KLINT	MARQUE	3385411	12/10/2005	2006-11
LABORATOIRES PRODENE KLINT	MARQUE	1365400	12/09/1985	2006-18
LABORATOIRES URGO	MARQUE	3135434	06/12/2001	2012-06
LABORATOIRES URGO	MARQUE	1353802	07/05/1986	2007-13
L'AIR LIQUIDE SOCIETE ANONYME POUR L'ETUDE ET L'EXPLOITATION DES PROCEDES GEORGES CLAUDE	MARQUE	93451236	19/01/1993	2013-15
L'AIR LIQUIDE SOCIETE ANONYME POUR L'ETUDE ET L'EXPLOITATION DES PROCEDES GEORGES CLAUDE	MARQUE	1375588	11/08/1986	2007-31
L'AIR LIQUIDE SOCIETE ANONYME POUR L'ETUDE ET L'EXPLOITATION DES PROCEDES GEORGES CLAUDE	MARQUE	3647402	29/04/2009	2009-40
LANDMARK GRAPHICS CORPORATION	MARQUE	3591281	21/06/2005	2009-01
LE TANNEUR & COMPAGNIE	MARQUE	1361435	10/07/1985	2005-43
LE TANNEUR & COMPAGNIE	MARQUE	3372776	21/07/2005	2005-52
LE TANNEUR & COMPAGNIE	MARQUE	95592337	13/10/1995	2006-42
LEVER FABERGE France	MARQUE	95582249	26/07/1995	2005-37
LEVER FABERGE France	MARQUE	95582246	26/07/1995	2005-37
LIU Haimei	MARQUE	3362270	31/05/2005	2005-44
LIU Haimei	MARQUE	13337703	30/05/1985	2005-37
MASTERCARD INTERNATIONAL INCORPORATED	MARQUE	95565449	31/03/1995	2005-21
McDONALD'S INTERNATIONAL PROPERTY COMPANY ,LTD	MARQUE	95587065	06/09/1995	2006-31
McDONALD'S INTERNATIONAL PROPERTY COMPANY ,LTD	MARQUE	95580700	17/07/1995	2006-11
McDONALD'S INTERNATIONAL PROPERTY COMPANY ,LTD	MARQUE	1377716	27/06/1985	2005-47
MERCK SHARP AND DOHME CORP.	MARQUE	95581208	19/07/1995	2005-42
MICHAEL KORS (SWITZERLAND) INTERNATIONAL GMBH	MARQUE	95571828	16/05/1995	2005-49
NEW BALANCE ATHLETIC SHOE, INC.	MARQUE	1323261	13/09/1985	2006-23
ORAPI EUROPE	MARQUE	3370598	18/07/2005	2005-51
ORAPI EUROPE	MARQUE	3370600	18/07/2005	2005-51
OSIRIS CONSEIL	MARQUE	3367788	29/06/2005	2005-52
PARFUMS ROCHAS	MARQUE	3569628	15/04/2008	2008-49
PHILIP MORRIS BRANDS SARL	MARQUE	1417345	08/07/1987	2008-27
PHILIPPE PICQUIER	MARQUE	95567535	13/04/1995	2005-31
POLYLITE TAIWAN CO., LTD	MARQUE	95569455	27/04/1995	2005-29
PRIMEALE HOLDING	MARQUE	3363656	02/06/2005	2005-45
PRINCESS CRUISE LINES LTD	MARQUE	1325595	04/10/1985	2006-19
PRINCESS CRUISE LINES LTD	MARQUE	1325596	04/10/1985	2006-19

PRINCESS CRUISE LINES LTD	MARQUE	1325597	04/10/1985	2006-19
PRINCESS CRUISE LINES LTD	MARQUE	1325598	04/10/1985	2006-19
PRINCESS CRUISE LINES LTD	MARQUE	1325599	04/10/1985	2006-19
PROCTER AND GAMBLE INTERNATIONAL OPERATIONS SA	MARQUE	96613634	28/02/1996	2006-47
PROCTER AND GAMBLE INTERNATIONAL OPERATIONS SA	MARQUE	97705460	21/11/1997	2008-32
QUICK RESTAURANTS en abrégé QUICK	MARQUE	3358101	10/05/2005	2005-41
R BONNETERRE	MARQUE	1313392	20/06/1985	2005-32
RAINE & HORNE	MARQUE	3372722	27/07/2005	2005-52
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3373750	02/08/2005	2006-01
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3373749	02/08/2005	2006-01
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3380808	19/09/2005	2006-08
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3381321	21/09/2005	2006-08
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3414365	06/03/2006	2006-32
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3418550	23/03/2006	2006-34
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3420223	31/03/2006	2006-35
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3420228	31/03/2006	2006-35
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3462422	13/11/2006	2007-16
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3618372	17/12/2008	2009-21
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3618375	17/12/2008	2009-21
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3616315	08/12/2008	2009-20
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3616318	08/12/2008	2009-20
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689742	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689744	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689745	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689748	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689752	06/11/2009	2010-23
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689761	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689765	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689768	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689770	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689772	06/11/2009	2010-18
SALAISONS DE TAHITI	MARQUE	3689779	06/11/2009	2010-18
SOCIETE DE FABRICATION D'ELEMENTS DE CUISINE	MARQUE	95580915	18/07/1995	2015-23
SOCIETE DE PARTICIPATIONS DU PANTHEON	MARQUE	3153957	15/03/2002	2012-13
SOPPEC	MARQUE	3266767	09/01/2004	2014-07
SOPPEC	MARQUE	3153885	15/03/2002	2012-07
SOUTH CONE, INC	MARQUE	3444923	26/09/1997	2008-34
SPC	MARQUE	95576077	08/06/1995	2006-03
SPORTFIVE	MARQUE	4005546	17/05/2013	2013-36
SPORTFIVE	MARQUE	3135514	06/12/2001	2011-45
SPORTFIVE	MARQUE	3137940	19/12/2001	2011-45
SPORTFIVE	MARQUE	3104355	07/06/2001	2011-24
SPORTFIVE	MARQUE	4014278	21/06/2013	2013-41
SPORTFIVE MEDIA SOLUTIONS	MARQUE	3620464	30/12/2008	2009-23
SSANGYONG MOTOR COMPANY	MARQUE	95576882	21/06/1995	2005-52
TBL LICENSING LLC	MARQUE	95583786	04/08/1995	2005-42
TBL LICENSING LLC	MARQUE	95583787	04/08/1995	2005-42
TELEVISION BROADCASTS LIMITED	MARQUE	3369156	06/07/2005	2006-08
THE BLACK & DECKER CORPORATION	MARQUE	95576463	19/06/1995	2005-42
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	3355295	25/04/2005	2005-39
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1413293	21/04/1986	2007-07
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1556140	06/02/1989	2009-10
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1398100	11/03/1987	2008-01
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1676199	02/07/1991	2011-38
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1365610	28/07/1986	2007-18
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1619212	19/01/1990	2010-07
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1619213	19/01/1990	2010-07
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	93450679	14/01/1993	2012-52
THE PROCTER & GAMBLE COMPANY	MARQUE	1319674	07/08/1985	2006-04
TIFFANY AND COMPANY	MARQUE	95561391	06/03/1995	2005-33
TLD GROUP	MARQUE	3382582	28/09/2005	2006-09
UNIL OPAL	MARQUE	1295571	11/01/1985	2005-01
VENTURA COUNTY LEMON COOPERATIVE	MARQUE	1306128	17/04/1985	2005-37
VERIFONE SYSTEMS France	MARQUE	3373220	29/07/2005	2006-01
WANE Nancy épouse FAURE	MARQUE	3883525	20/12/2011	2012-15
WANE Nancy épouse FAURE	MARQUE	3806900	15/02/2011	2012-16

ARRETE n° 4977 MEI/DAE du 22 juin 2015 portant extension des prorogations de 7 dépôts portant sur l'enregistrement de 37 dessins et modèles français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2015-10 du 7 mai 2015 ayant publié les prorogations des dépôts n° 053737 comportant 2 dessins et modèles et n° 20101153 comportant 4 dessins et modèles ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2015-11 du 22 mai 2015 ayant publié la prorogation des dépôts n° 046259 comportant 15 dessins et modèles, n° 051475 comportant 3 dessins et modèles, n° 051476 comportant 4 dessins et modèles n° 051785 comportant 8 dessins et modèles et n° 20102045 comportant 1 dessin et modèle ;

Vu la demande de reconnaissance du dépôt n° 053737 en date du 9 juin 2015 ;

Vu la demande de reconnaissance du dépôt n° 046259 en date du 15 avril 2015 ;

Vu la demande de reconnaissance du dépôt n° 20102045 en date du 16 juin 2015 ;

Vu l'arrêté n° 3100 MRE/DAE du 13 avril 2015 portant reconnaissance de 312 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, notamment du dépôt n° 20101153 ;

Vu l'arrêté n° 162 PR du 7 avril 2014 portant reconnaissance certains titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, notamment des dépôts n° 051475 et n° 051476 ;

Vu l'arrêté n° 3362 MRE/DAE du 23 avril 2015 portant reconnaissance de 163 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, notamment du dépôt n° 051785,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle prorogés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI n° 2015-10 et n° 2015-11 susvisés, et listés dans le tableau ci-après sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Numéro d'enregistrement (INPI)	Date de dépôt INPI	Déposant
053737	27/07/2005	PAPETERIES SILL
20101153	02/03/2010	GROUPE CANAL PLUS
046259	29/12/2004	POIRAY France SA
051475	21/03/2005	INTERCONTINENTAL GREAT BRANDS LLC
051476	21/03/2005	INTERCONTINENTAL GREAT BRANDS LLC
051785	06/04/2005	JL B BRAND
20102045	16/04/2010	PAPETERIES DE CLAIREFONTAINE

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

ARRETE n° 4978 MEI du 22 juin 2015 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Rima Here.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des loteries organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;

Vu la demande présentée par l'association Rima Here reçue le 1er juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'association Rima Here représentée par son président, M. Thierry Liu Sing, dont le siège social est situé à Puurai, dans la commune de Faa'a, BP 4597, 98713 Papeete, tél. : 40 80 05 15 (poste 2), est autorisée à organiser une loterie au capital d'émission de 2 000 000 F CFP, composée de 20 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois, le 29 août 2015, au siège de l'association sis à Faa'a.

Art. 2. — Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Art. 3. — Le produit de la loterie, sous réserve d'une déduction maximum de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté à financer la rénovation du pôle hébergement accueillant 28 adultes handicapés.

Art. 4. — La liste des lots est jointe en annexe au présent arrêté, pour les valeurs totales suivantes :

- total des lots achetés : 0 F CFP ;
- total des lots offerts : 369 000 F CFP ;
- total des lots (achetés et offerts) : 369 000 F CFP.

Art. 5. — Le quart du montant total des lots, soit la somme de 92 250 F CFP doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de loterie. Le solde, soit la somme de 276 750 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, soit le 19 août 2015.

Art. 6. — Les billets sont numérotés de façon continue et conditionnés en carnets de dix billets. Chaque billet doit comporter :

- la dénomination de la personne morale organisatrice ;
- les adresses postale et géographique de la personne morale organisatrice ;
- le numéro téléphonique de la personne morale organisatrice ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la liste des premiers lots ;
- le prix du billet, le nombre de billet émis et le numéro du billet ;
- la date du tirage ;
- l'obligation, pour les vendeurs, de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, 2 heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus ;
- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans le délai de 4 mois à compter de la publication des résultats du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'organisateur).

Art. 7. — Avant toute émission, le libellé des billets prévu à l'article 6 doit être approuvé par le directeur des affaires économiques. A cet effet, une épreuve d'imprimé lui est adressée avant l'impression définitive.

Le bon à tirer n'est délivré que sur présentation du reçu du payeur de la Polynésie française attestant que la somme de 92 250 F CFP a été versée.

La délivrance du bon à tirer ne permet plus de modifier le libellé des billets.

Aucun retrait de fonds ne peut être effectué avant le tirage.

Art. 8. — Les vendeurs de billets sont tenus de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, deux heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus. Il leur est interdit de garder par-devers eux des billets qu'ils n'ont pas vendus, faute de quoi ils doivent les rembourser aux organisateurs.

En aucun cas, les organisateurs de la loterie ne peuvent se porter acquéreurs des billets invendus.

Art. 9. — Le tirage aura lieu en une seule fois à la date fixée par l'arrêté d'autorisation. Il sera effectué en public en présence d'un huissier chargé de constater la régularité des opérations prévues au présent arrêté.

Avant le tirage, l'huissier doit être en possession des billets invendus remis par les organisateurs.

Tout billet invendu, dont le numéro sort au tirage, est immédiatement annulé et il est procédé à un nouveau tirage jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Tous les billets invendus sont remis à l'association Rima Here, qui doit les garder pendant 1 an à partir de la date du tirage.

Art. 10. — Dans les 2 mois suivant la date du tirage, les résultats doivent obligatoirement être publiés par les organisateurs au *Journal officiel* de la Polynésie française et faire l'objet d'un communiqué dans la presse écrite.

Art. 11. — Le directeur des affaires économiques fait procéder à la mainlevée de la caution dès réception des pièces suivantes :

- le procès-verbal de tirage effectué sous contrôle d'huissier ;
- la liste des lots et les numéros gagnants correspondants ainsi que l'identité du bénéficiaire ;
- le compte-rendu financier de l'opération comprenant l'affectation des bénéfices ;
- l'extrait du *Journal officiel* de la Polynésie française contenant le communiqué des résultats du tirage.

Art. 12. — Si l'association Rima Here, pour raison dûment motivée, présente une demande de report de date de tirage, celle-ci ne pourra être instruite que si l'obligation du dépôt du montant des lots prévue à l'article 5 du présent arrêté a été accomplie.

Art. 13. — En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la présente dérogation est réputée caduque.

Art. 14. — Le présent arrêté sera notifié à l'association Rima Here et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Teva ROHFRITSCH.

ANNEXE A L'ARRETE N° 4 978 / MEI DU 22 JUIN 2015

LISTE DES LOTS DE LA LOTERIE DE L'ASSOCIATION RIMA HERE

1 ^{er} lot	1 aller/retour PAPEETE/ AUCKLAND, offert	90 000 F CFP
2 ^{ème} lot	1 aller/retour PAPEETE/ AUCKLAND, offert	90 000 F CFP
3 ^{ème} lot	1 aller/retour PAPEETE/RANGIROA, offert	40 000 F CFP
4 ^{ème} lot	1 aller/retour PAPEETE/BORA BORA, offert	40 000 F CFP
5 ^{ème} lot	1 prestation d'entretien espace vert, offert	30 000 F CFP
6 ^{ème} lot	1 vélo, offert	20 000 F CFP
7 ^{ème} lot	1 ruche langstroth en bois non traité, offert	20 000 F CFP
8 ^{ème} lot	1 brunch pour 2 personnes à l'intercontinental beachcomber de Tahiti, offert	18 000 F CFP
9 ^{ème} lot	1 veau, offert	15 000 F CFP
10 ^{ème} lot	1 bouteille de vin rouge et 1 bouteille de vin blanc, offertes	6 000 F CFP

Total des lots offerts	369 000 F CFP
Total des lots achetés	0 F CFP
Total des lots (offerts et achetés)	369 000 F CFP

DECISION n° 5021 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 94520223.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 94520223 publiée au BOPI n° 2015-19 du 7 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 94520223 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5022 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95557586.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de

l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu la demande d'extension de renouvellement de la marque n° 95557586 publiée au BOPI n° 2015-19 du 7 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— La demande d'extension en Polynésie française du renouvellement de la marque n° 95557586 est rejetée.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

DECISION n° 5023 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 3341044 et n° 344743.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle (partie législative) ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu les imprimés CERFA, mis à disposition par l'INPI, pour effectuer les démarches de dépôt et renouvellement de marques et notamment la rubrique "extension de la protection" en Polynésie française ;

Vu les demande d'extension de renouvellement des marques n° 3341044 et n° 344743 publiées au Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-19 du 7 mai 2015 ;

Considérant qu'il résulte de l'article 15 de l'accord d'extension susvisé que ce dernier entre en vigueur le 1er février 2014 ;

Considérant qu'il résulte de l'article LP. 138 de la loi du pays susvisée et de son arrêté d'application n° 1002 CM du 22 juillet 2013 que, pour produire des effets en Polynésie française, les titres déposés à l'INPI avant le 1er février 2014 sont soumis à une procédure de reconnaissance ; que ceux déposés, renouvelés, prorogés avant le 3 mars 2004 bénéficient du régime de la reconnaissance de plein droit alors que ceux déposés, renouvelés, prorogés après le 3 mars 2004 sont soumis au régime de la reconnaissance optionnelle ;

Considérant qu'au regard des éléments susvisés, il appartenait au déposant de s'assurer, préalablement au dépôt d'une requête d'extension de ses titres, que la protection de ces derniers était acquise en Polynésie française depuis le dépôt initial et y avait été maintenue depuis lors ;

Considérant qu'en l'espèce cette protection n'était pas acquise en Polynésie française et ne l'est toujours pas à ce jour pour la marque susvisée ;

Considérant que le renouvellement de cette marque n'est pas éligible à la procédure d'extension,

Par ces motifs, décide :

Article 1er.— Les demandes d'extension en Polynésie française du renouvellement des marques n° 3341044 et n° 344743 sont rejetées.

Art. 2.— La présente décision sera notifiée à l'intéressé(e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,*
Hervé DUQUESNAY.

ARRETE n° 5024 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant extension des renouvellements de 53 marques françaises.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle (BOPI) n° 2015-19 du 7 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle renouvelés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans le BOPI susvisé, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DES RENOUVELLEMENTS DE 53 MARQUES FRANCAISES

BOPI n° 2015-19 du 07/05/2015

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : AVENTIS PHARMA S.A., Société anonyme, 20, avenue Raymond Aron, 92160 ANTONY
No SIREN : 304 463 284
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 323 671
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 298 489
Marque française
Signe concerné : RULID
Date du dépôt : 8 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : ZOETIS FRANCE S.A.S., Société par actions simplifiée à associé unique, 23/25 avenue du Docteur Lannelongue, 75014 PARIS
No SIREN : 752 526 657
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 596 187
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 298 922
Marque française
Signe concerné : LEUKOCELL
Date du dépôt : 12 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/11
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015
Déclarant : RELIGIOUS TECHNOLOGY CENTER, société sans but lucratif constituée sous les lois de l'Etat de Californie, 1710 Ivar Avenue, Los Angeles, Californie, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 299 899
Marque française
Signe concerné : OT
Date du dépôt : 20 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/21
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et

services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 16, 41, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015
Déclarant : COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions, 12 cours Sablon, 63000 CLERMONT-FERRAND
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 448 636
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Denemeyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 300 095
Marque française
Signe concerné : XSM
Date du dépôt : 18 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/23
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 3 FÉVRIER 2015
Déclarant : Unilever N.V., société de droit néerlandais, Weena 455, 3013 AL ROTTERDAM, Pays-Bas
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 177 490 - 555 586
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Baker & McKenzie, Mme Ulmann Virginie, 1, rue Paul Baudry, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 300 128
Marque française
Signe concerné : WILLIAMS
Date du dépôt : 22 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/12
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : AVENTISUB II INC, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 3711 Kennett Pike, Suite 200, Greenville, DELAWARE 19807, Etats-Unis d'Amérique
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 549 318 - 549 317 - 549 316 - 499 249
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 300 291
Marque française
Signe concerné : SABRIL
Date du dépôt : 25 FÉVRIER 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : Kraton Polymers Research B.V., société de droit néerlandais, Asterweg 19A1, 1031 HL AMSTERDAM, PAYS-BAS
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 392 071
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 300 949
Marque française
Signe concerné : ELEXAR
Date du dépôt : 1er MARS 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/26
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 17.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : SANOFI, société anonyme, 54 rue de la Boétie, 75008 PARIS
No SIREN : 395 030 844
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 577 554 - 509 494
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 301 130
Marque française
Signe concerné : PROTISLIM
Date du dépôt : 4 MARS 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/40
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 FÉVRIER 2015
Déclarant : MANPOWERGROUP INC., Société organisée sous les lois de l'Etat du Wisconsin, 100 Manpower Place, MILWAUKEE, Etat du Wisconsin, Etats-Unis d'Amérique
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, M. LODS Philippe, 2 Place d'Estienne d'Orves, 75441 PARIS Cedex 09.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 301 398
Marque française
Signe concerné : MANPOWER
Date du dépôt : 6 MARS 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/21
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 35, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : AVENTIS PHARMA S.A., Société anonyme, 20, avenue Raymond Aron, 92160 ANTONY

No SIREN : 304 463 284
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 323 671
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 301 851
Marque française
Signe concerné : RULIDE
Date du dépôt : 11 MARS 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/13
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015
Déclarant : DURALEX INTERNATIONAL, Société par actions simplifiée, 7 rue du Petit Bois, 45380 LA CHAPELLE-SAINTMESMIN
No SIREN : 505 397 554
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 492 391 - 492 393 - 511 826
Mandataire ou destinataire de la correspondance : @MARK, M. DEGRAVE Christophe, 16 rue Milton, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 303 367
Marque française
Signe concerné : DURALEX
Date du dépôt : 28 MARS 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/36
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 21.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015
Déclarant : WILLIAM GRANT & SONS LIMITED, SOCIETE DE DROIT BRITANNIQUE, THE GLENFIDDICH DISTILLERY, DUFFTOWN (BANFFSHIRE), Royaume-uni
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 64 598
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, Mme DAUBIN BEATRICE, 62 RUE DE BONNEL, 69448 LYON CEDEX 03.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 1 306 729
Marque française
Signe concerné : TABOO
Date du dépôt : 22 AVRIL 1985
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/05
Portée du renouvellement
Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015
Déclarant : GIVENCHY, Société Anonyme, 3 Avenue George V, 75008 PARIS
No SIREN : 552 051 229
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Société Louis Vuitton Services, Mlle MOUTON Gaëlle, 2 rue du

Pont Neuf, Département Propriété Intellectuelle, 75001 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 311 354

Marque française

Signe concerné : GIVENCHY

Date du dépôt : 3 JUIN 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12, 16, 17, 20, 21, 26, 27, 28, 34.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 FÉVRIER 2015

Déclarant : V. MANE FILS, société anonyme, 620 route de Grasse, 06620 LE BAR-SUR-LOUP

No SIREN : 415 550 284

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, M. DEBOISSE Pierre, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 1 328 178

Marque française

Signe concerné : MANE

Date du dépôt : 27 FÉVRIER 1985

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 28 JANVIER 2015

Déclarant : SCHNEIDER ELECTRIC IT CORPORATION, Société de droit américain, 132 Fairgrounds Road, W. Kingston, 02892 RHODE ISLAND, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 439 818

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, Mme MAUCARRE Fabienne, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SURSEINE Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 94 530 613

Marque française

Signe concerné : APC AMERICAN POWER CONVERSION

Date du dépôt : 27 JUILLET 1994

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/43

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : CHR HANSEN FRANCE SAS, Société par actions simplifiée, Le Moulin d'Aulnay, Rue d'Aulnay, 91290 SAINTGERMAIN-LES-ARPAJON

No SIREN : 552 103 905

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SELAS CASALONGA, 5-7 Avenue Percier, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 557 300

Marque française

Signe concerné : CHR HANSEN (semi-figurative)

Date du dépôt : 8 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 04/51

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 1, 2, 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : THE ISOPURE COMPANY, LLC, Société organisée selon les lois de l'Etat du Delaware, 195 Engineers Road, Hauppauge, NEW YORK 11788, Etats-Unis d'Amérique

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 471 233

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET BEAU DE LOMENIE, Mme MACHINET Emmanuelle, 158 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 557 486

Marque française

Signe concerné : PERFECT (semi-figurative)

Date du dépôt : 9 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/16

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : ABERCROMBIE & FITCH EUROPE SA, Société de droit suisse, Via Morée, 6850, MENDRISIO, Suisse

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 533 925

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BRANDSTORMING, 11 rue Lincoln, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 557 503

Marque française

Signe concerné : ABERCROMBIE & FITCH

Date du dépôt : 9 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/26

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : TARGET THERAPEUTICS, INC., société organisée sous les lois de l'Etat du Delaware, 47201 Lakeview Boulevard, Etat de Californie, 94538 FREMONT, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 558 228

Marque française

Signe concerné : MACH

Date du dépôt : 14 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/27

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 10.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions, 12 cours Sablon, 63000 CLERMONT-FERRAND

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Dennemeyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 558 646

Marque française

Signe concerné : AGILIS

Date du dépôt : 14 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 06/36

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 394 286 - 507 782 - 621 532

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 558 748

Marque française

Signe concerné : PLUS

Date du dépôt : 16 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/27

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 38, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 FÉVRIER 2015

Déclarant : V. MANE FILS, société anonyme, 620 route de Grasse, 06620 LE BAR-SUR-LOUP

No SIREN : 415 550 284

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, M. DEBOISSE Pierre, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 559 652

Marque française

Signe concerné : MANE

Date du dépôt : 22 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 30, 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 FÉVRIER 2015

Déclarant : V. MANE FILS, société anonyme, 620 route de Grasse, 06620 LE BAR-SUR-LOUP

No SIREN : 415 550 284

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

NOVAGRAAF FRANCE, M. DEBOISSE Pierre, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt, CS 90017, 92665 ASNIERES-SUR-SEINE CEDEX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 559 653

Marque française

Signe concerné : VMF MANE (semi-figurative)

Date du dépôt : 22 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/25

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 30, 32, 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : Trimble AB, Société de droit suédois, 17 Rinkebyvägen, 18211 DANDERYD, Suède

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 401 523

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Bird & Bird AARPI, Mme Delorey Rebecca, Centre d'Affaires Edouard VII, 3 square Edouard VII, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 559 922

Marque française

Signe concerné : AUTOLOCK

Date du dépôt : 23 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/18

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 7, 9.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, société en commandite par actions, 12 cours Sablon, 63000 CLERMONT-FERRAND

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 448 636

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Dennemeyer & Associates, M. Bloch François, 55 rue des Bruyères, 1274 HOWALD, Luxembourg.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 458

Marque française

Signe concerné : DYNAMIC

Date du dépôt : 24 FÉVRIER 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/47

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 12.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : BRISTOL-MYERS SQUIBB COMPANY, société

constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 345 Park Avenue,
New York, NEW YORK 10154, Etats-Unis d'Amérique

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Bourgeois Rezac Mignon, Avocats à la Cour, 17 boulevard
Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 543

Marque française

Signe concerné : AMPAR

Date du dépôt : 28 FÉVRIER 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié :** 05/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : AVENTIS PHARMA S.A., Société anonyme, 20,
avenue Raymond Aron, 92160 ANTONY
No SIREN : 304 463 284

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent
Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 560 948

Marque française

Signe concerné : DOLIPRANE

Date du dépôt : 2 MARS 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié :** 06/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : SANOFI, société anonyme, 54 rue de la Boétie, 75008
PARIS

No SIREN : 395 030 844

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques :** 283 460

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent
Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 562 454

Marque française

Signe concerné : KARVEA

Date du dépôt : 9 MARS 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié :** 05/15

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : CAPCOM CO., LTD., Société de droit japonais, 3-1-3
Uchihiranomachi, Chuo-ku, OSAKA, Japon

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

S.A. FEDIT-LORIOT ET AUTRES, CONSEILS EN PROPRIETE
INDUSTRIELLE, M. BINOUX Olivier, 38, avenue Hoche, 75008
PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 563 340

Marque française

Signe concerné : NIGHT WARRIORS

Date du dépôt : 17 MARS 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié :** 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : CAPCOM CO., LTD., Société de droit japonais, 3-1-3
Uchihiranomachi, Chuo-ku, OSAKA, Japon

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

S.A. FEDIT-LORIOT ET AUTRES, CONSEILS EN PROPRIETE
INDUSTRIELLE, M. BINOUX Olivier, 38, avenue Hoche, 75008
PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 563 341

Marque française

Signe concerné : CYBERBOTS

Date du dépôt : 17 MARS 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié :** 05/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 28.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : SANOFI, société anonyme, 54 rue de la Boétie, 75008
PARIS

No SIREN : 395 030 844

**No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques :** 293 415

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent
Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 564 408

Marque française

Signe concerné : (figurative)

Date du dépôt : 24 MARS 1995

**No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier
renouvellement a été publié :** 05/19

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et
services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 5, 16, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : MasterCard International Incorporated, Société
constituée sous les lois de l'Etat de Delaware, 2000 Purchase
Street, Purchase, NEW YORK 10577-2509, ETATS-UNIS
D'AMERIQUE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BOURGEOIS REZAC MIGNON, Avocats à la Cour, 17 boulevard
Malesherbes, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 95 565 449

Marque française

Signe concerné : MASTERCARD GLOBAL SERVICE

Date du dépôt : 31 MARS 1995

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier

renouvellement a été publié : 05/21

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 36, 38.

Date de la déclaration de renouvellement : 16 JANVIER 2015
Déclarant : PROTECTOR16, SAS, 146 AVENUE DE VERSAILLES, 75016 PARIS

No SIREN : 331 691 303

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

PROTECTOR16, Mme LE POUHAER LILIANE, 146 AVENUE DE VERSAILLES, 75016 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 319 501

Marque française

Signe concerné : PROTECTOR16 (semi-figurative)

Date du dépôt : 14 OCTOBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/23

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 37, 40, 42, 45.

Date de la déclaration de renouvellement : 27 NOVEMBRE 2014

Déclarant : BRASSERIE DE TAHITI, SOCIÉTÉ ANONYME, 17

Place Notre Dame, B.P. 597, 98713 PAPEETE, TAHITI

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

BRASSERIE DE TAHITI, 17, Place Notre Dame, B.P. 597, 98713 PAPEETE, TAHITI, Polynésie française.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 04 3 327 111

Marque française

Signe concerné : HINANO

Date du dépôt : 1er DÉCEMBRE 2004

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/19

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 16, 18, 24, 25, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 13 JANVIER 2015

Déclarant : Bordeaux Vins Sélection, SAS, ZAC Mermoz, 42

Avenue Rene Antoune, 33800 BORDEAUX

No SIREN : 420 621 872

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

SELARL ERIC AGOSTINI et Associés, M. AGOSTINI ERIC, 64 rue Frantz Despagne, 33000 BORDEAUX.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 336 600

Marque française

Signe concerné : LA CAVE D'EPICURE

Date du dépôt : 17 JANVIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/26

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 33.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et

conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 507 782 - 621 532

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 338 130

Marque française

Signe concerné : CANAL + CINEMA

Date du dépôt : 1er FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/27

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au

Registre National des Marques : 507 782 - 621 532

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le Grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 339 156

Marque française

Signe concerné : CANAL+ LE BOUQUET (semi-figurative)

Date du dépôt : 4 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : Frito-Lay Trading Company (Europe) GmbH, Société de droit suisse, Spitalgasse 2, CH 3011 BERNE, Suisse

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Hogan Lovells (Paris), LLP, 17 avenue Matignon, CS 30027, 75378 PARIS Cedex 8.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 339 181

Marque française

Signe concerné : COLLECTION FRITELLE (semi-figurative)

Date du dépôt : 4 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX

No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au
Registre National des Marques : 507 782 - 621 532

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CLAIRMONT AVOCATS, M. BARISSAT Laurent, 9 rue Pierre le grand, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 339 736

Marque française

Signe concerné : KIOSQUE+ (semi-figurative)

Date du dépôt : 8 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 36, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : SWIXIM INTERNATIONAL SA, Société anonyme de droit suisse, rue de l'Athénée 40, 1206 GENEVE, Suisse

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ATMARK, M. ALGOUD Jean-Marie, 16 rue Milton, 75009 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 340 406

Marque française

Signe concerné : SWIXIM

Date du dépôt : 10 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/28

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 36.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015

Déclarant : CHARAL, société par actions simplifiée, 1 Place des Prairies, 49300 CHOLET

No SIREN : 546 950 379

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Maître Eloïse Bigard-Prunet, Mme Bigard-Prunet Eloïse, 193 rue de l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 135

Marque française

Signe concerné : SNACK CHARAL (semi-figurative)

Date du dépôt : 4 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/29

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : Société Française des Thés et de l'Orient 1842, Société par actions simplifiée, ZI, RN 13, Village d'entreprises, 78270 BONNIERES SUR SEINE

No SIREN : 451 845 481

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ipSO, société (selàrl) d'Avocats au Barreau de Paris, 5, rue Murillo, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 225

Marque française

Signe concerné : 25 DECEMBRE THE PARFUME

Date du dépôt : 15 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : Société Française des Thés et de l'Orient 1842, Société par actions simplifiée, ZI, RN 13, Village d'entreprises, 78270 BONNIERES SUR SEINE

No SIREN : 451 845 481

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ipSO, société (selàrl) d'Avocats au Barreau de Paris, 5, rue Murillo, 75008 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 341 230

Marque française

Signe concerné : COLLECTION 4 SAISONS

Date du dépôt : 15 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 30, 32.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : SANOFI, société anonyme, 54 rue de la Boétie, 75008 PARIS

No SIREN : 395 030 844

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 267

Marque française

Signe concerné : G P M LE GUIDE PRATIQUE DU MEDECIN

Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015

Déclarant : SANOFI, société anonyme, 54 rue de la Boétie, 75008 PARIS

No SIREN : 395 030 844

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 342 270

Marque française

Signe concerné : LE GUIDE PRATIQUE DU MEDECIN

Date du dépôt : 21 FÉVRIER 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/30

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 16, 35, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 11 FÉVRIER 2015
Déclarant : SPEAKING IMAGE, société à responsabilité limitée, 11 rue de Sévigné, 75004 PARIS
No SIREN : 420 936 114
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 613 035
Mandataire ou destinataire de la correspondance : ATMARK, M. ALGOUD Jean-Marie, 16 rue Milton, 75009 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 343 201
Marque française
Signe concerné : FINGER IN THE NOSE
Date du dépôt : 24 FÉVRIER 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 14, 18, 25.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : SANOFI, société anonyme, 54 rue de la Boétie, 75008 PARIS
No SIREN : 395 030 844
Mandataire ou destinataire de la correspondance : Cabinet Chaillot, Mme Desrois Julie, 16/20, Avenue de l'Agent Sarre, BP 74, 92703 COLOMBES Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 345 107
Marque française
Signe concerné : AGIR POUR LA PREVENTION
Date du dépôt : 7 MARS 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/32
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 35, 38, 41, 42, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 5 FÉVRIER 2015
Déclarant : PHARMAQUEST INDUSTRIES, SA, ACTIPOLE 2, BP 12, 35540 MINIAU MORVAN
No SIREN : 321 484 792
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LE GUEN MAILLET, M. LE GUEN Denis, 5 Place Newquay, BP 70250, 35802 DINARD Cedex.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 346 826
Marque française
Signe concerné : Pharmaquest INDUSTRIES
Date du dépôt : 15 MARS 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/33
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 5, 9, 10, 44.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015
Déclarant : GROUPE CANAL+, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, 1 Place du Spectacle, 92130 ISSY LES MOULINEAUX
No SIREN : 420 624 777

No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 507 782 - 621 532
Mandataire ou destinataire de la correspondance : BRANDSTORMING, Mme ARTUPHEL Emilie, 11 rue Lincoln, 75008 PARIS.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 349 986
Marque française
Signe concerné : CANAL + LA 4ème CHAÎNE
Date du dépôt : 31 MARS 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/35
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 7, 9, 16, 35, 38, 41, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015
Déclarant : Société CAA PARTICIPATION, S.A.R.L., 14, rue Saint Eloi, Z.A. de la Douarderie, 49290 SAINT LAURENT DE LA PLAINE
No SIREN : 439 703 067
Mandataire ou destinataire de la correspondance : SELARL Marc DIZIER, Avocats, 1, rue du Roi Albert, Boite postale 12221, 44022 NANTES CEDEX 01.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 352 760
Marque française
Signe concerné : CAA AGENCEMENT REALISATION
Date du dépôt : 1er AVRIL 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/37
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 2, 19, 20, 37, 42.

Date de la déclaration de renouvellement : 9 FÉVRIER 2015
Déclarant : FAMILLE MICHAUD APICULTEURS, SOCIÉTÉ ANONYME, DOMAINE SAINT-GEORGES, CHEMIN DE BERDOULOU, 64290 GAN
No SIREN : 775 638 117
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET LAVOIX, Mme DAUBIN BEATRICE, 62 RUE DE BONNEL, 69448 LYON CEDEX 03.
Enregistrement concerné
No national ou No d'enregistrement : 05 3 357 170
Marque française
Signe concerné : lune de miel®
Date du dépôt : 3 MAI 2005
No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/40
Portée du renouvellement
 Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné
Demande d'extension : Polynésie française.
Classes de produits et de services : 29, 30.

Date de la déclaration de renouvellement : 10 FÉVRIER 2015
Déclarant : DDP, Société par actions simplifiée, 48 rue Ferdinand Buisson, 33130 BEGLES
No SIREN : 799 075 403
No d'inscription de l'acte de transmission de propriété au Registre National des Marques : 640 605 - 638 216 - 488 465
Mandataire ou destinataire de la correspondance : CABINET BEAU DE LOMENIE, M. BELENUS Julien, 158 rue de

l'Université, 75007 PARIS.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 368 140

Marque française

Signe concerné : EGGMAN (semi-figurative)

Date du dépôt : 27 JUIN 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 3, 9, 12, 14, 15, 16, 18, 20, 24, 25, 27, 28, 29, 30, 32, 41.

Date de la déclaration de renouvellement : 6 FÉVRIER 2015

Déclarant : Communauté d'agglomération de La Rochelle, EPCI, 06 RUE SAINT MICHEL, BP 1287, 17086 LA ROCHELLE cedex 02.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Mme SMISSAERT SOPHIE, 22 QUAI LOUIS DURAND, 17000 LA ROCHELLE.

Enregistrement concerné

No national ou No d'enregistrement : 05 3 368 154

Marque française

Signe concerné : LIBER ACCES

Date du dépôt : 1er JUILLET 2005

No du bulletin dans lequel l'enregistrement ou le dernier renouvellement a été publié : 05/48

Portée du renouvellement

Renouvellement effectué pour l'intégralité des produits et services de l'enregistrement concerné

Demande d'extension : Polynésie française.

Classes de produits et de services : 9, 38, 42.

ARRETE n° 5025 MEI/DAE du 23 juin 2015 portant extension de 13 dépôts portant sur l'enregistrement de 61 dessins et modèles français.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue et de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 2014 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 4677 MEI du 10 juin 2015 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2015-10 du 7 mai 2015 ayant publié les dépôts n° 20150283 comportant 1 dessin et modèle, n° 20151289 comportant 1 dessin et modèle, n° 20143912 comportant 1 dessin et modèle, n° 20144110 comportant 18 dessins et modèles, n° 20145942 comportant 7 dessins et modèles, et n° 20150543 comportant 2 dessins et modèles ;

Vu le Bulletin officiel de la propriété industrielle n° 2015-11 du 22 mai 2015 ayant publié le dépôt n° 20150827 comportant 2 dessins et modèles, n° 20151602 comportant 1 dessin et modèle, n° 20150780 comportant 2 dessins et modèles, n° 20145635 comportant 2 dessins et modèles, n° 20145227 comportant 4 dessins et modèles, n° 20143704 comportant 1 dessin et modèle et n° 20145963 comportant 19 dessins et modèles,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle enregistrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), publiés dans les BOPI susvisés, et listés en annexe au présent arrêté sont étendus en Polynésie française, où ils produisent les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la direction générale
des affaires économiques,
Hervé DUQUESNAY.

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

BOPI n°2015-10 du 07 mai 2015

**Objets d'ornement
(Classe 11)**

Classement 11-01

N°(s) de publication 901 353 □ 901 355

N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 0203

Dépôt du 4 septembre 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : □□□□ □□□□32 rue Origet, 37000 TOURS

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ROURE Olivier, 13 rue de Bordeaux, 37000 TOURS

N° national objet de la division : 10 3912

Demande d'extension : Polynésie Française

□□□□□□□□ □□□□□□□□

Nature du (des) objet(s) : Bague

D.M. n° 1 : 3 repr.

Date de publication : 7 mai 2015

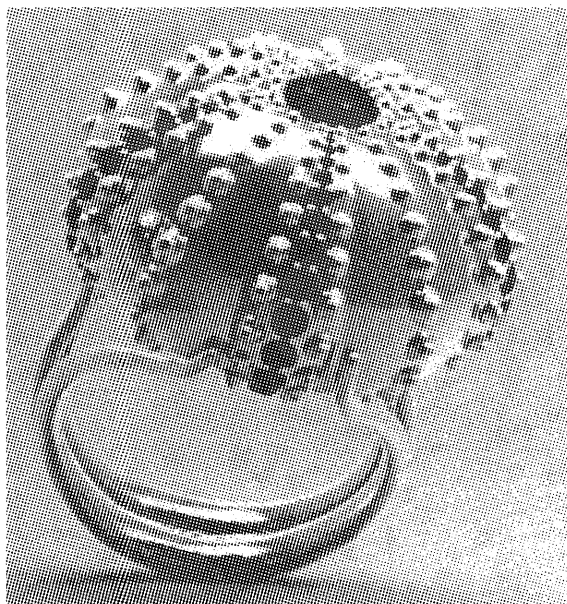
Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

Repr. 1-1 : Bague

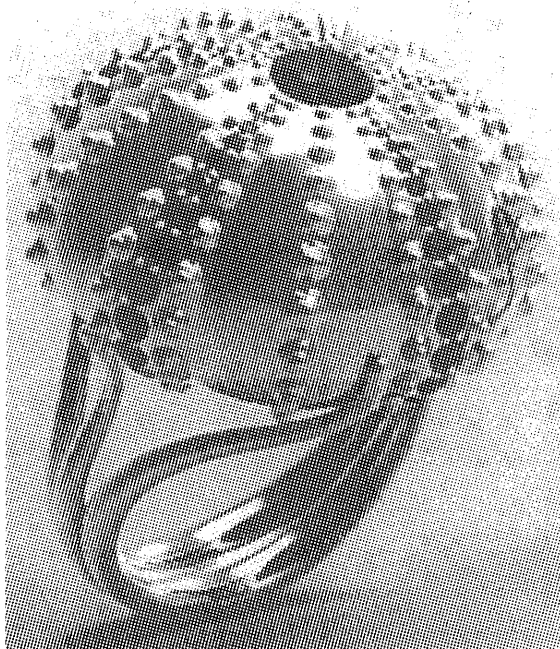
Repr. 1-2 : Bague

Repr. 1-3 : Bague



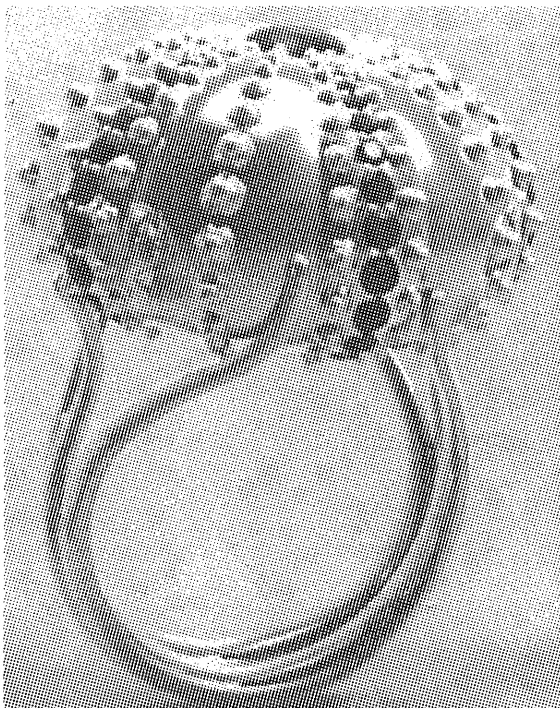
1-1

901 353



1-2

901 350



1-3

901 355

Appareils d'enregistrement, de
télécommunication ou de traitement de l'information
(Classe 14)

Classement 10-02

N°(s) de publication 901 030 □ 901 000








































N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 1209

Dépôt du 12 mars 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

Nombre total de dessins ou modèles : 1








































Nombre total de reproductions : 5

Déposant(s) :                                        8 rue René Laennec, 67300 SCHILTIGHEIM,
N° SIREN : 450576251

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

CABINET MEYER & PARTENAIRES, M. PAYET Axel, Espace Européen de l'Entreprise, 4 rue de Dublin, 67300 SCHILTIGHEIM

Demande d'extension : Polynésie Française

Nature du (des) objet(s) : Lecteur de données magnétiques

D.M. n° 1 : 5 repr.

Date de publication : 7 mai 2015

Description :

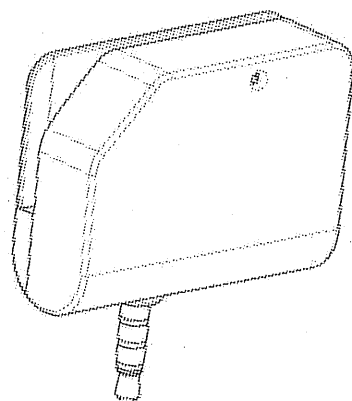
Repr. 1-1 : Vue en perspective

Repr. 1-2 : Vue de face

Repr. 1-3 : Vue de dessus

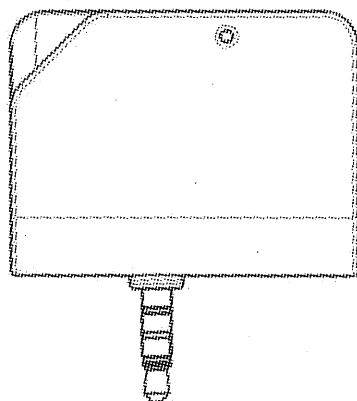
Repr. 1-4 : Vue de dessous

Repr. 1-5 : Vue avant



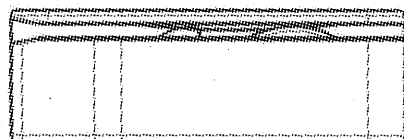
1-1

901 030



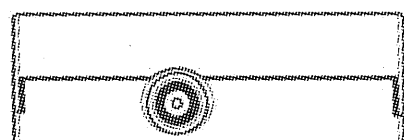
1-2

901 030



1-3

901 030



1-4

901 039



1-5

901 000

Symboles graphiques et logos, motifs décoratifs
pour surfaces, ornementation
(Classe 32)

Classement 32-00























N°(s) de publication 901 502 00 901 503

N°(s) d'enregistrement ou national : 2010 3912

Dépôt du 4 septembre 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 1























Nombre total de reproductions : 2

Déposant(s) :                       32 rue Origel, 37000 TOURS.

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ROURE Olivier, 13 rue de Bordeaux, 37000 TOURS

Demande d'extension : Polynésie Française

Nature du (des) objet(s) : Motif

D.M. n° 1 : 2 repr.

Date de publication : 7 mai 2015

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

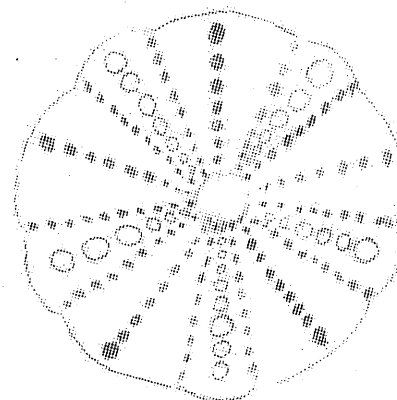
Repr. 1-1 : Motif oursin pour orner tout bijoux,

cinq fines rangées ourletées de boutons, cinq larges rangées

ourletées de boutons.

Repr. 1-2 : Motif oursin pour orner tout bijoux, cinq fines rangées

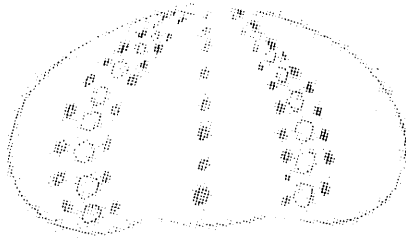
ourletées de boutons, cinq larges rangées ourletées de boutons.



1-1

901 502

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



1-2

901 503

Classement 32-00

No(s) de publication 901 500 0 901 501

No(s) d'enregistrement ou national : 2010 0110

Dépôt du 17 septembre 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 18

Nombre total de reproductions : 18

Déposant(s) : 00000000 00000000 0 00000000000000 00000000

8 Rue de Passy, 75016 PARIS, N° SIREN : 802114538

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

INLEX IP EXPERTISE Mme ETIENNE Karine, 15 Rue

Beauvau, 13001 MARSEILLE

Demande d'extension : Polynésie Française

0000000000 0000000000

Nature du (des) objet(s) : Dessin apposable sur tout support

D.M. n° 1 à 15 et 17 : 1 repr.

D.M. n° 18 et 19 : 2 repr.

Date de publication : 7 mai 2015

Description :

Repr. 1-1 : Pictogramme acarien

Repr. 2-1 : Pictogramme arachide

Repr. 3-1 : Pictogramme Moisissure

Repr. 0-1 : Pictogramme gluten

Repr. 5-1 : Pictogramme poisson

Repr. 0-1 : Pictogramme fruit à coque

Repr. 0-1 : Pictogramme lait

Repr. 0-1 : Pictogramme œuf

Repr. 9-1 : Pictogramme moutarde

Repr. 10-1 : Pictogramme pollen

Repr. 11-1 : Pictogramme pelliculine

Repr. 12-1 : Pictogramme chat

Repr. 13-1 : Bulle docteur allergn

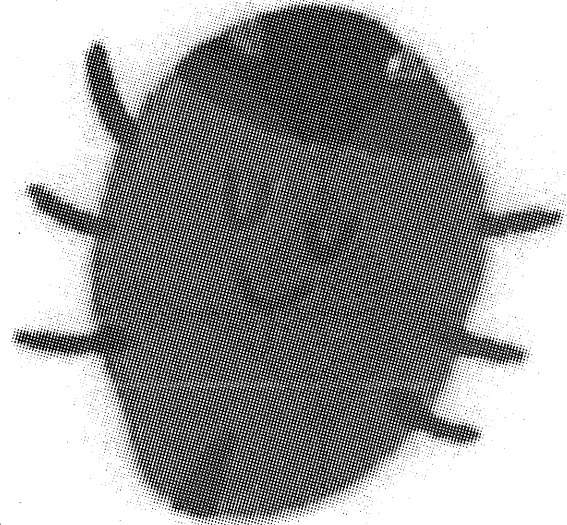
Repr. 10-1 : Bulle docteur allergn

Repr. 15-1 : Docteur allergn

Repr. 10-1 : Loulou et boubou

Repr. 10-1 : Loulou

Repr. 19-1 : Boulou



1-1 Reproduction déposée en couleur

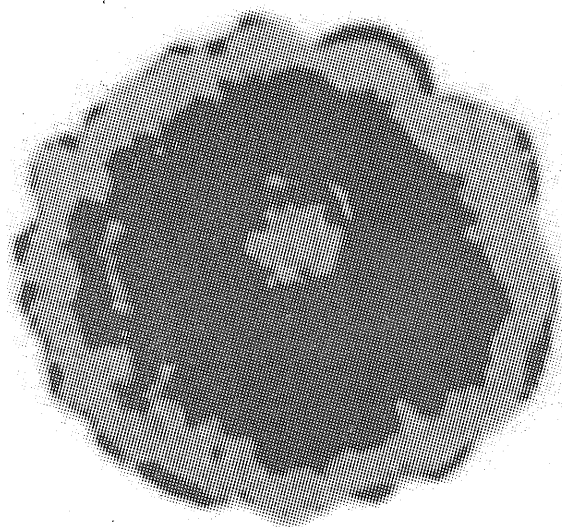
901 500



2-1 Reproduction déposée en couleur

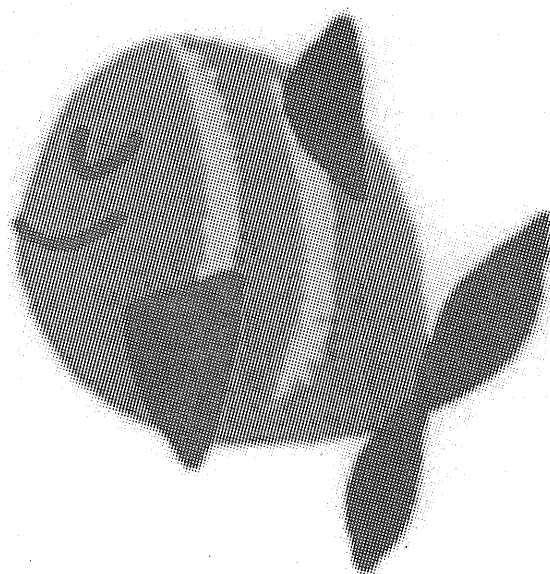
901 505

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



3-1 Reproduction déposée en couleur

9□1 5□□



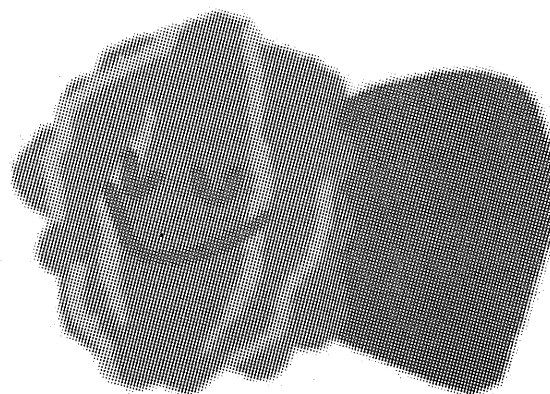
5-1 Reproduction déposée en couleur

9□1 5□□



□-1 Reproduction déposée en couleur

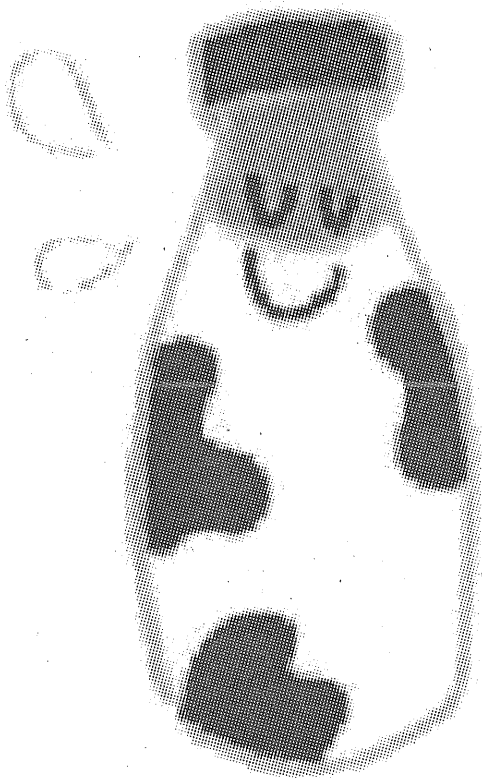
9□1 5□□



□-1 Reproduction déposée en couleur

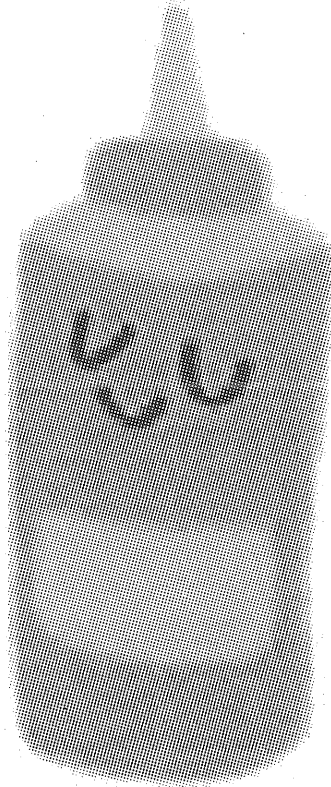
9□1 5□9

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



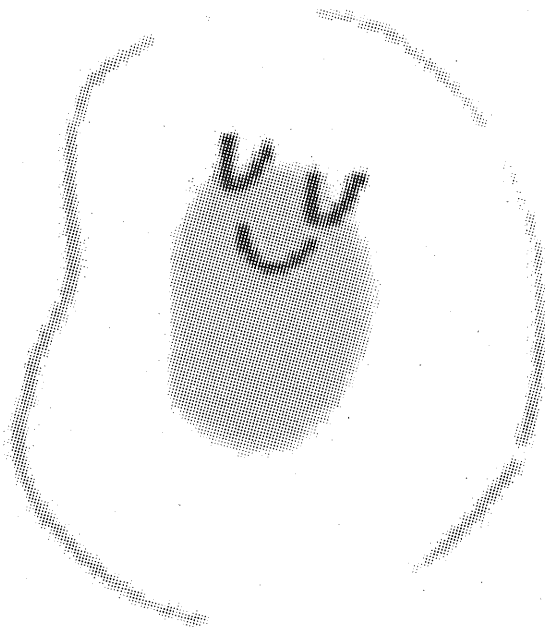
□-1 Reproduction déposée en couleur

9□1 5□0



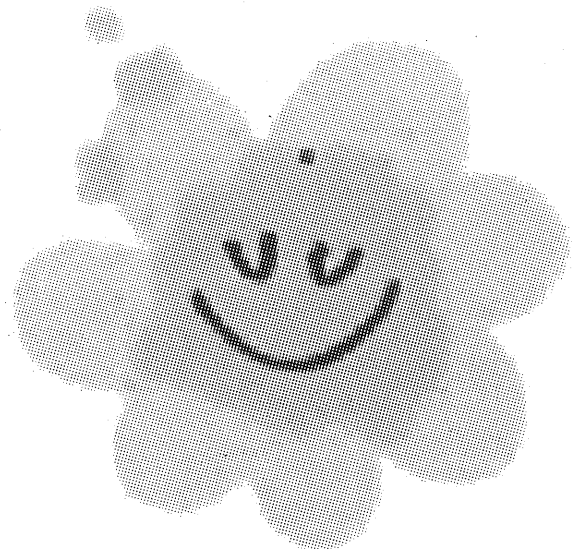
9-1 Reproduction déposée en couleur

9□1 5□2



□-1 Reproduction déposée en couleur

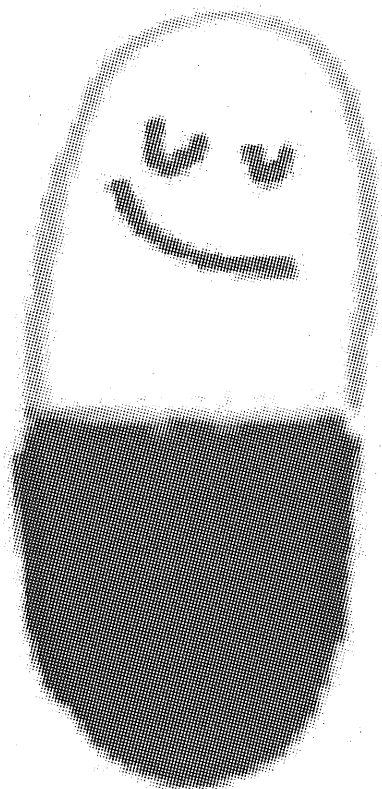
9□1 5□1



10-1 Reproduction déposée en couleur

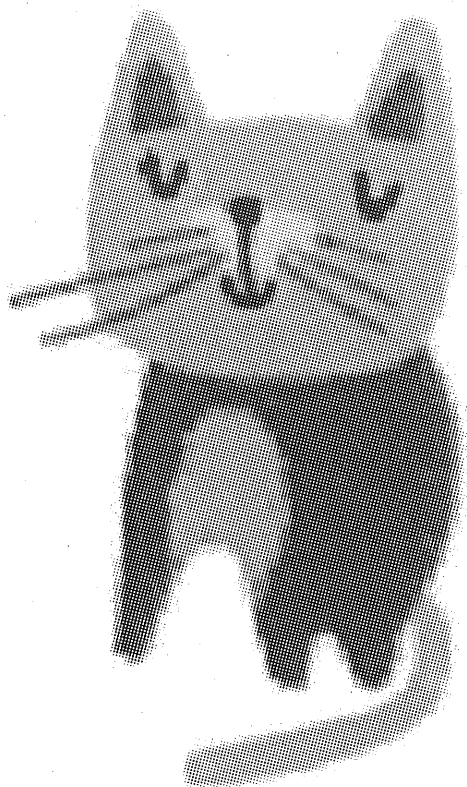
9□1 5□3

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



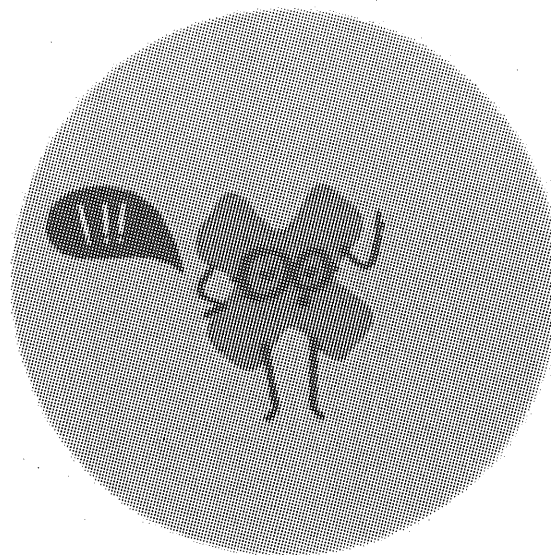
11-1 Reproduction déposée en couleur

901 500



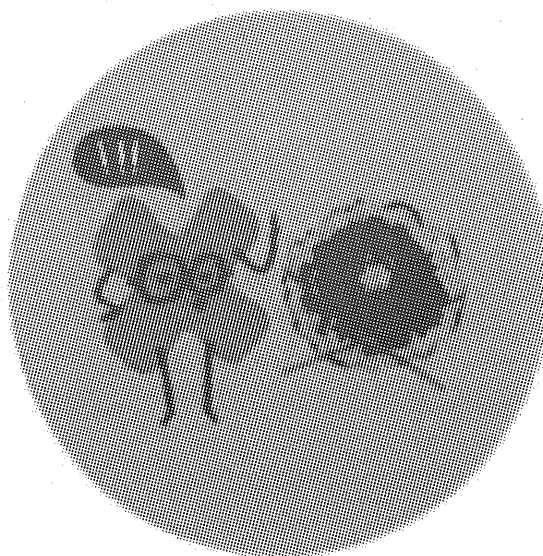
12-1 Reproduction déposée en couleur

901 505



13-1 Reproduction déposée en couleur

901 500



10-1 Reproduction déposée en couleur

901 500

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

ATHANOR.NET, M. JOUDELAT Thierry, Bât C, 3 place du
Maréchal Juin, 78600 MAISONS LAFFITTE

Demande d'extension : Polynésie Française

□□□□□□□□ □□□□□□□□

Nature du (des) objet(s) : Dessin susceptible d'être apposé
sur tout support

D.M. n° 1 à 7 : 1 repr.

Date de publication : 7 mai 2015

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

Repr. 1-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support

Repr. 2-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support

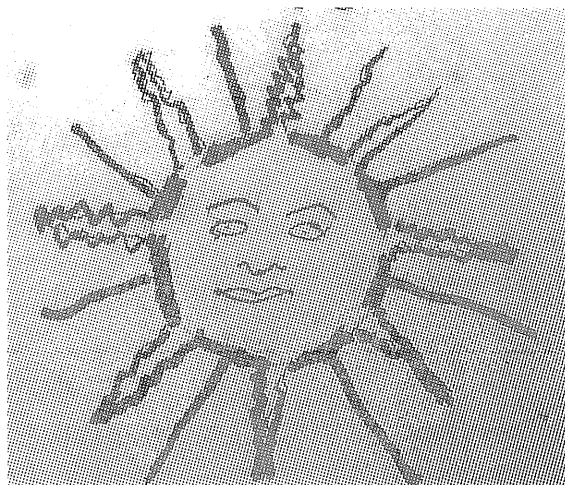
Repr. 3-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support

Repr. □-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support

Repr. 5-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support

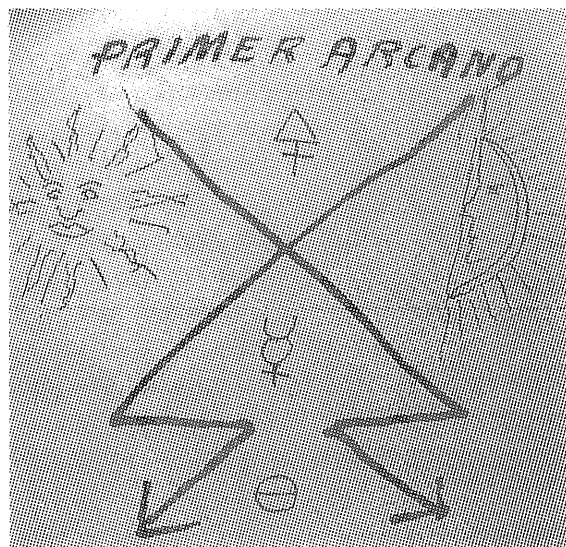
Repr. □-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support

Repr. 7-1 : Dessin susceptible d'être apposé sur tout support



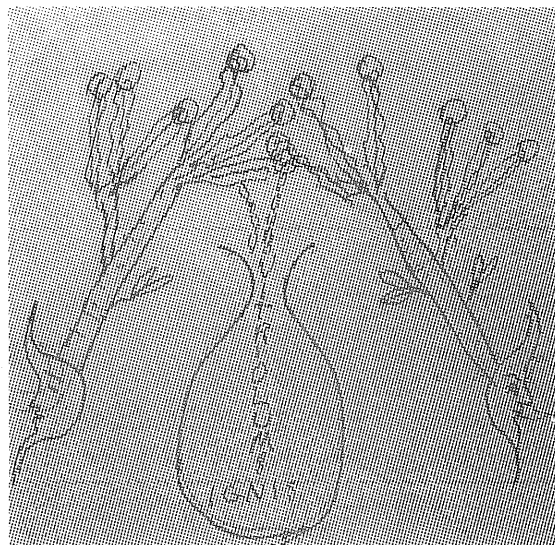
1-1

9□1 □02



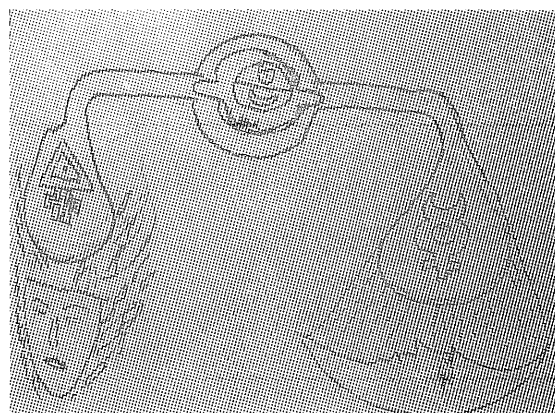
2-1

9□1 □03



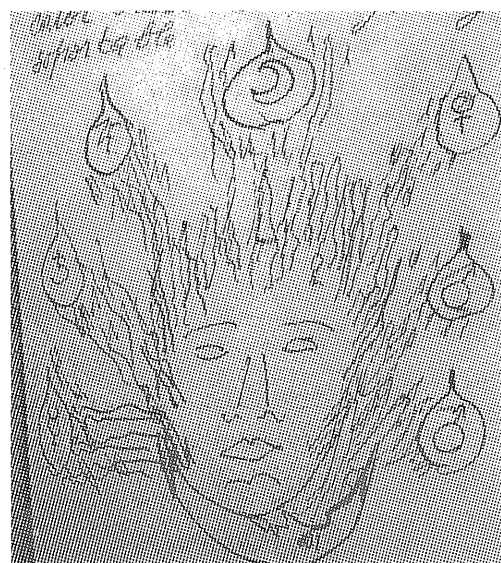
3-1

9□1 □04



□-1

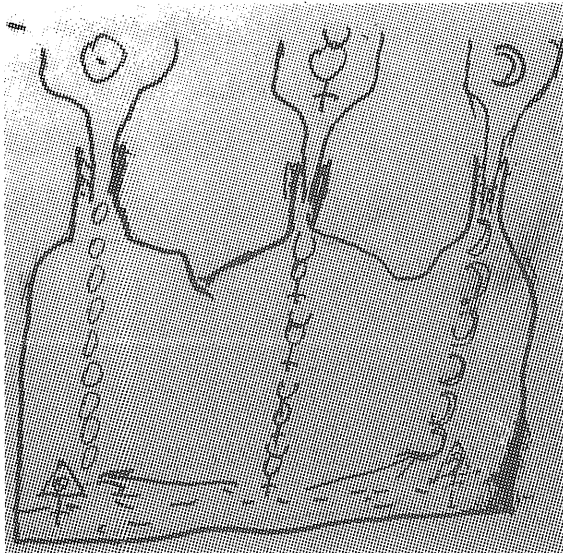
9□1 □05



**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

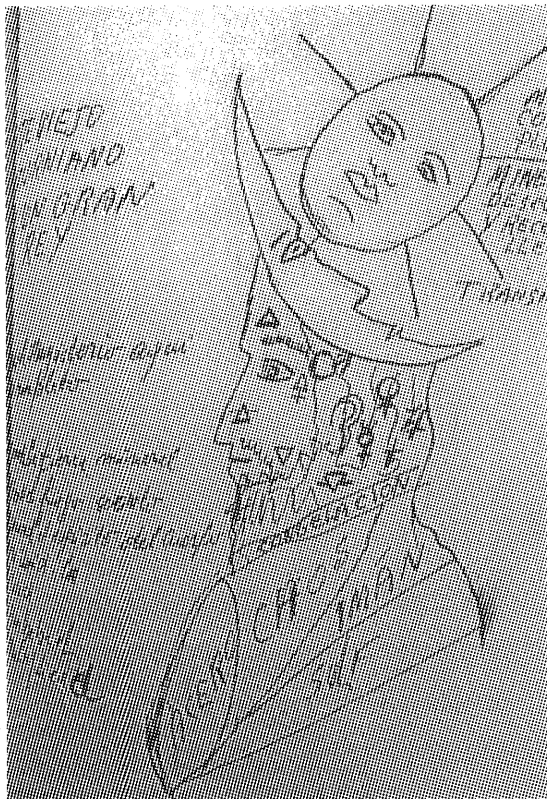
5-1

901 000



0-1

901 000



0-1 901 008

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : Service Marketing et Communication, 8 rue Gaspard Monge, 76300 SOTTEVILLE LES ROUEN, N° SIREN : 700500424

Mandataire ou destinataire de la correspondance : TURTLE WAX FRANCE, Mme SACHET Laure, Service Marketing et Communication, 8 rue Gaspard Monge, 76300 SOTTEVILLE LES ROUEN

Demande d'extension : Polynésie Française

Nature du (des) objet(s) : Logo

D.M. n° 1 : 2 repr.

D.M. n° 2 : 1 repr.

Date de publication : 7 mai 2015

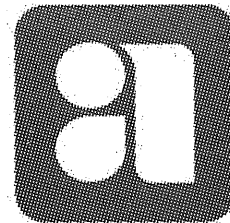
Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

Repr. 1-1 : Logotype Abel Auto noir et Blanc

Repr. 1-2 : Logotype Abel Auto couleur bleu

Repr. 2-1 : Logotype Abel Auto couleur orange

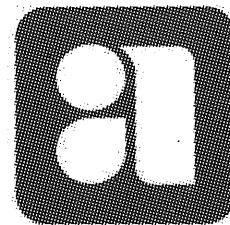


AbelAuto

Depuis 1931

1-1

901 058



AbelAuto

Depuis 1931

1-2 Reproduction déposée en couleur

901 059

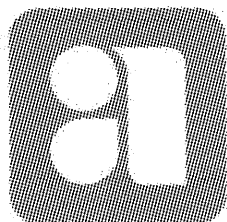
Classement 32-00

N°(s) de publication 901 058 901 000

N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 0503

Dépôt du 3 février 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



AbelAuto

Depuis 1931

2-1 Reproduction déposée en couleur

901 090

BOPI n°2015-11 du 22 mai 2015

00000000 000000000000n0 00 00000000
(Classe 02)

Classement 02-00

N°(s) de publication 901 090 0 901 099

N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 0020

Dépôt du 19 février 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 3

Déposant(s) : 0000000 0000000 0 00000000000000,0000000

7 rue d'Aboukir, 75002 PARIS, N° SIREN : 424743011

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

TMARK CONSEILS, M. DESCHAMPS François, 31 rue

Tronchet, 75008 PARIS

Demande d'extension : Polynésie Française

0000000000 0000000000

Nature du (des) objet(s) : Basket montante φ Basket basse

D.M. n° 1 : 2 repr.

D.M. n° 2 : 1 repr.

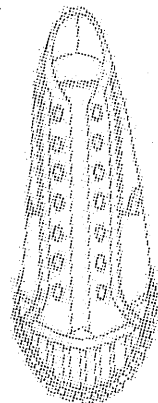
Date de publication : 22 mai 2015

Description :

Repr. 1-1 : Basket montante vue de Face

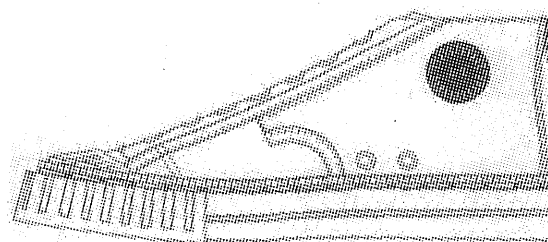
Repr. 1-2 : Basket montante vue de côté

Repr. 2-1 : Basket basse vue de côté



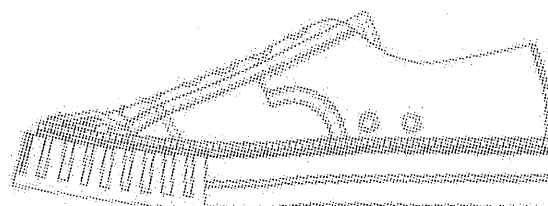
1-1

901 090



1-2

901 090



2-1

901 099

00000000 00 0000000 n0n 0000000 000n 00000000
00000000
(Classe 07)

Classement 00-01

N°(s) de publication 901 900 0 901 912

N°(s) d'enregistrement ou national : 2015 1002

Dépôt du 30 mars 2015, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 6

Déposant(s) : 0000000000 0000rue de Provence, 69800

SAINT PRIEST, N° SIREN : 327963021

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

FIRPLAST, Mme EHLING Charlotte, 4 rue de Provence,

69800 SAINT PRIEST

Demande d'extension : Polynésie Française

0000000000 0000000000

Nature du (des) objet(s) : Gobelet 3ballon de rugby3

D.M. n° 1 : 6 repr.

Date de publication : 22 mai 2015

Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans

Description :

Repr. 1-1 : L'aspect esthétique de ce gobelet « 3ballon de rugby » est transparent granulé, excepté ses surfaces ovales lisses. L'échelle de graduation est rendue lisible par un design qui rappelle les coutures d'un ballon de rugby. Il est muni d'un couvercle clipsable, ce qui lui confère son aspect global ovoidal=ballon de rugby.

Repr. 1-2 : Le gobelet « ballon de rugby » vue de droite nous permet de visualiser la ovoidale lisse transparente et d'identifier la symbolique formelle d'un ballon de rugby et de ses zones de cuir cousues.

Repr. 1-3 : 'Le gobelet « ballon de rugby » vu arrière nous permet de visualiser la ovoidale lisse transparente et d'identifier la symbolique formelle d'un ballon de rugby et de ses zones de cuir cousues. Le reste de la surface du gobelet est légèrement granulé afin d'assimiler l'effet du cuir. La transparence est conservée afin de rendre visible le contenu.

Repr. 1-0 : Le gobelet « ballon de rugby » vu de gauche nous permet de visualiser la ovoidale lisse transparente et d'identifier la symbolique formelle d'un ballon de rugby et de ses zones de cuir cousues. Le reste de la surface du gobelet est légèrement granulé afin d'assimiler l'effet du cuir. La transparence est conservée afin de rendre visible le contenu. On identifie uniquement la graduation des contenances 'pint' et '1/2 pint' vu de cet angle'.

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

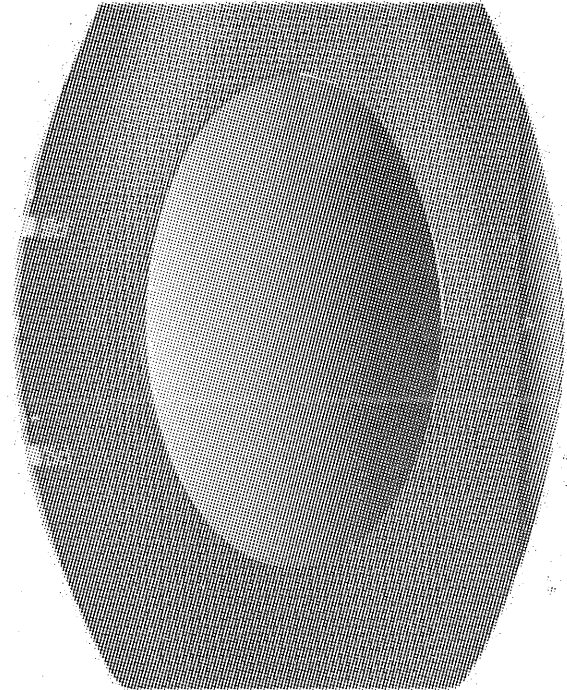
Repr. 1-5 : Ce gobelet « ballon de rugby » vu de dessous nous permet de visualiser la base circulaire du gobelet. Aussi, la signature FIRPLAST est clairement visible en fond de gobelet à l'extérieure (sens de lecture en vue en intérieure). Aspect de la surface transparent granulé.

Repr. 1-6 : Le gobelet « ballon de rugby » vu de 3/4 nous permet de visualiser le gobelet et le couvercle clipsable. Son aspect esthétique 'ballon de rugby' est très nettement souligné par l'ajout du couvercle clipsable.



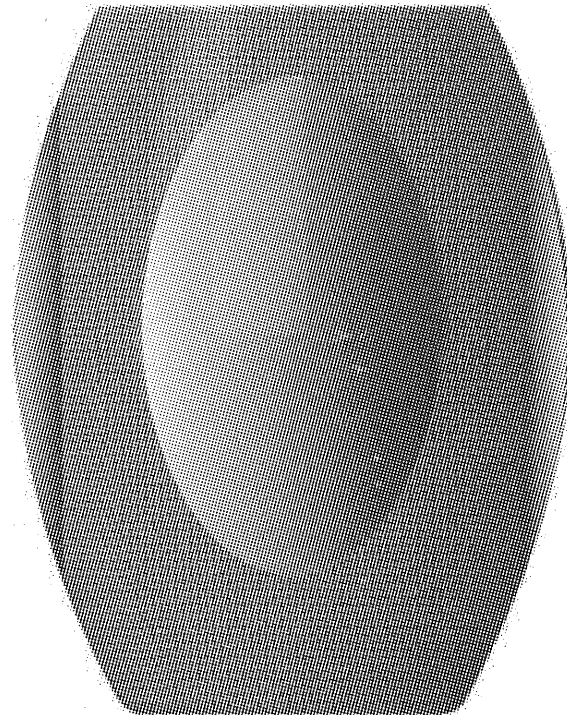
1-1

901 900



1-2

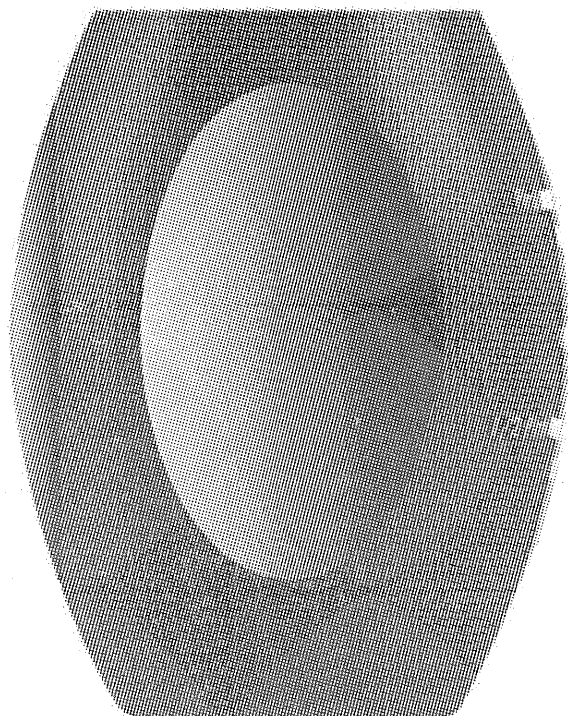
901 900



1-3

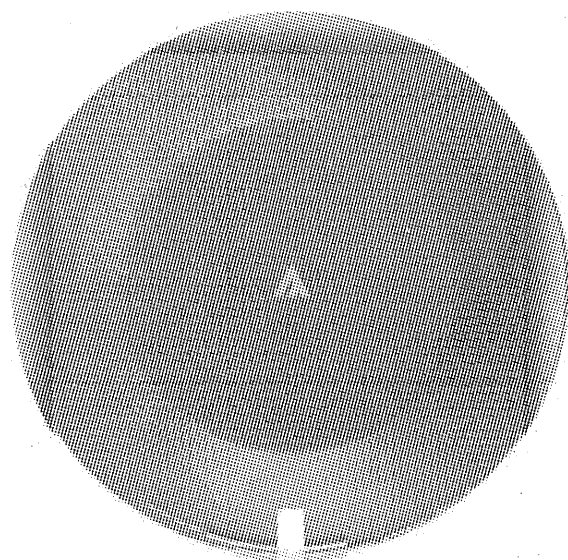
901 909

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



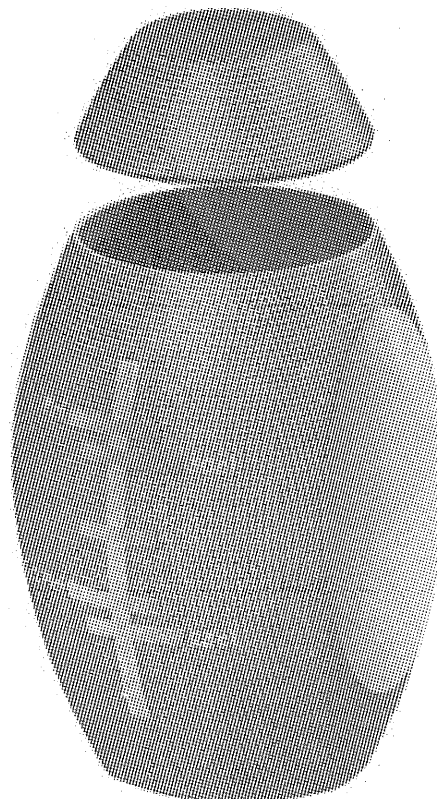
1-0

901 910



1-5

901 911



1-0

901 912

Outils de rangement pour produits cosmétiques
Outils de rangement pour produits cosmétiques
(Classe 09)

Classement 09-03

No(s) de publication 902 000 0 902 051

No(s) d'enregistrement ou national : 2015 0000

Dépôt du 17 février 2015, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 2

Nombre total de reproductions : 6

Déposant(s) : J0000 000000 000 000000 00000000
rue Christophe Colomb, 75008 PARIS, N° SIREN :
339684060Mandataire ou destinataire de la correspondance :
NOVAGRAFF FRANCE, Bâtiment O2, 2 rue Sarah Bernhardt,
92665 ASNIERES- SUR- SEINE CEDEXDemande d'extension : Polynésie Française
000000000 000000000

Nature du (des) objet(s) : Pitiulier (emballage)

D.M. n° 1 et 2 : 3 repr.

Date de publication : 22 mai 2015

Description :

Repr. 1-1 : Pitiulier

Repr. 1-2 : Pitiulier

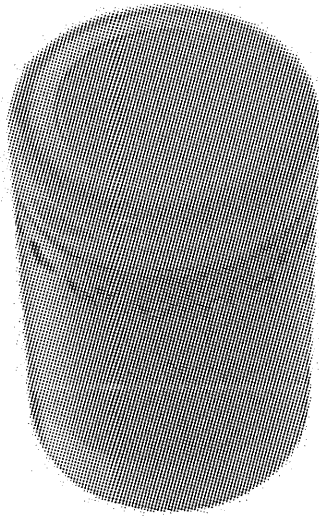
Repr. 1-3 : Pitiulier

Repr. 2-1 : Pitiulier

Repr. 2-2 : Pitiulier

Repr. 2-3 : Pitiulier

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



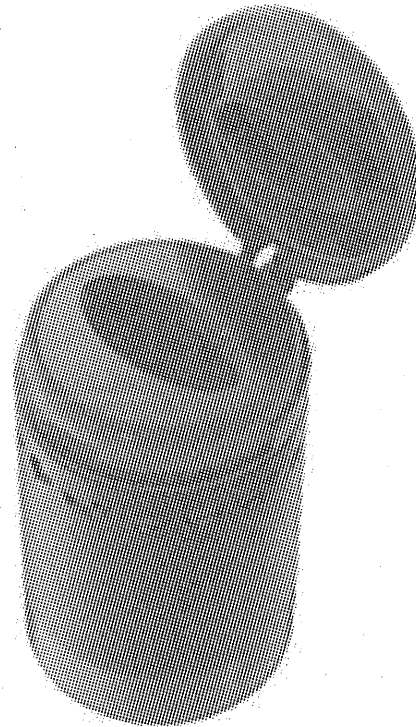
1-1

902 000



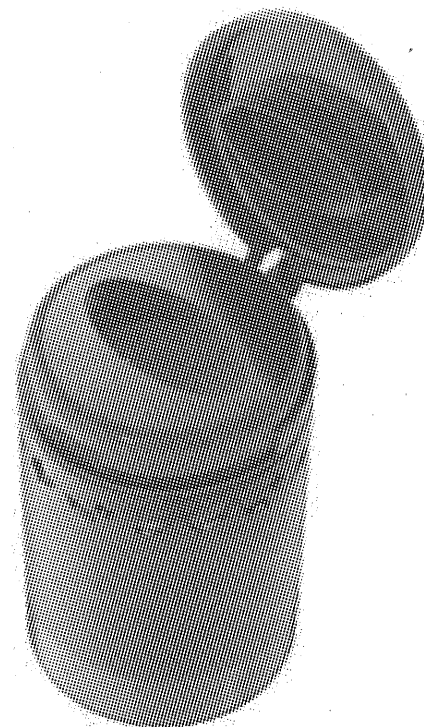
1-2

902 000



1-3

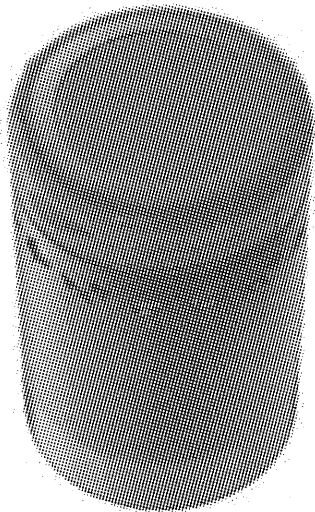
902 000



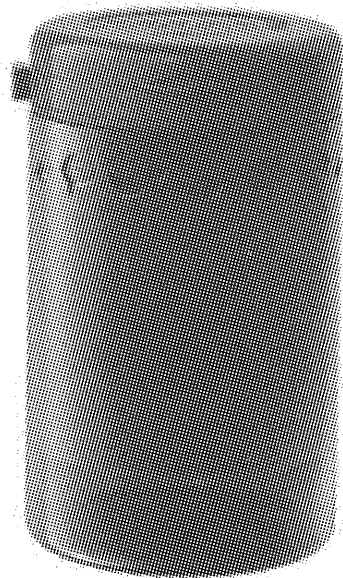
2-1 Reproduction déposée en couleur

902 009

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



2-2 Reproduction déposée en couleur 902 050

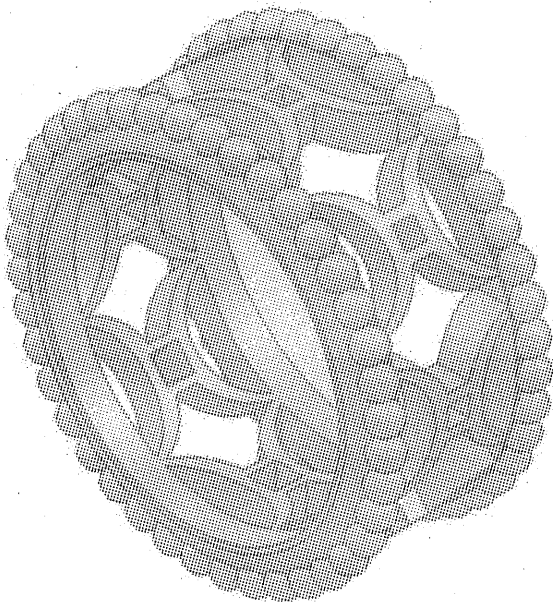


2-3 Reproduction déposée en couleur 902 051

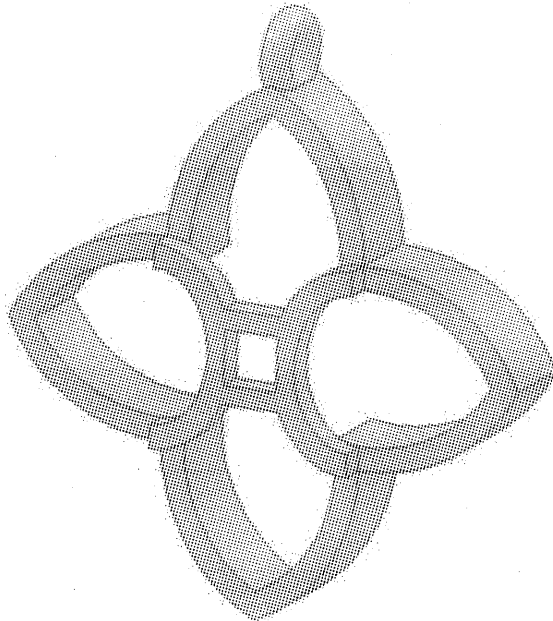
000000 0000n000n0
(Classe 11)

Classement 11-01
N(s) de publication 902 003 00 902 000
N(s) d'enregistrement ou national : 2010 5035
Dépôt du 10 décembre 2014, à INPI ILE DE FRANCE
Nombre total de dessins ou modèles : 2
Nombre total de reproductions : 2
Déposant(s) : 00000 00000000 0000000 000000
de la Renaissance, 92270 BOIS-COLOMBES
Mandataire ou destinataire de la correspondance :
HUTIN Philippe, 16 place de la Renaissance, 92270
BOISCOLOMBES

Demande d'extension : Polynésie Française
00000000 00000000
Nature du (des) objet(s) : Bague ϕ Pendentif
D.M. n° 1 et 2 : 1 repr.
Date de publication : 22 mai 2015
Durée de l'enregistrement du dessin : 10 ans
Description :
Repr. 1-1 : Bague 001 «Majesté» Motifs en fer de moulin entre 2
anneaux perlés.
Repr. 2-1 : Pendentif 001 «Majesté» Motif en fer de moulin entouré
de 4 arcs brisés.



1-1 902 003



2-1 902 000

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

Jeu de cartes à jouer (Classe 21)

Classement 21-01

N^o(s) de publication 902 140 □ 902 151

N^o(s) d'enregistrement ou national : 2014 522□

Dépôt du 20 novembre 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 4

Nombre total de reproductions : 4

Déposant(s) : 00000000 000000 33 rue Pierre et Marie Curie, 92140 CLAMART

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

ABRAHAM Louis, 33 rue Pierre et Marie Curie, 92140 CLAMART

Demande d'extension : Polynésie Française

0000000000 0000000000

Nature du (des) objet(s) : Carte à jouer

D.M. n^o 1 à 4 : 1 repr.

Date de publication : 22 mai 2015

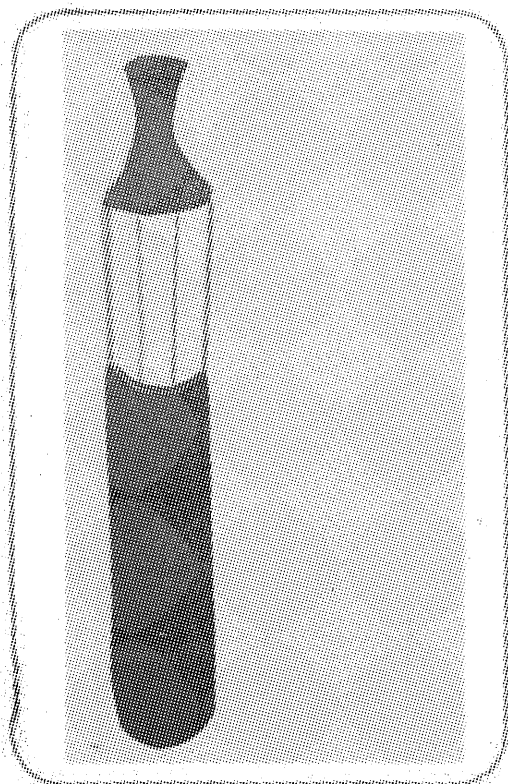
Description :

Repr. 1-1 : Carte destinée à être utilisée dans un jeu contre le tabagisme.

Repr. 2-1 : Carte destinée à être utilisée dans un jeu contre le tabagisme.

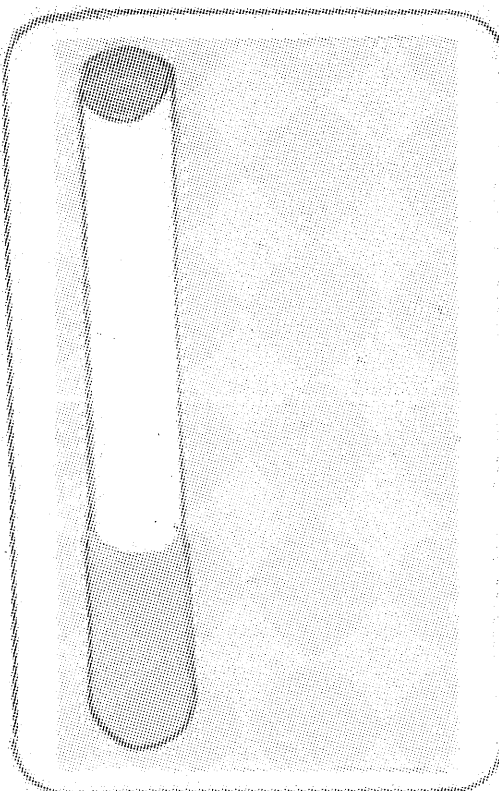
Repr. 3-1 : Carte destinée à être utilisée dans un jeu contre le tabagisme.

Repr. 4-1 : Carte destinée à être utilisée dans un jeu contre le tabagisme.



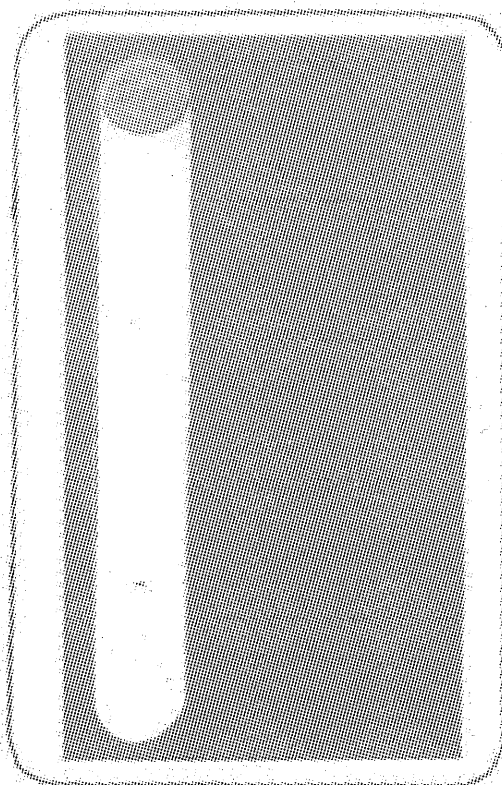
1-1 Reproduction déposée en couleur

902 140



2-1 Reproduction déposée en couleur

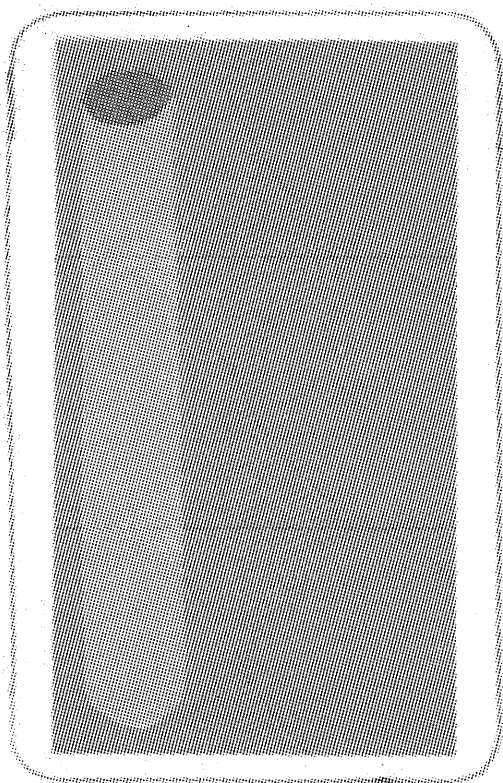
902 149



**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

3-1 Reproduction déposée en couleur

902 150



0-1 Reproduction déposée en couleur

902 151

00000000 00000000 00 000000 000000 00000000
0000 00000000 000000000000
(Classe 32)

Classement 32-00

No(s) de publication 902 030

No(s) d'enregistrement ou national : 2010 3000

Dépôt du 23 août 2014, à INPI DEPOT ELECTRONIQUE

Nombre total de dessins ou modèles : 1

Nombre total de reproductions : 1

Déposant(s) : 0000000000 0000000000 00000000 0000000000
Quartier Buchin, Avenue Georges Clémenceau,
98716 PIRAE

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

Association Montessori Tahiti, M. Billaudet Olivier, Quartier BUCHIN,

Avenue Georges Clémenceau, 98716 PIRAE

Demande d'extension : Polynésie Française

00000000 00000000

Nature du (des) objet(s) : Logo

D.M. n°1 : 1 repr.

Date de publication : 22 mai 2015

Description : Repr. 1-1 : Logo- vue de face



1-1 Reproduction déposée en couleur

902 030

Classement 32-00

No(s) de publication 902 500 0 902 520

No(s) d'enregistrement ou national : 2010 5903

Dépôt du 24 décembre 2014, à INPI ILE DE FRANCE

Nombre total de dessins ou modèles : 19

Nombre total de reproductions : 19

Déposant(s) : 0000000000 0000000000 00000000 000 00000000

00000000 Avenue du Général De Gaulle, 14200

HEROUILLE SAINT CLAIR, N° SIREN : 348974346

Mandataire ou destinataire de la correspondance :

FINANCIERE BATTEUR Société par Actions Simplifiée,

Avenue du Général De Gaulle, 14200 HEROUILLE

SAINT CLAIR

Demande d'extension : Polynésie Française

00000000 00000000

Nature du (des) objet(s) : Dessin apposable sur tout support

D.M. n°1 à 19 : 1 repr.

Date de publication : 22 mai 2015

Description :

Repr. 1-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 2-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 3-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 0-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 5-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 0-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 0-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 0-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 9-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 10-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 11-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 12-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 13-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 10-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 15-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 10-1 : Dessin apposable sur tout Support

Repr. 10-1 : Dessin apposable sur tousupport

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**

Repr. 10-1 : Dessin apposable sur tout Support
Repr. 19-1 : Dessin apposable sur tout support



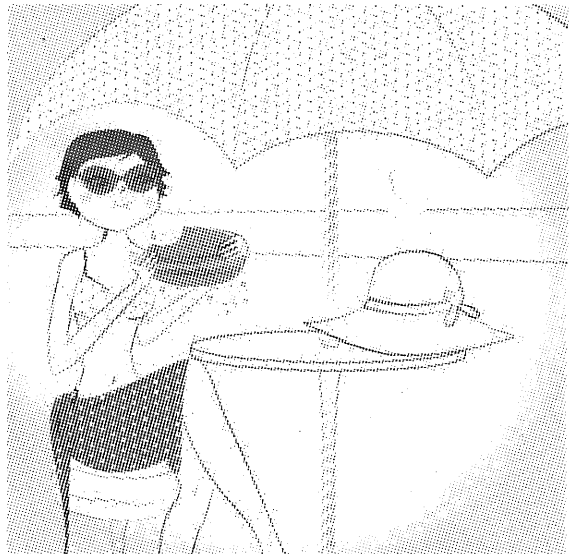
1-1 Reproduction déposée en couleur 962 506



2-1 Reproduction déposée en couleur 962 500



3-1 Reproduction déposée en couleur 962 501



4-1 Reproduction déposée en couleur 962 509

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



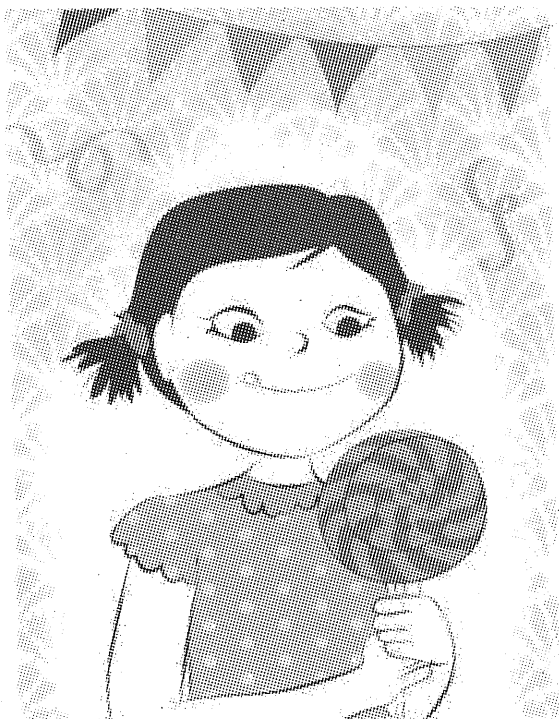
5-1 Reproduction déposée en couleur

902 510



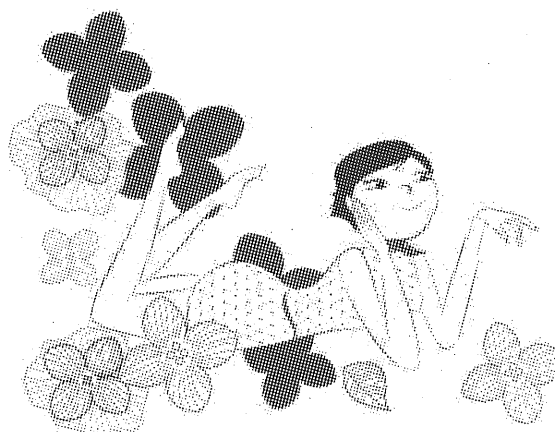
7-1 Reproduction déposée en couleur

902 512



0-1 Reproduction déposée en couleur

902 511



0-1 Reproduction déposée en couleur

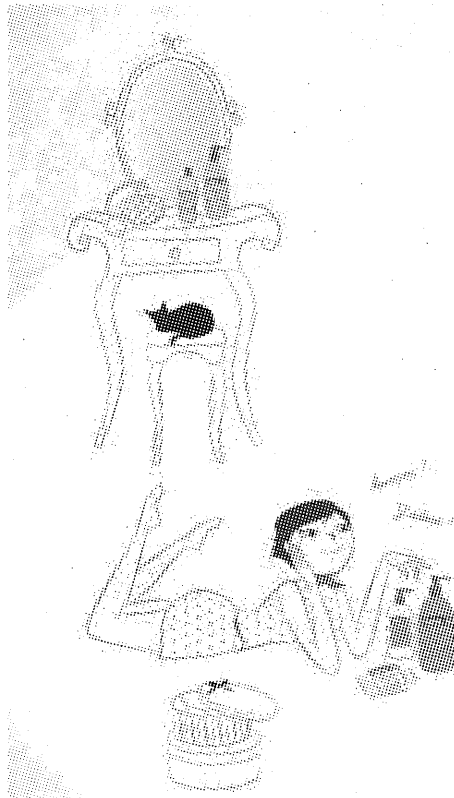
902 513



9-1 Reproduction déposée en couleur

902 510

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



10-1 Reproduction déposée en couleur

9□2 515



11-1 Reproduction déposée en couleur

9□2 51□



12-1 Reproduction déposée en couleur

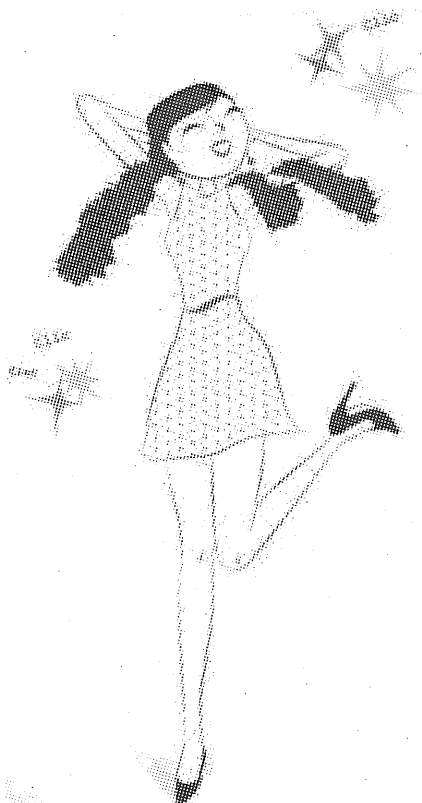
9□2 51□



13-1 Reproduction déposée en couleur

9□2 518

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS



10-1 Reproduction déposée en couleur

902 519



15-1 Reproduction déposée en couleur

902 520



10-1 Reproduction déposée en couleur

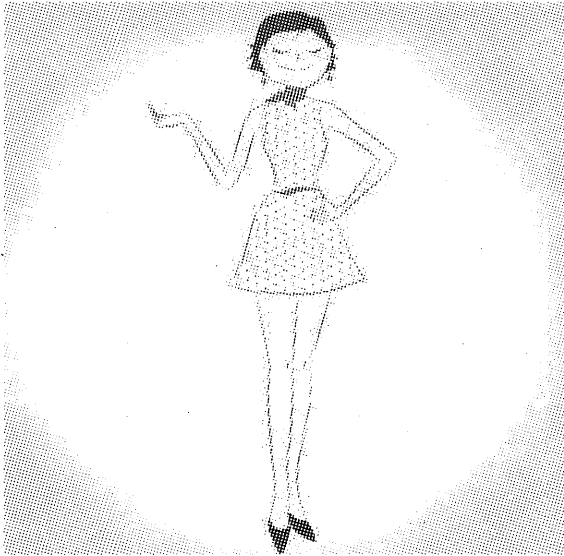
902 521



10-1 Reproduction déposée en couleur

902 522

**ANNEXE A L'ARRETE PORTANT EXTENSION DE 13 DEPOTS
PORTANT SUR L'ENREGISTREMENT DE 61 DESSINS & MODELES FRANÇAIS**



10-1 Reproduction déposée en couleur

902 523



19-1 Reproduction déposée en couleur

902 524

**MINISTERE DU LOGEMENT
ET DE LA RENOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIERES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 5014 MLV/DAF du 23 juin 2015 portant affectation de plusieurs équipements agricoles au profit du service du développement rural.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 94-159 AT du 22 décembre 1994 définissant les missions du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 446 CM du 24 avril 1995 portant organisation du service du développement rural ;

Vu l'arrêté n° 1298 CM du 4 septembre 2014 portant nomination de Mme Loyana Legall en qualité de directrice des affaires foncières ;

Vu l'arrêté n° 1991 MLV du 27 février 2015 portant délégation de signature à Mme Loyana Legall, directrice des affaires foncières ;

Vu la lettre n° 1304 MDA/SDR/DIR du 6 mai 2015 du service du développement rural,

Arrête :

Article 1er. — Les équipements agricoles ci-après listés sont affectés au profit du service du développement rural :

Quantité	Désignation	Valeur d'acquisition
1	Gyrobroyeur tracteur MF 440	638 633 F CFP
1	Tronçonneuse HUQSVARNA	263 260 F CFP
1	Téléphone satellite	137 237 F CFP
1	Broyeur COBRA 65DRI	6 083 800 F CFP
1	Tracteur MF455	11 268 330 F CFP
1	Chargeur frontal	
1	Gyrobroyeur	
1	Remorque	
1	Bateau 16" EQUIPER	1 230 000 F CFP
1	Tracteur TGF 9400 87cv	7 684 860 F CFP
1	Chargeur frontal	559 338 F CFP
1	Rotobroyeur à couteaux	
1	Moteur bateau et accessoires	999 533 F CFP
Total		28 864 991 F CFP

Art. 2. — La directrice des affaires foncières est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au service du développement rural et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.
Pour le ministre et par délégation :
La directrice des affaires foncières,
Loyana LEGALL.

**MINISTRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 4958 MET/SAU du 19 juin 2015 portant modification de la définition des lots 1 et 2 du lotissement Hitira'a Mahana, sis à Mahina.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1933 CM du 18 décembre 2014 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim ;

Vu l'arrêté n° 2891 MET du 24 mars 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme par intérim, et à certains de ses agents ;

Vu l'arrêté n° 2892 MET du 24 mars 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme par intérim, en matière de travaux immobiliers ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié, relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1962 IDV.AU du 6 juillet 1984 autorisant la modification et valant certificat de conformité de la première tranche du lotissement Hitira'a Mahana, à Mahina ;

Vu la demande de Me Alexandrine Clemencet et le dossier de demande déposés le 16 octobre 2014 ;

Vu le projet de cahier des charges modifié du lotissement "Hitira'a Mahana" déposé le 16 octobre 2014 ;

Vu les résultats de la consultation effectuée en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 ;

Vu l'avis du chef du service de l'urbanisme par intérim en date du 15 juin 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la nouvelle définition des lots n° 1 et 2 du lotissement "Hitira'a Mahana", sis à Mahina telle que présentée au dossier enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme, opérationnel et construction) en date du 16 octobre 2014 sous le n° IDV 2014-772 et L/2014-7 et composé comme suit :

- procès-verbal de l'assemblée générale du 26 février 2014 de l'association syndicale libre du lotissement Hitira'a Mahana, sis à Mahina ;
- document d'arpentage n° 80120 reconnu conforme au plan de cadastre en date du 19 mai 2009 ;
- projet de mutation cadastrale n° 100288886 certifié conforme aux documents cadastraux le 30 juillet 2012.

Art. 2. — Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Mahina ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 3. — Le chef du service de l'urbanisme par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2015.
Pour le ministre et par délégation :
Le chef du service de l'urbanisme,
par intérim,
Bernard AMIGUES.

ARRETE n° 4959 MET du 19 juin 2015 autorisant le navire Aremiti 1 à desservir certaines îles des Tuamotu et des Marquises afin d'effectuer des transports scolaires en juin et août 2015.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu la demande de la SNC Degage et Cie en date du 27 mai 2015,

Arrête :

Article 1er.— Le navire Aremiti 1, exploité par la SNC Degage et Compagnie, est autorisé à desservir les îles de Rangiroa, Makatea, Hiva Oa, Fatu Hiva et Tahuata afin d'y effectuer des transports scolaires en juin et août 2015.

Art. 2.— Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 4960 MET du 19 juin 2015 portant autorisation d'empiètement d'une superficie d'environ 59 mètres carrés, sur la servitude établie aux abords des ouvrages d'art sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, à Tiarei au PK 26,500, côté mer, au profit de M. et Mme Léonard et Vahineura Tetuanui.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 385 CM du 4 mars 2004 modifié relatif à la procédure d'instruction et de recevabilité des demandes d'occupations de dépendances du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation des pouvoirs du conseil des ministres ;

Vu la demande formulée par M. et Mme Léonard et Vahineura Tetuanui, par lettre du 18 juin 2014,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisé au profit de M. et Mme Léonard et Vahineura Tetuanui, un empiètement d'une superficie d'environ 59 mètres carrés, sur la partie de la servitude aux abords des ouvrages d'art définie à l'article 26 de la délibération n° 2004-34 du 12 février 2004, située sur la rive droite en amont du ponceau construit au droit de la terre Teavaava Rahi, parcelle cadastrée AO-41, au PK 26,500 côté mer, sise dans la commune de Hitia'a O Te Ra, à Tiarei, tel

que le tout figure sur le plan de délimitation du domaine public du 27 août 2014 joint au dossier.

Art. 2.— La servitude de curage n'est pas concernée par cet empiètement. Par conséquent, aucune construction, ni aucune clôture ne pourront être édifiées sur cette servitude.

Art. 3.— L'empiètement autorisé à l'article 1er est destiné à la construction d'une maison d'habitation.

Art. 4.— L'empiètement autorisé ne vaut pas permis de travaux immobiliers. M. et Mme Léonard et Vahineura Tetuanui doivent solliciter les autorisations administratives de travaux immobiliers nécessaires à la réalisation des travaux prévus à l'article 3 au service de l'urbanisme.

Art. 5.— M. et Mme Léonard et Vahineura Tetuanui s'engagent à prendre à leur charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone soumise à autorisation, consécutifs à l'exécution de travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public routier y attenant ou sur l'empiètement autorisé.

Art. 6.— La présente autorisation pourra être abrogée en cas de non-respect de la destination définie à l'article 3 ou de dépassement des dimensions des aménagements mentionnés au plan de délimitation du domaine public joint au dossier.

Art. 7.— Le présent arrêté sera notifié à M. et Mme Léonard et Vahineura Tetuanui et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 4961 MET du 19 juin 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'entreprise Rose Moeava.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune associée de Teahupoo et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 14 avril 2015, reçue au GEGDP le 17 avril 2015, présentée par M. Jean-Luc René Rose Moeava, gérant de l'entreprise Rose Moeava,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'entreprise Rose Moeava, BP 398723, 98723 Teahupoo, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cent cinquante mètres cubes (150 m³) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 300 mm, dans le cadre du curage de la rivière Fauoro, dans une zone située à 500 mètres en amont de la RC et s'étirant sur 800 mètres vers l'amont, sise à Teahupoo, PK 18, commune de Taiarapu-Ouest, île de Tahiti.
- 2° Les matériaux sont destinés à des travaux de remblais du pétitionnaire.
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide d'une pelle mécanique et transportés par des camions de location.
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-481-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
- 6° Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
 - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
 - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
 - montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 300 mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
- 7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
- 8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau

indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

- 9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
- 11° Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques la redevance correspondant au cubage autorisé, soit la somme de *soixante mille francs CFP* (soit 150 m³ à 400 F CFP/m³ = 60 000 F CFP).
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.
- 12° Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée d'un (1) jour. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2015.
Albert SOLIA.

<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 40 48 54 75 – Fax 40 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf</p>	<p style="text-align: center;">ZONE D'EXTRACTION</p> <p>Zone d'extraction autorisée L'attribution et l'implantation des zones se feront en fonction du gisement présent sur site, après notification de l'arrêté</p> <p>SITUATION</p>
<p>ILE DE TAHITI</p>	
<p>COMMUNE DE TAIARAPU OUEST</p>	
<p>LIEU : <i>RIVIERE FAUORO A 500 M EN AMONT DE LA RC A TEAHUPOO PK 18</i></p>	
<p>QUANTITÉ : <i>150 M³ DE TOUT-VENANT</i></p>	
<p>DEMANDE DE : <i>ENTREPRISE ROSE MOEAVA</i> EN DATE DU : <i>14/04/2015</i></p>	
<p>PLAN N° <i>2015-481-102 /DEQ/GE GDP</i> DRESSÉ LE <i>27/05/2015</i></p>	
<p>DOSSIER N° 2015-222</p>	

ARRETE n° 4974 MET du 22 juin 2015 autorisant le navire Cobia II à desservir certains atolls des Tuamotu afin d'effectuer des transports scolaires en juin et août 2015.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaire ;

Vu l'arrêté n° 58 MDA du 26 juillet 2007 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Degage et Cie pour l'exploitation du navire Cobia II sur la desserte des Tuamotu du Centre et Ouest ;

Vu le marché public de prestation de services n° 731 du 11 février 2014 conclu entre la SNC Degage et Cie (navire Cobia II) et le ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports, chargé de la vie associative, ayant pour objet le transport par voie maritime des élèves originaires des Tuamotu-Gambier et scolarisés aux Tuamotu-Gambier et à Tahiti ;

Vu le courrier n° 2059 MEE/DGEE/bts du 26 décembre 2014 reconduisant le marché public de prestation de services n° 731 du 11 février 2014 pour l'année 2015 ;

Vu la demande de la SNC Degage et Cie en date du 27 mai 2015,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 58 MDA du 26 juillet 2007 modifié susvisé, le navire Cobia II est autorisé à desservir en juin et août 2015 les îles de Amanu, Hereheretue, Marokau, Tematangi, Vairaatea, Nihiru, Makemo et Hao au titre du transport scolaire.

Art. 2. — Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 22 juin 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 5035 MET du 23 juin 2015 portant modification de l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1421 CM du 16 octobre 2014 portant nomination de Mme Chantal Serra en qualité de directrice des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu les nécessités de service,

Arrête :

Article. 1er. — Le 3e tiret de l'article 3 de l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 susvisé est rédigé ainsi qu'il suit :

« Mme Mélanie Ribière pour les actes énumérés à l'article 1er alinéa 2.b), ainsi que toutes correspondances et transmissions aux différents correspondants administratifs du service, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, par Mme Marie-Louise Le Du ; ».

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 5036 MET du 23 juin 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu le code de l'aménagement, article D. 171-1 et suivants sur l'évaluation de l'impact des travaux, l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu l'arrêté n° 722 CM du 27 mai 1998 fixant la liste et les seuils des travaux, activités et projets d'aménagement devant faire l'objet d'une évaluation d'impact sur l'environnement ;

Vu l'étude d'impact sur l'environnement relative au déroctage du chenal de l'île de Tubuai, réalisée en février 2015 par Fenua Environnement ;

Vu les résultats de la consultation publique du 20 mars 2015 au 20 avril 2015 de l'étude d'impact sur l'environnement ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la saisine de la commune de Tubuai en date du 12 mai 2015 ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 29 mai 2015 ;

Vu la saisine de la circonscription des Australes en date du 29 mai 2015 ;

Vu la saisine de la direction des ressources marines et minières en date du 29 mai 2015 ;

Vu la demande en date du 5 mai 2015 reçue au GEGDP le 11 mai 2015 présentée par l'arrondissement maritime de la direction de l'équipement,

Arrête :

Article. 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1° L'arrondissement maritime de la direction de l'équipement, BP 3025 Motu Uta, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire douze mille mètres cubes (12 000 m³) de matériaux coralliens, dans le chenal d'accès depuis la passe jusqu'au quai, sis à Mataura, commune de Tubuai ;
- 2° Les matériaux extraits sont stockés sur le remblai adjacent à la marina puis sur le terrain de l'équipement ;
- 3° Les matériaux seront extraits à l'aide de suceuse hydraulique, de dragueline et barge ;
- 4° L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi ;
- 5° Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-532-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée ;

6° Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre : mise en place de kits anti-pollutions de surface sur les embarcations amenées à faire les travaux et formation du personnel à l'utilisation de ces dispositifs, retrait des blocs coralliens à l'aide de fraise ou disqueuse hydraulique, ne pas effectuer de travaux en cas d'hydrodynamisme nul, transplanter les blocs de coraux dans une zone de substitution de préférence aux abords du site.

Le bénéficiaire devra se conformer aux prescriptions de l'étude d'impact sur l'environnement en vue de l'extraction de matériaux coralliens réalisée par Fenua Environnement. Il devra prévenir le MRCC et prendre les dispositions nécessaires pour porter à la connaissance des navigateurs et des administrations les caractéristiques de l'opération. Il devra afficher en mairie les conditions particulières d'utilisation et de navigation du chenal 15 jours avant le début des travaux et envisager un balisage temporaire de jour et en informer les autorités compétentes pour communiquer sur les modifications effectuées et les voies navigables à emprunter ;

7° Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être matérialisé par des repères visibles pour les embarcations naviguant dans la zone de travaux et pour les engins de chantier. Un panneau sera placé de façon apparente indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies ;

8° Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire ;

9° Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa ;

10° A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits ;

11° Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance ;

12° Sous peine de retrait de l'autorisation et de poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement ;

13° La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révoquée sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

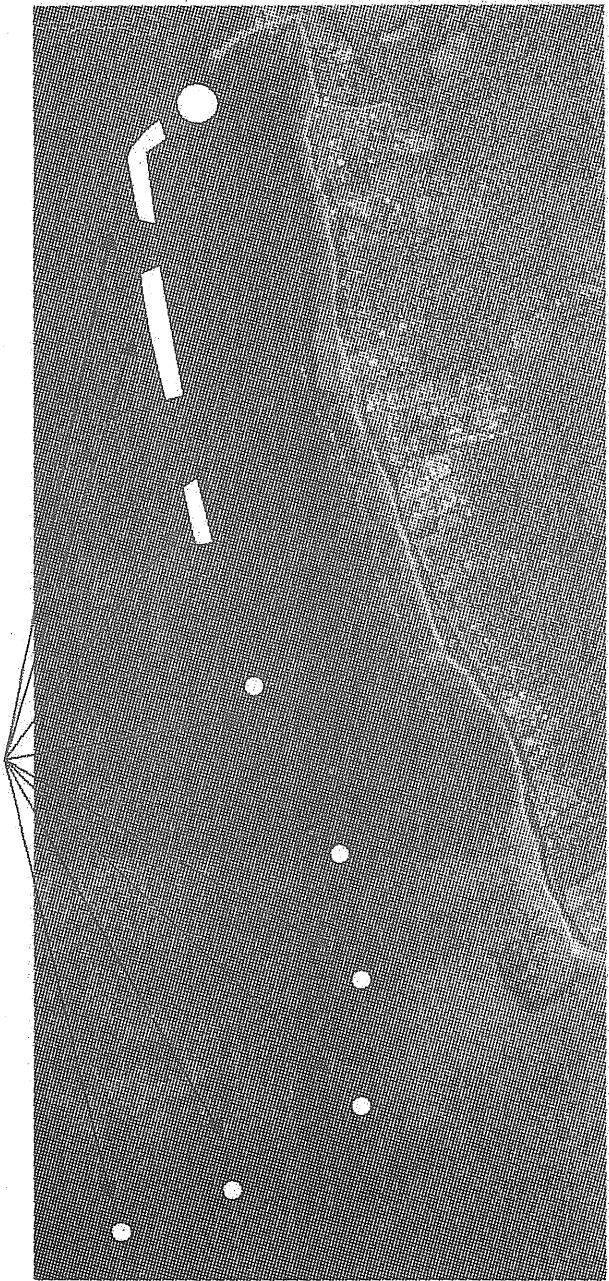
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de dix-huit (18) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié six (6) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 juin 2015.

Albert SOLIA.

<p>SITE D'EXTRACTION</p> <p>Zones d'extractions sollicitées</p>  <p>SITUATION</p>	
<p>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</p> <p>Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public</p> <p>TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69</p> <p>http://www.equipement.gov.pf</p>	<p>ILE DE:</p> <p>TUBUAI</p>
<p>COMMUNE DE</p> <p>TUBUAI</p>	<p>LIEUX:</p> <p>CHENAL D'ACCES DE LA PASSE JUSQUE AU QUAI</p>
<p>QUANTITE :</p> <p>12 000 m³ DE MATERIAUX CORALLIENS</p>	<p>DEMANDE DE :</p> <p>ARRONDISSEMENT MARITIME ET AEROPORTS DE LA DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</p>
<p>EN DATE DU</p> <p>5 MAI 2015</p>	<p>PLAN N°</p> <p>2015-532-101/DEQ/GE GDP</p>
<p>DRESSE LE :</p> <p>7 MAI 2015</p>	<p>DOSSIER N° 2015-209</p>

Par arrêté n° 4962 MET du 19 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 417 (plan 42), PV 414 (plan 46), PV 440 (plan 48) et PV 412 (plan 50) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner				Bénéficiaires
Plan 42	Plan 46	Plan 48	Plan 50	
384	188	254	3 795	L'association Tamarii Tahai a Etana tane et Etana vahine, mandataire de :
384	188	254	3 796	Noni Patiare Tahai épouse Carini (bf 2.7.1.4)
383	189	254	3 795	Topia Tahai (bf 2.7.1.6)
				Turai Larrys Tahai (bf 2.7.1.16)
1 151	565	762	11 386	Total

Par arrêté n° 4963 MET du 19 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Paneparahurahu (10) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Katiu, dans la commune de Makemo, archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Nom de la terre : Paneparahurahu 10 ;
Bénéficiaire : Apia Temahaukura Toiene Ani (bf 3.5.2) ;
Indemnités à déconsigner : 42 550 F CFP.

Par arrêté n° 4965 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Anoha ou Anoa (plan 58) nécessaire aux travaux de canalisation de la rivière et de reconstruction du pont Vaiatu, dans la commune de Paea. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Nom de la terre : Anoha ou Anoa (plan 58) ;
Bénéficiaire : Mathilde Araiatiirau (bf 6.3.6.6) ;
Indemnités à déconsigner : 3 395 F CFP.

Par arrêté n° 4966 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles N44, N45 et N369 (plan 114) nécessaires aux travaux de la 2e tranche de la route des Plaines et de ses ouvrages annexes (rivière de Matatia, pont de Punaruu) dans la commune de Punaauia. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Nom de la terre : parcelles N44, N45 et N369 (plan 114) ;
Bénéficiaire : Tekuravehe Vaetahi Temae ;
Indemnités à déconsigner : 15 104 F CFP.

Par arrêté n° 4967 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Teputani (plan 10) nécessaire à la construction et la mise aux normes de l'aérodrome de Takume, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaires
Arrêté n° 785 CM du 10/09/93	Arrêté n° 763 CM du 30/05/01	
2	1 320	Lucie Tehio (bf 1.4.1.4.1.1.10)

Par arrêté n° 4968 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux parcelles de terre Matiti 2 et Matiti 4 nécessaires à la construction de l'aérodrome de Takaroa, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner			Bénéficiaire
Arrêté n° 888 CM du 12/08/1986	Arrêté n° 851 CM du 30/07/1987		
Matiti 2 n° 350/379	Matiti 2 n° 398	Matiti 4 n° 417	
1 378	680	1 014	
			Lucie Tehio (bf 6.1.1.10)

Par arrêté n° 4969 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tangaroamatahara (plan 1) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Kauehi, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Taufaa Ange Fariua (bf 1.6.4.3) ;
Indemnités à déconsigner : 5 705 F CFP.

Par arrêté n° 4970 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Toketoke (plan 4), Tahoro (plan 12), Temaufarega (plan 17) et Temaufarega (plan 19) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Katiu, dans la commune de Makemo, archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Nom des terres	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
Toketoke 4	85	Apia Temahaukura Toiene Ani (bf 3.3.2)
Tahoro 12	1 679	
Temaufarega 17	18	
Temaufarega 19	127	

Par arrêté n° 4971 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Bénéficiaire : Lucie Tehio (bf 3.1.1.10), (bf 3.1.1.1u.10), (bf 3.1.1.1.2.10) et (bf 3.1.1.1.12.1.2.10) ;
Indemnités à déconsigner : 332 F CFP.

Par arrêté n° 4972 MET du 22 juin 2015.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de

l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

N° plan	Indemnités à déconsigner	Bénéficiaire
3	1 657	Lucie Tehio (bf 3.1.1.10), (bf 3.1.1.1u), (bf 3.1.1.1.2), (bf 3.1.1.1.12.1.2)
11	1 328	
18	925	
41	2 452	

**MINISTRE DE LA PROMOTION DES LANGUES,
DE LA CULTURE, DE LA COMMUNICATION
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

ARRETE n° 4949 MCE/ENV du 19 juin 2015 portant ouverture de l'enquête de commodo et incommodo n° 15-12 ENV/IC, sise dans la commune de Punaauia et dans le cadre de la demande d'autorisation ICPE de 1re classe formulée par le SIGFA, relative à l'installation et l'exploitation d'une fourrière et d'un incinérateur de cadavres d'animaux de compagnie.

Le ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 212 PR du 25 mars 2015 relatif aux attributions du ministre de la promotion des langues, de la culture, de la communication et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 2003-35 APF du 27 février 2003 portant création de la direction de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3113 MCE du 14 avril 2015 portant délégation de signature à M. Gabriel Sao Chan Cheong, directeur de l'environnement ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 15-12 ENV/IC formulée par le SIGFA, représentée par Mme Layana Atae en qualité de présidente ;

Vu l'arrêté n° 3193 PR du 10 novembre 2008 portant désignation des commissaires enquêteurs en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement,

Arrête :

Article 1er.— Conformément aux articles A. 222-4 et suivants du code de l'environnement de la Polynésie française, une enquête de commodo et incommodo est ouverte du mercredi 1er juillet 2015 au vendredi 31 juillet 2015, dans la commune de Punaauia et dans le cadre de la demande d'autorisation ICPE de 1re classe, relative à l'installation et l'exploitation d'une fourrière et d'un incinérateur de cadavres d'animaux de compagnie.

Cette demande d'autorisation ICPE a été formulée par Mme Layana Atae, en qualité de présidente de la SIGFA.

Numéro d'inscription au registre : 15-12 ENV/IC ;

Localisation : commune de Punaauia, zone industrielle de la Punaruu.

Art. 2.— La mairie de Punaauia est désignée comme siège de l'enquête publique. Pendant les heures d'ouverture de la mairie, le public peut prendre connaissance du dossier et formuler ses observations dans le registre ouvert à cet effet. Mme Vaiata Iotefa-Stergios est désignée pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur et se tiendra à la disposition du public dans la mairie les jours suivants :

- vendredi 10 juillet 2015 de 8 heures à 11 heures ;
- vendredi 17 juillet 2015 de 8 heures à 11 heures ;
- vendredi 24 juillet 2015 de 8 heures à 11 heures ;
- et le vendredi 31 juillet 2015 de 8 heures à 11 heures.

Art. 3.— L'avis au public relatif à cette enquête est affiché à la mairie de Punaauia par les soins du maire.

L'avis est également affiché à proximité de l'installation, le long des voies de circulation principales et secondaires.

Cet affichage doit être effectué en mairie, sur le site d'implantation du projet et sur un rayon minimum de 1 kilomètre autour dudit site.

L'affichage est effectif avant l'ouverture de la présente enquête publique.

L'accomplissement de cet affichage est réalisé et certifié par le maire de Punaauia, conformément à l'article A. 222.5 du code de l'environnement de la Polynésie française.

Art. 4.— Le maire de Punaauia peut donner son avis sur la demande d'autorisation d'extension de cette installation classée, dès l'ouverture de l'enquête.

Art. 5.— Le directeur de l'environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 juin 2015.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'environnement,
Gabriel SAO CHAN CHEONG.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

Etude de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Michel GUICHENU, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, (île de Tahiti), le 23 juin 2015, il résulte qu'une société dont les caractéristiques sont les suivantes a été constituée.

Dénomination : SCI ROKO.

Forme : Société civile immobilière.

Capital social : 100 000 F CFP.

Siège social : Punaauia, Tahiti, PK 9,300, côté montagne, lotissement Lotus, lot n° I 268, BP 1829 Punaauia 98703.

Objet : L'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature.

Durée de la société et lieu de dépôt des statuts : La société est constituée pour 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés tenu au greffe du tribunal de Papeete, où les statuts seront déposés.

Gérant : M. Laurent Claude CROCHARD, demeurant à Punaauia, Tahiti, PK 9,300, côté montagne, lotissement Lotus n° I 268, BP 1829 Punaauia 98703.

Parts sociales - Clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
Me Michel GUICHENU, notaire.

SOCIETE POLYNESIENNE D'INTERVENTION ELECTROMECHANIQUE ET FRIGORIFIQUE SPIEMEF

SAS au capital de 5 000 000 F CFP

Siège social : Centre commercial Tamanu, Punaauia

RCS Papeete n° 83107 B - N° TAHITI : 095802

L'assemblée générale mixte des associés en date du 24 juin 2015 a décidé le transfert du siège social à compter du 1er septembre 2013, soit au lotissement Sage, lot 3 à Punaauia.

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

RCS Papeete.

Pour avis.

EURL PACIFICOM

Au capital de 100 000 F CFP

Siège social : PK 21,500, côté mer, Papetoai, Moorea

N° TAHITI : 570796 - RC n° 00330 B

Erratum

La présente annonce annule l'augmentation du capital parue au JOPF n° 49, page 5413 du 19 juin 2015.

Ancienne mention

Augmentation du capital social : Le capital social est fixé à 5 000 000 F CFP.

Nouvelle mention

Augmentation du capital social : Le capital social n'augmente pas et reste à 100 000 F CFP.

Pour avis,
Le gérant.

HIVA OA HANAKEE PEARL LODGE Société Hôtelière des îles Marquises Hiva Oa SA au capital de 100 000 000 F CFP

Siège social : Centre commercial Le Lotus

RCS Papeete TPI n° 97 245 B - N° TAHITI : 418590

Aux termes d'une délibération en date du 12 juin 2015, l'assemblée générale ordinaire a nommé M. Gilles REDON, domicilié professionnellement Centre Paofai, bâtiment A, BP 2143, 98713 Papeete, Tahiti, en qualité de commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Simon CHAIZE, démissionnaire.

Pour avis,
Le président.

SOCIETE TAHITI VIGILES

Société par actions simplifiée

au capital de 6 000 000 F CFP

RC Papeete n° 94 64 B - N° TAHITI : 297911

Siège social : Punaauia, centre commercial Le Lotus

BP 4445, 98713 Papeete

Aux termes d'une délibération en date du 16 juin 2015, l'assemblée générale extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 225-248 du code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis,
Le président.

TAHA'A PEARL BEACH RESORT

SA au capital de 780 000 000 F CFP

Siège social : Centre commercial Le Lotus

RCS Papeete TPI n° 97 205 B

Aux termes d'une délibération en date du 12 juin 2015, l'assemblée générale ordinaire a nommé M. Gilles REDON, domicilié professionnellement Centre Paofai, bâtiment A, BP 2143, 98713 Papeete, Tahiti, en qualité de commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Simon CHAIZE, démissionnaire.

Pour avis,
Le président.

NUKU HIVA KEIKAHANUI PEARL LODGE

Société Hôtelière des îles Marquises Nuku Hiva

SA au capital de 325 000 000 F CFP

Siège social : Centre commercial Le Lotus

RCS Papeete TPI n° 97 246 B

Aux termes d'une délibération en date du 12 juin 2015, l'assemblée générale ordinaire a nommé M. Gilles REDON, domicilié professionnellement Centre Paofai, bâtiment A, BP 2143, 98713 Papeete, Tahiti, en qualité de commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Simon CHAIZE, démissionnaire.

Pour avis,
Le président.

SCP CHAN & LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Jeanne LOLLICHON, notaire associé à Punaauia, le 23 juin 2015, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société à responsabilité limitée.

Dénomination : ATA PACIFIQUE.

Siège social : Teavaro, Mooera, lotissement Bel Air, lot 1.

Objet social : L'assistance technique et administrative d'entreprises du bâtiment, la création, l'acquisition, l'exploitation de tous fonds de commerce se rapportant à l'activité ci-dessus, l'acquisition, la prise à bail de tous biens mobiliers ou immobiliers nécessaires à l'exercice de l'activité ci-dessus, tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, toutes garanties à la sûreté d'engagements contractés en vue de la réalisation de l'objet social, la participation, par tous moyens, à toutes entreprises commerciales et industrielles ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou autrement, et généralement, toutes opérations de nature commerciale, financière, mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes et tendant à en faciliter la réalisation.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP.

Capital : 100 000 F CFP divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Roland BUFARD, demeurant à Teavaro, Moorea, lotissement Bel Air, lot 1, BP 20937, 98714 Papeete.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts ne peuvent être cédées, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales, sauf pour les cessions au profit de personnes déjà associées, qui sont libres et ne sont pas soumises à la procédure d'agrément.

Pour avis et mention,
Me Jeanne LOLLICHON, notaire associé.

AVIS DE MISE EN LOCATION-GERANCE

Aux termes d'un acte sous seing privé signé entre les parties le 16 avril 2015 à Papeete et enregistré le 10 juin 2015 à Papeete, folio 32, bordereau 1033/22,

L'EURL VIT'T, représentée par sa gérante Mme Tehani VITTULI, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 9639 B, sis à Papeete, immeuble Fare Tony, rue du Général-de-Gaulle,

Confie à :

M. Geovani CHII KOON YAU, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 10 355 A, l'exploitation à titre de location-gérance du fonds de commerce de restauration, dénommé CAFE DE LA GARE, sis à Papeete, immeuble Fare Tony, rue du Général-de-Gaulle, pour une durée de trois ans à compter du 1er mai 2015 et renouvelable ensuite d'année en année par tacite de reconduction, sauf dénonciation.

Toutes les marchandises nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce de restauration dont il s'agit seront achetées et payées par l'exploitant, et il en sera de même de toutes sommes quelques et charges dues à raison de l'exploitation dudit fonds, qui incomberont également à l'exploitant, le bailleur ne devant en aucun cas être inquiété ni recherché à ce sujet.

Pour unique publication,
L'exploitant.

CAP TECH

Société à responsabilité limitée
au capital de 9 798 000 F CFP

Siège social : 119, avenue Prince-Hinoui,
BP 44447 Fare Tony, Papeete

RCS Papeete n° TPI 03 276 B - N° TAHITI : 685040

Aux termes des délibérations en date du 5 juin 2015, l'assemblée générale a décidé de modifier la rédaction de l'article 7 des statuts qui est désormais la suivante :

Art. 7. — Capital social

Le capital social est fixé à la somme de *neuf millions sept cent quatre-vingt-dix-huit mille francs CFP* (9 798 000 F CFP).

Il est divisé en cent (100) parts sociales de *quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent quatre-vingts francs CFP* (97 980 F CFP) chacune, numérotées de 1 à 100, entièrement souscrites et libérées et attribuées à l'associé unique tant en représentation d'apport d'origine que de cessions de parts ultérieurement intervenues, savoir :

- à la SARL CAP TAHITI, représentée par M. Jean-Luc MALAHIEUDE, les cent parts sociales, numérotées de 1 à 100, ci 100.

Pour avis,
La gérance.

ANNONCES DIVERSES

ASSOCIATION AIREVASION

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(25 mai 2015)

Président	: FLORENTIN Yann
Secrétaire	: LE CORVELLER Philippe
Trésorier	: DESERT Joël
Directeur technique	: CLAUDE Bernard

ASSOCIATION TAKURUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 mai 2015)

Président	: REASIN Raruna
Vice-président	: PAHEO Gérard
Secrétaire	: DORCHAIN Tepoe
Secrétaire adjointe	: SHAN-PHANG Noeline
Trésorier	: ROUSSEL Christian
Trésorière adjointe	: PUGIBET Moeata

ASSOCIATION HIPPIQUE DE TUPUAI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(11 juin 2014)

Président	: TEIEFITU Mariano
Vice-président	: TEAUNA Auguste
Secrétaire	: DUPARET Amélie
Trésorier	: LYS Mick
Trésorier adjoint	: MAURI Léopold

ASSOCIATION TOREA URA NUI**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(28 mai 2015)

Président	: UURA Joseph
Vice-présidente	: ROOMATAAROA-DAUPHIN Voltina
Secrétaire	: TEINAURI Vaiana
Trésorière	: NAEHU-ARIPEU Adélaïde

ASSOCIATION FAMILIALE TUNUIMATA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(8 mai 2015)

Présidente	: MANATE Alida
Secrétaire	: MANATE Mareva
Trésorière	: PUARAI Jasmine
Assesseurs	: LY SING LAO Johnny PUARAI Tapare MANATE Tiarenuimata

ASSOCIATION TUERA HEIOTUI

(Récépissé n° 6853 DIRAJ du 15 juin 2015)

Extraits de statuts

Il a été créé le 23 mai 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée TUERA HEIOTUI.

Elle a pour but :

- de regrouper et de resserrer les liens familiaux ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches et de recueillir tous les documents concernant les biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- de collecter tous les documents fonciers ou autres dans les différents services étatiques territoriaux, communaux ou privés ;
- d'organiser et de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal, sportif, corporatif et récréatif ;
- d'engager toutes actions pour faire aboutir les revendications concernant les biens familiaux de l'association ;
- d'organiser, de représenter, de protéger et de défendre les intérêts fonciers de l'association.

Son siège social est fixé à Moorea, Temae, PK 0, côté mer.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TAUHIRO-DANLOUE Justine
Vice-président	: TAPATI HIRAMA
Secrétaire	: TAUHIRO Tamara
Secrétaire adjointe	: TAPATI Gérida
Trésorière	: DHEDINTAPATI Anna
Trésorier adjoint	: ORTH Trevor

ASSOCIATION DE PLAISANCIERS DES RAROMATAI

(Récépissé n° 1725 SAISLV du 16 juin 2015)

Extraits de statuts

Il a été créé le 11 juin 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 juin 1901 dénommée PLAISANCIERS DES RAROMATAI.

Elle a pour but de représenter les plaisanciers des îles Sous-le-Vent auprès des autorités, administrations, autres associations, particuliers ou collectif de particuliers dès que cela est nécessaire dans le but de développer et de maintenir des relations harmonieuses avec les autres usagers du lagon en vue de préserver cet environnement unique et de prendre part à toutes opérations liées à cet objectif.

Son siège social est fixé à la marina de Uturoa.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: GERARD Bruno
Secrétaire	: MAGNIER Benoit
Trésorière	: BERNARD Béatrice

ASSOCIATION FAMILIALE HEI-HITI-ARII

(Récépissé n° 1621 SAISLV du 3 juin 2015)

Extraits de statuts

Il a été créé le 26 mai 2015 l'ASSOCIATION FAMILIALE HEI-HITI-ARII.

Elle a pour but :

- de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi de se connaître ;
- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal, sportif, corporatif ;
- d'organiser, de représenter, de protéger et de défendre les intérêts fonciers de l'association.

Son siège social est fixé à Bora Bora, Faanui.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: HART Aurélie
Secrétaire	: MOO Wendy
Trésorière	: TEMATAUA Hanalei

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE n° 30-15 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française
Ministère de l'équipement, de l'aménagement
et de l'urbanisme et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Réhabilitation du hangar portuaire de Huahine, archipel de la Société.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20 et 23 à 25 *quater* du CMP), sans variante.

3. Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

4. Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3).

5. *Retrait du dossier de consultation chez* : ABC Diffusion, rue Cook, Paofai, BP 60055, 98703 Faa'a, tél. : 40 45 29 29.

6. *Envoi à la publication le* : 24 juin 2015.

7. Remise des offres au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage avant le lundi 27 juillet 2015 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères d'acceptation des candidatures* :

- *Les justificatifs concernant la situation administrative du candidat* :

- certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- certificats attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres) ;
- la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun cas mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article 9 du CMP ;
- pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'alinéa 3 de l'article 9 du CMP :
 - 1 - la copie du ou des jugements prononcés ;
 - 2 - lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché,
- effectif minimum de 3 personnes.

- *Les justificatifs concernant les capacités professionnelles, financières et techniques exigées des candidats* :

- les références en travaux en indiquant le type de travaux, l'année de réalisation, le montant des

travaux et la part sous-traitée en montant ou en pourcentage, la durée des travaux, le lieu d'exécution des travaux et le client ;

- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois derniers exercices disponibles ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement ;
- une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités professionnelles, financières et techniques par tout moyen, notamment par une déclaration appropriée de banque, des justifications professionnelles, ou attestations de qualification professionnelles de certains agents qualifiés, ou des certificats d'identité professionnelle ou tout autre justificatif regardés comme équivalents.

10. *Conditions de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 *bis*, 25 *ter* et 25 *quater*, du code des marchés publics (CMP). Les offres seront analysées et sélectionnées au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères suivants, selon la pondération indiquée :

- prix apprécié au travers du forfait global : 70 points ;
- valeur technique, appréciée au travers du mémoire : 30 points ; une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire ;
- procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
- provenance et références des fournitures : 9 points ;
- note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
- programme d'exécution des travaux : 3 points ;
- plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.

11. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation* : Entre autres : mémoire justificatif.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE N° 31-15 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française,
ministère de l'équipement, de l'aménagement
et de l'urbanisme et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Travaux de sécurisation des talus en amont des cheminements piétons de la RDO entre l'Uranie et Pamatai, commune de Faa'a, île de Tahiti.

Mode de passation : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20, 23 à 25 *quater* du CMP).

2. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage. A la

demande des entreprises, le détail estimatif pourra être transmis par fax par le bureau des marchés de la direction de l'équipement (tél. : 40 46 80 90, fax : 40 46 83 05).

3. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées* : Sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

Retrait du dossier de consultation chez : RS Entreprise, rue de la Canonnière-Zélée, BP 3209, 98713 Papeete, tél. : 40 45 02 38, fax : 40 58 35 16.

4. *Envoi à la publication le* : 24 juin 2015.

5. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le 27 juillet 2015 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

6. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

7. *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement et techniquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous critères pondérés de la manière suivante :

- 1) Prix : 60.
- 2) Valeur technique appréciée selon les éléments a), b), c) et d) du mémoire technique : 30.

Selon les sous-critères suivants :

- fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique : 10 ;
- programme d'exécution demandé au b) (cohérence du planning détaillant les différentes phases) : 4 ;
- PHS demandé au c) du mémoire technique : 4 ;
- note descriptive demandée au d) du mémoire technique : 12.

- 3) Délai d'exécution : 10.

8. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation*. Entre autres : références, mémoire justificatif, certificat CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du code des marchés de la Polynésie française et de ses établissements publics et pour les candidats admis à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

**AVIS D'APPEL
A LA CONCURRENCE N° 32-15 MET**
*Marché de travaux passé par la Polynésie française,
ministère de l'équipement, de l'aménagement
et de l'urbanisme et des transports intérieurs*

1. *Objet du marché* : Travaux de sécurisation des talus 16 et 13 et aval côté mer de la RDO entre Pamatai et Puurai commune de Faa'a, île de Tahiti.

Mode de passation : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20, 23 à 25 quater du CMP)

2. Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

A la demande des entreprises, le détail estimatif pourra être transmis par fax par le bureau des marchés de la direction de l'équipement (tél. : 40 46 80 90, fax : 40 46 83 05).

3. Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3).

Retrait du dossier de consultation chez : APRP, BP 51980, 98716 Pirae, tél./fax : 40 42 45 49 - 40 43 08 97.

4. *Envoi à la publication le* : 24 juin 2015.

5. Remise des offres au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage avant le lundi 27 juillet 2015 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

6. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

7. *Critères de jugement des offres* : offre économiquement et techniquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères et sous critères pondérés de la manière suivante :

- 1) Prix : 60.
- 2) Valeur technique appréciée selon les éléments a), b), c) et d) du mémoire technique : 40.

Selon les sous-critères suivants :

- fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique : 13 ;
- programme d'exécution demandé au b) (cohérence du planning détaillant les différentes phases) : 5 ;
- PHS demandé au c) du mémoire technique : 5 ;
- note descriptive demandée au d) du mémoire technique : 17.

8. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation*. Entre autres :

- références ;
- mémoire justificatif ;
- certificats CPS ;
- (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres) ;
- certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;
- déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du code des marchés de la Polynésie française et de ses établissements publics et pour les candidats admis à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*